



HAL
open science

La maison des Haubans : faire vivre la mixité sociale ?

Pauline Trochu

► **To cite this version:**

Pauline Trochu. La maison des Haubans : faire vivre la mixité sociale ?. Architecture, aménagement de l'espace. 2012. dumas-01837157

HAL Id: dumas-01837157

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01837157>

Submitted on 12 Jul 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Pauline TROCHU

LA MAISON DES HAUBANS : FAIRE VIVRE LA MIXITE SOCIALE ?

Mémoire de Master

Sous la direction d'Elisabeth Pasquier

2012

ENSA NANTES

REMERCIEMENTS

Un grand merci à:

Elisabeth Pasquier pour ses conseils, sa disponibilité, et pour m'avoir poussé à recentrer mon travail sur un site.

L'équipe de la Maison des Haubans, pour m'avoir accueilli avec gentillesse et m'avoir consacré de leur temps.

Mikaël Pors pour ses conseils, et son investissement.

Laurence Lemonnier et à Manon Trochu pour m'avoir relu, je sais que ce n'était pas une chose facile.

Nicolas Le Beulze pour notre travail croisé et pour avoir pris le temps de l'échange.

Céline Cassouret, Rosalie Robert et Anna Le Régent avec qui j'ai pu parler de mon travail.

p. 5	AVANT-PROPOS
p. 7	INTRODUCTION
p. 13	LA MIXITÉ SOCIALE: AVÈNEMENT D'UNE NOTION CENTRALE
p.15	AU DÉPART, LA RÉPUBLIQUE.
p. 19	Introduction à la question sociale Les quartiers existent.
p. 21	LES PRÉMICES DE L'ENGAGEMENT PUBLIC
p. 22	La Logique du projet et l'approche globale
p. 22	Approche globale
p. 23	La logique de projet
p. 25	Démarche participative: l'action des habitants comme solution?
p. 25	Une nouvelle force sociale
p. 26	L'implication pour l'intégration des «non-forces» .
p. 29	Le développement social des quartier: l'action publique à l'oeuvre
p. 29	Les chefs de projets
p. 30	L'évolution d'un programme d'expérimentation MALAKOFF: Exemple d'un enclavement géographique.
p. 34	LA POLITIQUE DE LA VILLE PREND SES QUARTIERS
p. 34	De nouveaux acteurs
p. 35	Le ministre d'état à la ville
p. 36	Les sous-préfets à la ville
p. 37	La législation un outil de solidarité ?
p. 37	Les contrats état villes
p. 37	Une loi pour encadrer
p. 40	Renouvellement dans l'action publique
p. 40	Les rapports: une évaluation des quartiers

SOMMAIRE

La discrimination positive	p. 41
La modernisation des services publics	p. 43
VERS LA MIXITÉ SOCIALE?	p. 49
La mixité ... quoi?	p. 50
DES lois pour encadrer?	p. 52
L'évolution des contrats de villes	p. 52
Un cadre législatif pour la mixité sociale	p. 53
LES GRANDS PROJETS de VILLE vitrine de la politique de la ville?	p. 55
GPV, le grand chambardement	p. 55
Exemple d'un quartier d'habitat social à Nantes: Malakoff	p. 56
LA MAISON DES HAUBANS, MACHINE SOCIALE OU ESPACE DE VIES?	p. 67
La maison des Haubans: un cadre construit pour la mixité sociale?	p. 69
Un projet visible dans un quartier redéfini	p. 69
Le milieu associatif coeur de la nouvelle centralité	p. 69
L'ambition urbaine d'ouverture	p. 71
Une nouvelle visibilité pour le milieu associatif	p. 74
Un projet dessiné pour la mixité?	p. 75
Le choix des architectes.	p. 75
Une conception croisée annoncée.	p. 79
La réalité d'un ERP.	p. 81
Utiliser l'espace.	p. 83
La gestion des locaux.	p. 83
De nouvelles habitudes.	p. 84
Le cas de la CAF.	p. 85
Un vrai espace pour les habitants?	p. 86

p. 87

VERS UNE ACTION TRANSVERSALE.

p. 87

Une programmation sous contrôle de la ville:

p. 88

La coordinatrice de maison

p. 90

Les adultes relais

p. 90

Le conseil de maison

p. 91

La logique de projet à l'échelle locale:

p. 92

Une dynamique en place

p. 92

Le projet commun au service d'un public

p. 94

L'ouverture sur la ville: une vision de la transversalité

p. 99

ADAPTER LES ORIENTATIONS PUBLIQUES

p. 99

Construire un espace de vie

p. 99

L'accueil

p. 102

Le quotidien productif

p. 103

L'entraide, un moteur d'entente

p. 105

La convivialité comme politique sociale

p. 105

Des projets qui rapprochent

p. 108

La démarche participative

p. 110

La confiance comme outil de proximité

p. 115

CONCLUSION

p. 121

BIBLIOGRAPHIE

La notion de mixité sociale est abordée ici sous différentes échelles.

Au départ du travail de mémoire se trouvait une notion floue, rendue complexe par la difficulté à percevoir ce qu'elle désigne: la mixité. Parfois fonctionnelle, souvent sociale, elle est au centre des interrogations actuelles, fabrication de la ville avec un grand V, du devenir des "banlieues", "ZUP", et autres quartiers d'habitats sociaux.

La démarche du mémoire s'est orientée vers différents axes. Les allers-retours entre les échelles de travail sont assez représentatifs de la réflexion qui en a découlé.

Au retour d'une année Erasmus en Pologne, où j'ai pu découvrir des villes différentes, cette notion de construction de l'espace urbain m'a interrogé. À de nombreuses reprises, nous étions poussés à présenter l'évolution des villes que nous connaissions à des étudiants aux origines variées, allant de la Corée au Danemark. Cela permettait de mesurer à quel point nous évoluons dans des contextes différents et en quoi cela nourrit nos esprits de futurs architectes.

J'ai donc, dans ce cadre, souvent présenté, plutôt que le projet de réhabilitation de l'île de Nantes, le Grand Projet de Ville de Malakoff. Il m'apparaissait comme un exemple significatif de l'évolution des villes françaises. L'intérêt pour les autres étudiants venait du fait qu'ils ne connaissaient pas forcément ces formes d'opérations dans leurs villes.

En revenant en France il m'a semblé important d'en savoir plus, non seulement sur ce quartier, mais à plus large échelle, sur ce qui avait nourri les changements apportés à ce territoire.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

INTRODUCTION



ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

INTRODUCTION

En France, la politique de la ville mise en place fait naître une notion récurrente: la mixité sociale. Au travers du mémoire, j'ai cherché à comprendre l'avènement d'un tel principe et ses conséquences en termes d'espace. Pour expérimenter la notion théorique de la mixité sociale, j'ai étudié l'histoire de la politique de la ville. Au cours des lectures, elle s'est faite de plus en plus insondable.

Pour ancrer mes recherches dans une réalité dont j'avais besoin, et dans le quartier qui m'avait poussé à choisir thème, il a fallu trouver un site d'investigation. Ce site devait mettre en crise la question de la mixité sociale à une échelle restreinte. Il me permettrait d'expérimenter l'impact de la notion théorique sur un quotidien, et sur des espaces. Après plusieurs visites dans le quartier de Malakoff, la Maison des Haubans a retenu mon attention. Cet objet posé dans le quartier, en face du pont Eric Tabarly, et relié aux réseaux de transports, avait quelque chose de central.

En y entrant pour la première fois j'ai découvert un lieu convivial, un lieu de vie pour le quartier, mais également un objet d'étude convaincant. Le dossier de presse de la maison a été le point de départ de mon questionnement. Il décrit l'équipement comme devant être un lieu emblématique, au cœur de la nouvelle centralité du quartier. Il doit à ce titre pouvoir permettre le désenclavement du quartier: non pas de manière expressive et urbaine comme le font la rue de Berlin ou le pont Eric Tabarly, mais de façon sociale. C'est un lieu transgénérationnel qui s'adresse "à tous". Proue de la politique sociale du GPV de Nantes, la maison de quartier se révèle être un lieu riche en interactions et en questionnements.

La première visite à la maison des Haubans a été l'une des plus

instructives. Habitée aux déménagements, je ne me suis jamais vraiment impliquée dans une vie de quartier. Mes relations à mes lieux de vies se limitaient au voisinage proche par l'intermédiaire de mes parents. J'étais bien loin des centres socioculturels, ou de l'action associative. Mon manque d'expérience des lieux comme les maisons de quartier ne me permettra pas les comparaisons. Aussi, en entrant pour la première fois dans la maison des Haubans, je me retrouvais dans la posture de n'importe quel visiteur. Je n'avais aucune idée de ce que j'y trouverais, ni de qui j'y trouverais. Passant la porte, on se retrouve dans le hall face à l'accueil. Je me suis donc présentée à l'agent d'accueil, en tant qu'étudiante venant pour la première fois. Il m'a donc expliqué l'organisation du bâtiment et guidé dans ce que je cherchais. Ce premier contact était important.

Le hall, bien qu'abritant souvent des expositions, est assez impressionnant. C'est un grand espace central où se croisent beaucoup de gens et où tout le monde semble se connaître. On arrive donc dans un espace de vie auquel on n'appartient pas. L'accueil est primordial de même que le suivi qui en est fait. Lors des visites suivantes, j'étais reconnue et saluée. En choisissant comme site d'investigation la maison des Haubans, j'ai découvert un lieu surprenant. Je ne nie pas avoir aimé passer du temps à la maison des Haubans et le mémoire s'en ressentira sûrement. La première visite s'est accompagnée d'une prise de rendez-vous avec l'association peuple et culture. J'étais montée au deuxième étage, où les associations ont leurs bureaux et je me présentais comme étudiante qui préparait un mémoire avec comme site de recherche, l'équipement.

Une semaine plus tard, je réalisais mon premier entretien, et prenais rendez-vous pour deux suivants. La suite des entretiens était facilitée par les gens que je rencontrais. L'agent d'accueil, Olivier, me présentait à d'autres acteurs, et je pouvais faire évoluer mon enquête de terrain. Au détour d'une pause cigarette, ou d'une pause-café avec un animateur, je rencontrais d'autres personnes. La prise de contact était simple. Les gens s'accordaient volontiers à m'octroyer de leur temps.

Au début j'avais constitué un plan d'entretien détaillé en trois parties avec des questions à poser. La première partie devait me renseigner sur les personnes que je rencontrais, et les associations qu'elles représentaient. La seconde concernait le rapport entre les anciens locaux et les nouveaux. La dernière partie questionnait la fréquentation, les retours que les acteurs pou-

vaient avoir des habitants. J'enregistrais tous mes entretiens avec mon portable, personne n'a d'ailleurs jamais refusé d'être enregistré, et je me munissais d'un carnet pour prendre des notes.

Au fil des entretiens, j'ai délaissé mon questionnaire et mon stylo pour me concentrer sur ce que me disaient mes interlocuteurs. Je ne conservais que quelques thèmes que je voulais aborder, et notais le déroulement de l'entretien sans entrer dans les détails. En prenant des libertés avec les entretiens, j'ai pu plus facilement m'investir dans ce qui devenait une conversation.

Aussi entre les premiers et les derniers entretiens, j'ai pu aborder des thèmes plus en profondeur parce que j'étais moins angoissée de tout aborder, plus à l'écoute.

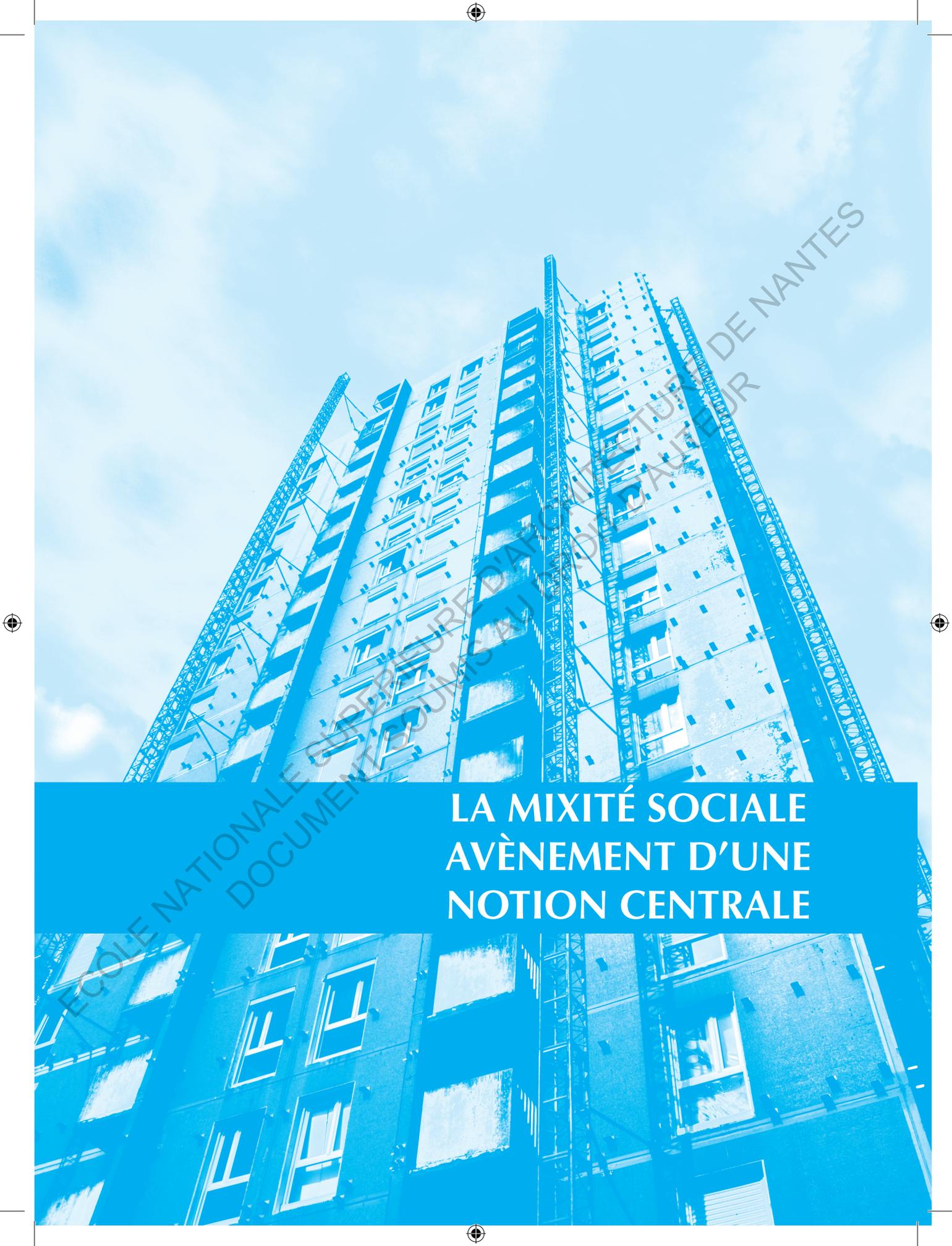
Relier une notion théorique avec une observation directe, m'a permis de m'approprier le sujet. En rencontrant les gens et en leurs parlant, j'ai réalisé que certaines volontés publiques s'adaptent et deviennent un quotidien. Les valeurs de démocratie participative ou de proximité, qui lors de mes lectures me paraissaient floues et peu définies, ont trouvé une illustration avec le terrain.

Si au départ la mixité sociale m'évoquait surtout le divertissement du parc de logement des quartiers d'habitat social, je mesure au fil de la construction du mémoire l'ampleur de son influence.

La relation, politique, ville, équipement, et vie sociale, retrace l'empreinte de la mixité sociale à différentes échelles. L'étude de l'avènement de la notion est illustrée par le quartier de Malakoff dans lequel s'inscrit l'enquête de terrain.

Dans un premier temps, c'est la construction théorique de la notion centrale de mixité que je cherche à comprendre. Que sous-entend-t-elle? En tirant le fil historique de la politique de la ville, je cherche à comprendre comment les programmes qui ont touché le quartier de Malakoff se sont construits. Une fois arrivée aux programmes des Grands Projets de Ville, et à plus forte raison à celui de Nantes, je me rends compte que la politique crée des espaces, et change des vies. La maison des Haubans est un de ces espaces. À son tour, elle porte la mixité sociale, mais cette fois avec une dimension construite. L'enquête de terrain situe une illustration de la théorie dans une réalité concrète, et observable.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



**LA MIXITÉ SOCIALE
AVÈNEMENT D'UNE
NOTION CENTRALE**



UROQUARTZ Au cœur du quartier d'affaires EURONANTÉS

À LOUER

3 600 m² de bureaux divisibles
Livraison 2013



Mairie Annexe
Nantes Malakoff

Gymnase Malakoff

Eglise Saint Marc
de Malakoff

0810016016

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

AU DÉPART, LA RÉPUBLIQUE.

INTRODUCTION À LA QUESTION SOCIALE.

À la fin du 19^{ème} siècle, l'état républicain français se forme autour de valeurs progressistes. Pour protéger la République et son évolution positive des révolutions et des révoltes, la société, en pleine industrialisation, intègre la classe ouvrière à son système. L'arrivée massive de population venant nourrir les usines, de ceux qui constitueront la classe ouvrière populaire, pose la question de leur intégration. Le tissu urbain n'est pas préparé à recevoir une telle population et les gens s'entassent dans les faubourgs insalubres et malfamés. Les pauvres sont associés aux épidémies, aux crimes, et aux moeurs discutables. Cependant, la société a besoin de ces forces de travail, de cette main-d'oeuvre peu qualifiée pour produire. Il devient nécessaire d'offrir une place à ces nouveaux habitants, tant au sein de la ville que de la société.

La question sociale est fragmentée pour trouver de multiples solutions techniques et concrètes (logements, hygiène, emploi...). En donnant ces réponses, la société légitime une majorité ouvrière, et se préserve des menaces de grèves ou de révolutions que représente cette frange de la société. Dans cette organisation, les exclus sont considérés comme des "rebelle" qui restent en marge. Pendant l'ère industrielle, la société pouvait trouver une description entre bourgeois, petits-bourgeois et prolétaires. La "question sociale" de l'époque portait sur les rapports qu'entretenait une classe avec une autre, telle que la domination des bourgeois et des petits bourgeois sur les prolétaires. La division de la société émanait de ces éléments constitutifs. L'évolution progressiste de cette société a rendu son organisation plus complexe. Les effets de la mondialisation et du déclin de la société industrielle ont fait naître une nouvelle logique. La délocalisation des entreprises - vers des pays où la main-d'oeuvre est moins coûteuse - et l'informatisation, sacrifient les emplois des moins qualifiés.¹

La société est un ensemble d'individus vivant en groupes, organisé par des lois, des institutions et des règles (dictionnaire Larousse).

¹ DONZELOT Jacques, et ESTEBE Philippe, *L'état animateur, essai sur la politique de la ville*, édition ESPRIT, 1994.

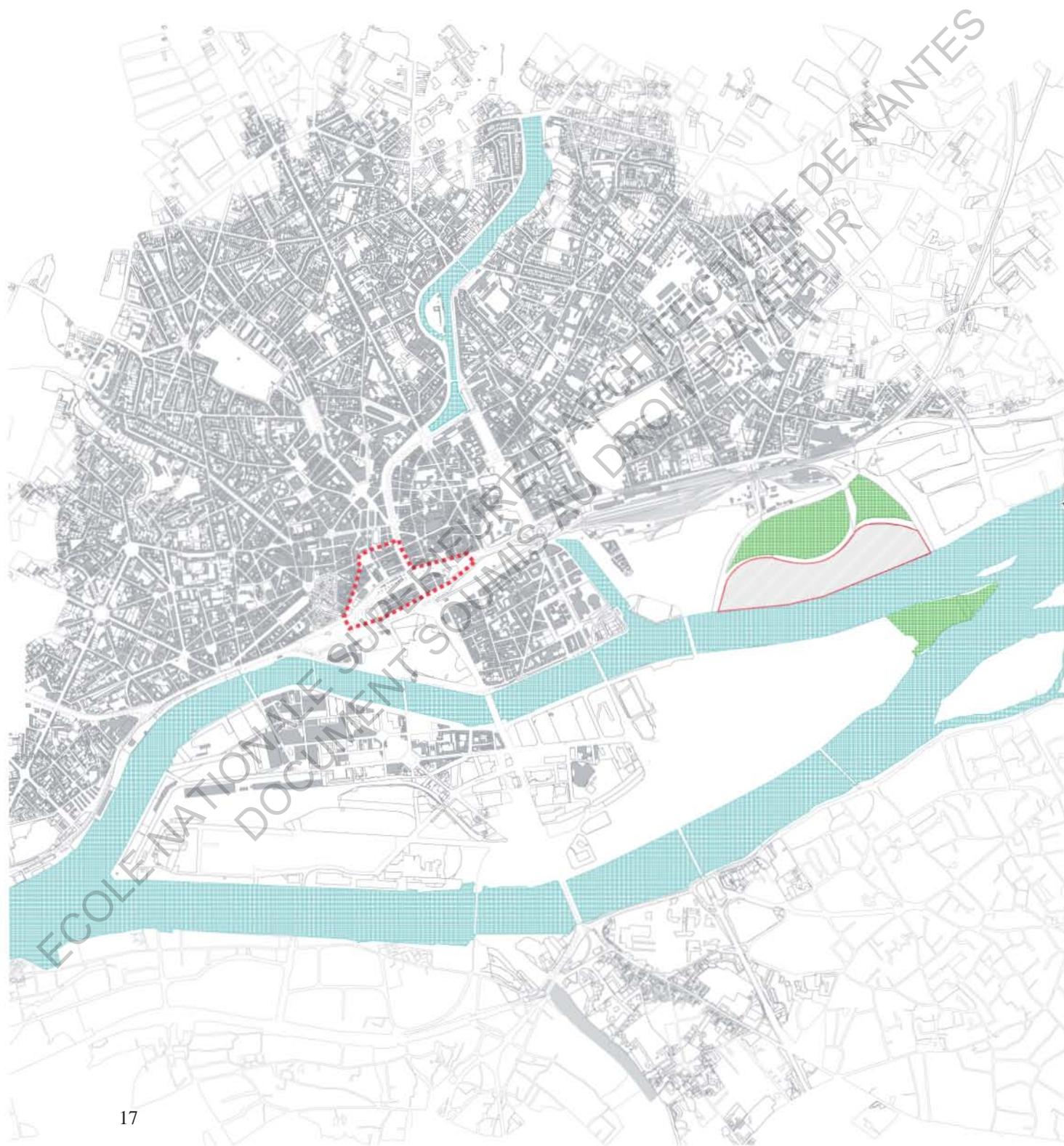
Dans un même temps, une nouvelle catégorie sociale se développe: celle des cadres et des ingénieurs. Une classe diplômée qui évolue et trouve sa place au sein de la société. Finalement, l'entité société se décompose en groupes répondant à la logique de "l'entre-soi" décrite par Jacques Donzelot. Les nouveaux éléments constitutifs seraient ainsi les exclus, les oubliés et les gagnants. Les "exclus" correspondraient, à la population issue de l'immigration vivant concentrée en dehors de la ville, dans les quartiers d'habitats sociaux. Les "oubliés" seraient une partie de la classe ouvrière dont les emplois et les avantages seraient menacés. Les "gagnants" seraient ceux pour qui l'évolution de la société fut bénéfique, évitant la proximité avec les deux autres groupes. La dénomination faite des groupes est très évocatrice. Ici la question de l'exclusion fait partie intégrante de la société. Si, dans la société industrielle, elle représentait la partie dangereuse et assumée de la société, à présent elle décrit une partie des citoyens qui est mise en retrait par l'évolution économique progressiste.

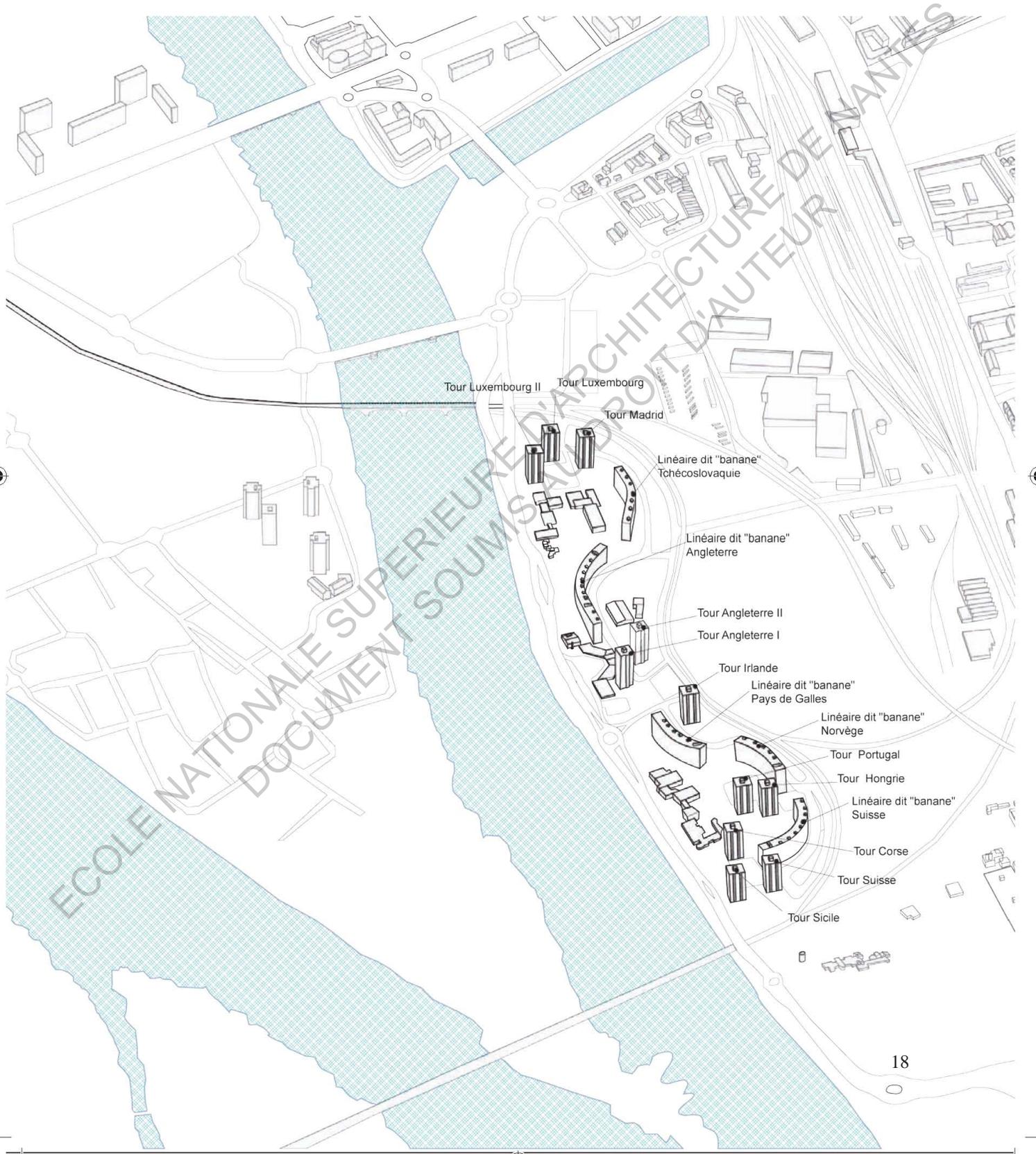
Un quartier d'habitat social à Nantes: Malakoff carte localisation dans la ville+ photos

À la sortie de la seconde guerre mondiale, comme la plupart des villes Françaises, Nantes doit faire face à une crise du logement. En décembre 1958, un décret est signé et crée une nouvelle forme d'urbanisme: les zones à urbaniser en priorité (ZUP). Ces programmes de construction de masse devaient permettre d'enrayer la crise en proposant des logements salubres dans les villes. À Nantes, la zone Malakoff - Île Beaulieu est classée ZUP en 1960. Le plan prévoit la création de 6500 logements pour les deux rives de la Loire, dont 1500 sur la zone de Malakoff. Les opérations sont confiées à un groupe de quatre architectes: Évano, Cormiel, Choisel et Leroux. Sur le secteur Malakoff sont construites onze tours et cinq barres courbes surnommées « banane ». En 1972, 1642 logements voient donc le jour.

([decret-n-58-1464-relatif-aux-zones-a-urbaniser-en-priorite](#), [archivedefrance.culture.gouv.fr](#).)

([histoire de Malakoff, de la prairie de Mauves à la construction de la cité, lenouveaumalakoff.com](#))





LES QUARTIERS EXISTENT.

La construction des grands ensembles aux marges de nos villes répondait dans un premier temps à une situation d'urgence. Faisant face au manque de logements, la construction de masse devait permettre aux classes les moins aisées de trouver un logement décent. La conception de ces nouvelles parties de ville répondait à des principes fonctionnalistes, et générait des formes urbaines inédites. Elles trouvent rapidement leurs limites. La dégradation progressive des infrastructures construites à la hâte, et les carences urbaines dues au monofonctionnalisme, abîment l'image de ces quartiers déjà excentrés. Très vite les classes moyennes préféreront les zones pavillonnaires aux grands ensembles. Les quartiers se paupérisent, et les habitants perdent en mobilité. Vivre dans ces quartiers apparaît comme une fatalité. La mise à distance physique devient peu à peu sociale pour les populations qui peinent à trouver un emploi dans une société qui se mondialise. Elles n'ont pas d'emprise sur le monde économique ou politique et ne constituent pas une menace au développement progressiste. Jaques Donzelot parle de "non-forces". Leur présence ne met pas en péril les avancées économiques cependant elles existent. L'idéal du progrès n'a plus de sens si lorsqu'on y parvient, une partie de la société reste en marge. Au début des années 70, ces quartiers posaient questions. En 1973, la circulaire Guichard, "barres et tours", met un point final à la construction des grands ensembles. Ils y sont décrits comme des espaces "favorisant la ségrégation sociale"²

La composition "à vocation sociale" des grands ensembles regroupe les populations les moins aisées et leur attribue un territoire identifiable. On ne parle pas encore de mixité sociale, comme on l'entend aujourd'hui, mais on remarque que la composition sociale des quartiers posait déjà question.

En 1973, un groupe de réflexion rassemble, à l'initiative de Robert Lion, des hauts fonctionnaires du ministère de l'équipement, de l'action sociale et du secrétariat à la jeunesse. Sous le nom d'Habitat et Vie Sociale (HVS), ils réfléchissent à "améliorer les relations sociales dans les ensembles collectifs"

Cinq ans plus tard, grâce aux programmes d'actions prioritaires du même nom: HVS, ils trouvent une légitimité en devenant une instance interministérielle. Les actions sont encore expérimentales, mais ont déjà des objectifs repris par la suite.³

² A. Anderson, H. Vieillard-Baron "La politique de la ville: histoire et organisation", éditions ASH 2004, p22).

³ Ibid,

³Ibid

⁴ Bernard Eme, *Généalogie des régies de quartier* revue *Ecologie et politique*, n° 28, 2004, Editions Syllepse

Vue aérienne prise en 1967. Vieux Malakoff, un quartier, des mémoires - Septembre 2002, archive.nantes.fr

Les recommandations visent la prise en compte d'un territoire élargi, une action transversale et concertée, ainsi que la nécessité de prise en considération des populations par leur investissement.⁴

Les défaillances de la société de progrès font sentir un besoin de renouveau dans la conception des villes. Une approche globale est introduite en opposition aux politiques passées de cloisonnement des actions selon les services dont elles répondent. Le problème des logements ne peut être étudié en marge de celui de l'emploi, ou de la sécurité. En juillet 1981, les quartiers se retrouvent au coeur de l'actualité médiatique, et ne peuvent plus être ignorés des pouvoirs publics.



LES PRÉMICES DE L'ENGAGEMENT PUBLIC

Au début des années 80, la France assiste à un nouveau type de rébellion, avec les rodéos de voitures des jeunes de la banlieue Lyonnaise. Les médias relayant les événements montrent une jeunesse agitée sans revendications énoncées. Ces provocations illustrent un désarroi, une lassitude d'une partie de la société déconsidérée et en marge. La situation de crise, que ces mouvements provoquent, pointe du doigt une frange fragile de la population et une société qui ne trouve pas de réponse. Ces événements inédits déconcertent les pouvoirs publics et démontrent la limite des stratégies sociales de l'époque. Le gouvernement de gauche, fraîchement élu, semble, arriver tardivement au vu de la situation. Les élus, formés au début des années soixante à l'action sociale par les Groupes d'actions municipales (GAM) initiés à Grenoble par H. Dubedout, ne sont plus en phase avec l'évolution rapide et troublante de la société. Pour remédier à "la crise des banlieues", l'innovation est de mise. En quelque sorte : à problèmes inédits, solutions inédites.

L'histoire de la politique de la ville est en marche, comme une signification de la volonté des pouvoirs publics à faire face. Les commissions de l'époque doivent servir de base à la question de l'action sociale à l'échelle politique et les villes se font leurs terrains d'expérimentation.

"Aujourd'hui il faut que la cité dise une égalité de destins à chacun et que cela soit apparent : il faut inventer un droit à l'urbanité pour tous." Roland Castro (« La rue et la ségrégation sociale », Pouvoirs 1/2006 (n° 116), p.111-115.)

LA LOGIQUE DU PROJET ET L'APPROCHE GLOBALE

Approche globale

L'approche globale trouve ses premiers partisans au début des années 70 dans la question urbaine (on trouve l'exemple avec la circulaire Guichard). Regrettant les effets du fonctionnalisme sur les villes, cette pensée urbaine s'illustre alors par la lutte contre l'exclusion et les tissus urbains décousus qui limitent les rapports sociaux.

Dans les années 80, on pense la question sociale en transversalité.

L'approche globale des années 80 diffère de celle du début des années 70 dans le sens où elle intervient dans une société changée. Les maux ne sont plus les mêmes, les classes moyennes sont parties de ces grands ensembles et l'action ne peut plus se faire en marge des pouvoirs locaux. Si l'approche théorique est similaire, la pratique moderne diffère. "L'approche globale n'a de sens que si elle est locale"⁵. Il n'est plus concevable de donner des directives sans s'appuyer sur des diagnostics et des observations liés au territoire questionné.

Pour que le projet ait une dimension locale valable, il ne doit pas être généraliste. L'implication des élus dans les nouveaux projets est primordiale. Ils doivent en faire la demande, connaître les besoins pour mieux y répondre. Dans ce contexte, chaque partie situe son action dans un ensemble. Les différents services ne font pas naître l'ensemble. C'est ce tout qui pointe les lacunes de chacun et qui crée des interactions. Ainsi considéré, le projet réduit les luttes de pouvoir pour faire naître des volontés communes d'innovation et d'évolution.

On mise sur la transversalité qui va à l'inverse de la sectorisation et de la décomposition de la question sociale. On remet les problèmes dans leur contexte pour comprendre leur source. Face à des populations qui "cumulent les handicaps", l'innovation semblait de mise. À cette époque, l'originalité apparaît donc à l'inverse de ce qui avait déjà été expérimenté et qui n'était pas satisfaisant.

En 1983, le programme "Banlieue 89" est lancé. Il s'ouvre par des expositions et subira une forte médiatisation. Porté par des intellectuels, des architectes, des urbanistes, et des élus locaux, de nouveaux projets voient le jour. Ils ont pour but "d'embellir

⁵DONZELOT Jacques, et ESTEBE Philippe, *L'état animateur, essai sur la politique de la ville*, édition ESPRIT, 1994, p 62

les cités", de réaliser "la grande entrée des banlieues dans la société urbaine" (discours de François Mitterrand à la clôture des premières assises "la politique de la ville: histoire et organisation"⁶. Mais la mise en oeuvre des projets a un budget non négligeable (interview Roland Castro, reportage Ina "banlieue 89") et les méandres des administrations freinent l'action. Difficilement comparable avec des démarches comme celles du DSQ, le programme banlieue 89 démontre cependant que les préoccupations futures étaient déjà intégrées. Le désenclavement des quartiers, l'importance du rôle de l'image dans la considération de ces territoires, et la démarche transversale, constituaient des enjeux du programme.

⁶Ibid page 13

La logique de projet

Dans un même temps, le gouvernement commande une série d'enquêtes. La commission Dubedout devait traiter les quartiers d'habitat social, la commission Bonnemaïson de la prévention de la délinquance et la commission Schwartz devaient réfléchir à "réaliser une meilleure intégration des jeunes de 16 à 21 ans dans la vie professionnelle"⁷. Les rapports produits par ces différentes commissions permettront de mettre en exergue un nouveau mode d'action. Si ce principe de rapport avait déjà été expérimenté auparavant avec la commission HVS, il n'en demeure pas moins que leur efficacité fut limitée. Jacques Donzelot oppose leur logique de programmation, à la nouvelle logique créée: celle des missions. La logique de programmation est administrative et s'adresse aux "actifs" de la société, or les solutions à chercher concernent les citoyens "non actifs"⁸. La logique de mission permet la mise en oeuvre de projets, prônant l'initiative, l'inventivité et s'adressant au plus grand nombre. Si la programmation concerne l'administration, alors le projet doit pouvoir faire participer les forces concernées, locales, dans une démarche participative.

⁷Ibid page 13, page 39 du livre: lettre du premier ministre du 10 juin 1981

⁸Ibid page 13

Le projet demande également aux pouvoirs publics de changer l'approche de la question sociale. Alors sectorisée et divisée, elle doit reprendre sa place dans son contexte et retrouver sa complexité. Il faut prendre conscience que la question de l'exclusion, puisqu'elle est centrale, ne répond pas à un fait isolé. La question sociale n'est plus dissociable de celle du territoire, du logement, des équipements, de la délinquance, de l'emploi...

Cela la rend peut-être moins accessible mais sûrement plus compréhensible. Si les émeutes observées ne sont, au demeurant, pas le fruit d'une chose en particulier, c'est peut-être que le problème soulevé est trop vaste pour être désigné.

Les commissions mises en oeuvre au début des années 80 ont une volonté de trouver des solutions à la crise naissante mais également de les expérimenter. Elles sont les réactions des pouvoirs publics face aux nouveaux problèmes soulevés. En action, des conseils sont créés : le conseil national de prévention de la délinquance (CNPD), le développement social des quartiers (DSQ) ou les missions jeunes. Chacun trouvant écho, à une échelle locale sous forme de conseil municipal, de commission ou de mission locale.

⁹ Ibid page 13, Entretien avec M. Marcus, livre page 52

Cependant les rapports entre ces nouveaux dispositifs et les institutions limitent leur reconnaissance: "Nous n'avions aucune personnalité juridique. Personne n'avait de signature correspondant à un quelconque pouvoir"⁹. Chaque commission, si elle ne vient pas "court-circuiter" des instances plus fortes, existe dans l'attente de décisions plus importantes et de changements plus profonds tel qu'une politique de relance économique, ou une loi sur la décentralisation offrant plus de pouvoirs aux institutions locales.

La mise en commun des capacités de chacun ouvre la voie de la démarche participative et l'implication du plus grand nombre d'entre eux. Cependant les concurrences et les rivalités freinent plus souvent qu'elles ne mobilisent ; chacun défendant ses parts.

Ces missions participent à l'évolution des mentalités. La position des pouvoirs publics ne doit pas être défensive mais doit s'attacher au ralliement des populations en marge avec ce que Donzelot appelle "les forces vives". La conception de participation appelle à l'investissement et à l'innovation, et non pas à l'isolement des preneurs de décisions et des penseurs. Les élus locaux trouvent, dans ce contexte, un rôle à jouer. Ils deviennent des intermédiaires, des représentants d'un état accessible. Enfin, ces missions tentent de démontrer que les "projets" ne sont pas antagonistes aux administrations : l'un servant l'autre.

DÉMARCHE PARTICIPATIVE: L'ACTION DES HABITANTS

COMME SOLUTION?

À la description de ces interactions, une partie non négligeable de la société doit trouver sa place : le citoyen. Le tout de l'approche globale est tant un territoire qu'une population. Il paraît inconcevable au vu du discours énoncé d'ignorer les principaux intéressés. Si la "question sociale" doit être considérée dans un contexte, alors ses acteurs principaux ne peuvent être négligés. Définir la mesure de l'impact que doit avoir l'échelle locale constitue l'un des enjeux récurrents des politiques à venir.

Une nouvelle force sociale

Comme nous l'avons vu, le souci d'intégrer les populations est déjà questionné au début des années soixante. Mais à l'époque, les relations constituaient surtout une prise de connaissance de l'état technique du quotidien des populations. L'administration de l'époque cherche à accroître sa connaissance en ayant recours à des enquêtes. Portée par une élite, cette logique technique requiert, pour son application, des compétences particulières. Les institutions nomment des experts devant examiner des situations pour leur trouver une réponse concrète, en collaboration avec des techniciens compétents. Les principaux intéressés de la politique en place sont donc les administrations, les experts mandatés et les techniciens compétents ; en définitif ce sont les membres "actifs" de la société. Une partie de la société, "la masse", reste alors en marge ; les actifs qui ne sont pas suffisamment qualifiés ou les "inactifs". La seule possibilité pour intégrer les prises de décisions ou au moins de prendre part au débat, est le recours au regroupement, en associations, syndicats... La question urbaine des années 60, monopolisée par les "dominateurs", pousse le développement associatif. Sur le ton de revendications, ces citoyens aspirent à une "meilleure qualité de vie". Ce "développement d'une nouvelle citoyenneté" prend appui sur des associations telles que peuple et culture. Leurs actions allient pensée et réalisation concrète.¹⁰

À ce moment, ils passent par le regroupement d'habitants en associations. Ces groupes se positionnent comme défenseurs des populations face aux élus et pouvoirs publics. Le rapport induit était la lutte des acteurs et non leur réelle collaboration.

Au début des années 80, il est mis derrière la notion de "par-

¹⁰Ibid page 13

“participation” une fonction différente de celle des années 70. Les mouvements des jeunes de ces années-là pointent du doigt un sentiment de non-appartenance à la société, mais également une incapacité à s’y projeter. Les parties qu’il s’agit d’intégrer à la société à présent ne sont plus comme avant des forces ouvrières, mais les “non-forces” que l’absence de reconnaissance laisse en marge. Les ouvriers de l’ère industrielle trouvaient leur place en jouissant d’une force organisée permettant les pressions sur la production et sur les décisions démocratiques. Les “non-forces” des années 80 ne disposent pas du même pouvoir. La jeunesse qui se révolte, en ne revendiquant rien de particulier, est l’illustration du sentiment d’exclusion. Si on ne peut pas se projeter dans une société, pourquoi en suivre les codes? La question n’est même plus à la revendication. Le modèle associatif des années 70 affiche ses limites. Au départ, les associations sont soutenues par les classes moyennes, actives, des quartiers. Elles sont l’intermédiaire entre les classes non actives et les administrations. Au départ de ces classes moyennes la consultation des associations se fait par automatisme. Elle ne représente plus une participation mais une consultation superficielle. Les bilans des opérations HVS révèlent un manque d’implication des habitants. Il faut donc trouver une manière d’intégrer ces populations. Si l’idée de participation telle qu’elle est conçue dans les années 70 n’est plus valable, alors il faut que cette notion s’adapte aux nouvelles données.

L’implication pour l’intégration des « non-forces » sociales.

La consultation est donc remplacée par le principe d’implication. Illustrée en 1982 avec des rapports tel que “la présence active des habitants”, elle favorise les groupes de travail de la commission nationale du développement social des quartiers (CNDSQ). Le but étant de rendre actifs les consultés et de faire entrer dans le débat et le projet les anciens passifs.

Sous ces aspirations ambitieuses se crée surtout une action d’associations parallèles à celles du pouvoir. Leurs implications passent par la création de “personnes-relais” qui servent d’intermédiaires, d’équipes de prévention de la délinquance... C’est ce que Jacques Donzelot décrit comme “l’implication dans la gestion des carences des institutions”¹¹. Seulement est-ce vraiment vers ce genre d’actions que doivent se tourner les débats? Les habitants ne peuvent pas pallier les manques des territoires

¹¹ Ibid page 13, page 91 dans le livre

seul, les institutions doivent participer à l'action.

La "crise des banlieues" montre bien l'enjeu d'un pouvoir actif efficace mais la transversalité illustre la difficulté de savoir à qui incombe la prise de décisions. On sent bien que la place des habitants dans la question sociale est encore vague. Au départ, négligée, elle prend de l'importance peu à peu mais ne trouve pas de réel essor. La construction pyramidale des détenteurs de pouvoir qui font appliquer par les administrations leurs actions aux populations ne fonctionne pas. Lorsqu'une action se met en marche, elle est contrée par d'autres problèmes naissants. Il y a un besoin de compréhension des intervenants entre eux, d'où l'idée de la réunion et de l'implication de chacun.

Le souci de la question de l'intégration vient du fait qu'une partie constituante de la société se voit exclue du reste. Son assujettissement la positionne "en dehors". Si une partie de la population ne s'envisage pas comme prenant part à la société alors elle ne peut pas y évoluer. Jusqu'alors la reconnaissance du citoyen se faisait grâce à une identité sociale mais si une partie des citoyens ne trouve plus d'identité ou de définition, comment peut-il se positionner dans l'ensemble ? Il faut lui donner une place et imaginer une société qui ne situe plus le citoyen par des règles économiques.

Les quartiers posent la question de la place du groupe.

Puisque les "non-actifs" n'ont pas d'identité collective, comment trouver des solutions à leurs maux ? L'individu a pris le pas sur le groupe, et les aspirations de chacun sont liées à chacun.

Il faut alors tenter de valoriser l'initiative personnelle pour qu'elle puisse servir le groupe. C'est dans ce sens que sont créées des opérations comme "initiative des habitants et vie sociale collective". Financé par "un organisme logeur de la caisse des dépôts", le programme vise à favoriser la gestion de proximité culturelle ou pratique d'un quartier par ses habitants¹²; les choix d'actions réalisées étant laissés à un jury d'habitants. L'initiative individuelle est donc validée par le collectif pour le collectif. Ce genre de programme crée une indépendance mais aussi une capacité d'action des habitants sur leurs vies. Il faut également donner aux habitants les capacités d'œuvrer pour leurs quartiers.

Dans ces exemples d'opérations, on trouve les régies de quartiers. Elles impliquent les habitants dans l'amélioration de leur qualité de vie. au départ, formées comme une entreprise de service pour un quartier, fournies par ses habitants, les régies de quartiers se sont développées autour de la gestion des espaces publics. Elles

¹²Ibid page 13, page 97 dans le livre

¹⁴ - EME Bernard, "La généalogie des régies de quartier", *Ecologie et politique*, n°28, 2004

permettaient l'insertion professionnelle grâce à cette gestion, sur fond de collaboration des habitants et des services urbains. Elles mettaient donc en avant le citoyen avec l'implication et la démocratie locales, et rejetaient la construction de son identité par le conflit ou l'opposition. Elles permettaient également le lien social en faisant du travail un mode d'insertion.

L'avènement de ces groupes se situe en 1970 à Roubaix. Les habitants du quartier de l'Alma Gare, inventent une forme d'autogestion. Ils s'opposent aux opérations projetées et non concertées sur le quartier. Ils proposèrent, à l'inverse d'une destruction, une rénovation du quartier auquel ils tenaient.¹⁴ Les régies des années 80 ont un principe similaire d'action des habitants pour leurs quartiers mais aux enjeux différents. La régie de l'Alma gare s'est basée sur l'attachement que les habitants avaient pour ces lieux. Les grands ensembles sont perçus comme un lieu d'exclusion, et l'image qui leur est conférée est peu reluisante. Les régies à venir doivent motiver l'appropriation du quartier par ses habitants. Le DSQ s'en faisant le mode d'application, l'intermédiaire institutionnel donne alors une reconnaissance aux actions menées.

De l'association pour la lutte, on passe à l'association pour l'amélioration. Il s'agit dans cette configuration de créer des projets basés sur l'existant et non sur son évincement. Les régies sont alors l'illustration d'un mode de penser qui change. L'urbain qui se modernise doit prendre en compte les nouvelles données d'usages, de cultures, d'économies qui l'ont intégrés.

La dégradation progressive des grands ensembles mobilise cette forme d'autogestion qui doit pouvoir créer du lien social.

On comprend bien que si ces petites interventions sont légitimées au niveau institutionnel, c'est parce qu'il y a une nécessité d'expérimentation. Les nouvelles optiques de participation doivent trouver des applications concrètes et valables. Les actions présentées ont un caractère ultra localisé et subjectif. Elles dépendent de la bonne volonté des habitants, et de leur attachement à leurs quartiers. Il convient de trouver un moyen de les développer mais également de réfléchir à des projets de plus grande ampleur.

LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS : L'ACTION PUBLIQUE À L'ŒUVRE

S'il est entendu que les projets mis en oeuvre doivent pouvoir améliorer les "conditions de vie" des habitants des grands ensembles et que cela ne peut se faire sans une connaissance du territoire donné, comment ces pensées sont-elles mises en oeuvre ? La vision de l'action par le projet doit trouver des applications à toute échelle. L'état, centre des décisions, doit se faire le garant de ses innovations. Ce besoin de contrôle du "centre" et la régulation budgétaire créent un paradoxe avec la demande d'originalité des projets. L'évolution du Développement Social des Quartiers (DSQ) en fera d'ailleurs les frais.

Les chefs de projets.

Les idées nouvelles doivent trouver une résonance dans des prises de positions concrètes et novatrices. Si les dispositifs mis en place tel que le DSQ ne trouvent pas de légitimité, alors leur existence ne pourra être suffisante. Le positionnement concurrentiel des acteurs est antagoniste avec la création d'un projet commun. Oeuvrer pour les quartiers est l'affaire de tous, et non seulement des associations d'habitants. L'état promoteur de progrès, doit se faire promoteur d'une société.¹⁵

L'organisation des projets prend alors des directions inédites. Puisque pousser les diverses parties à se concerter relevait plus de la protection de chacun, alors il fallait trouver une gestion adéquate. En cela, sont nommés des chefs de projets, faisant figure de tierces personnes. Leur rôle est de coordonner les acteurs en valorisant les liens possibles entre eux et en gardant le projet comme seul objectif. Leur neutralité, au regard des pouvoirs et compétences de chacun, valorise les particularités des projets. Cette vision par le coordinateur force un nouveau regard des institutions sur leurs échecs plus que sur leurs réussites. Cette pratique doit pouvoir faire émerger de nouvelles solutions au regard de problèmes non identifiés auparavant. La représentation que chaque service faisait de son action n'est plus valable au regard d'une personne non concernée. Le chef de projet ne répond donc d'aucun service. Il a son mandat dans le cadre d'une convention état municipalité et répond de l'autorité du maire, le représentant politique du projet¹⁶. Sa présence doit

¹⁵ Ibid page 13, Page 65 dans le livre

¹⁶ Ibid page 13, Page 68 dans le livre

pouvoir éradiquer les méfiances des acteurs entre eux, lors des concertations.

L'évolution d'un programme d'expérimentation.

De 1981 à 1983, les sites d'investissement étaient choisis en fonction de leurs territoires et de l'implication de leurs acteurs, par la commission nationale au développement urbain (CND-SU). Les projets sont expérimentés sur seize sites. Avec comme volonté de laisser champs libres à l'innovation, les contrats de l'époque ne donnent que peu de directives.

En 1984 les outils institutionnels évoluent. Le fond social urbain (FSU) et le comité interministériel des villes (CIV) sont créés et démontrent ainsi l'engagement financier de l'état. Avec l'évolution des projets et des plans, le nombre de sites choisis est élargi. L'innovation est au coeur du questionnement mais, paradoxalement, les moyens mis en oeuvre pour la motiver ont plus tendance à l'inhiber. Le choix des sites et des projets à mettre en oeuvre dépend alors de nouveaux acteurs: l'état et les régions. L'état trouve ses partenaires dans les conseils de régions qui ont finalement le choix des sites. Les régions, elles, acceptent la participation mais à certaines conditions. Le choix des sites gagne en subjectivité. L'introduction de la politique et des financements dans les mécanismes de création de projets limitait la place de l'expérimentation. La contractualisation fait que l'appel à l'innovation a tendance à se transformer en recherche de subventions. En réaction à cette déviance, le projet est remis au premier plan. Sa formalisation devient nécessaire pour obtenir les financements du DSQ, puis examinée selon un "modèle type"¹⁷. Ce modèle devait pallier aux aléas de la subjectivité dans les choix des sites.

¹⁷ Ibid page 13, page 117 dans le livre

Quand l'expérimentation se fait modèle.

En 1988, sont créés le Conseil national des villes (CNV) et de la Délégation interministérielle à la ville. Le premier, le CNV est constitué d'élus de représentants de syndicats ou d'associations. Il suit l'évolution des politiques mises en place en jouant sur la proximité de ses acteurs.¹⁸ Il a pour but de prévenir l'avancée des opérations et de constituer un intermédiaire entre le gouver-

¹⁸ ville.gouv.fr, conseil national des villes

nement, les associations, et les habitants Il émet des propositions et des orientations pour les politiques de la ville qui seront étudiées lors du CIV.

La délégation interministérielle à la ville, DIV (elle sera remplacée plus tard par le secrétariat général du comité interministériel des villes: SGCIV). Elle doit faire le lien entre les partenaires et soutenir les initiatives (note bas de page: histoire...). Elle politise explicitement les missions telles que Banlieue 89 ou la Commission nationale de développement social des quartiers, en les regroupant sous une dénomination reconnue. Elle légitime les expérimentations, pour leur donner une force qui n'isole plus l'action à quelques quartiers. La reconnaissance de ces actions militantes, à l'échelle de l'état, doit permettre une dernière prise d'envergure avec le projet des 400 quartiers.

Le projet est alors régi par des diagnostics et son action clairement décrite. En devenant presque automatiques, les projets manquent de résonance. En élargissant le champ d'action et en le contraignant dans sa mise en oeuvre, on perd en inventivité et en pertinence. On peut difficilement se baser sur un exemple pour en faire une généralité. Car l'élévation des expérimentations au rang de principes d'actions se base sur la réussite de certaines d'entre elles. Mais au vu de la complexité des situations observées, est-il raisonnable de penser que ce qui fait évoluer une situation donnée sera applicable aux autres?

Les actions positives prises en exemple se basent sur une capacité d'innovation des acteurs au regard d'un territoire et d'une situation spécifique. Ce qui a fonctionné n'est pas tant l'action mise en oeuvre mais c'est surtout son adaptation au cas traité. Il ne faut donc pas faire du projet fini, le modèle, mais plutôt la démarche qui l'a construit). La généralisation du DSQ, qui est pris comme modèle, n'en est pas un car le DSQ change de nom et devient le Développement Social Urbain (DSU). La nouvelle dénomination pousse à penser que le territoire doit être élargi à la ville et non limité au quartier.

La généralisation du DSQ et son élargissement à environ 300 sites, en 1988, démontre le paradoxe qui existe entre le contrôle de la production de projets et la volonté d'innovation à mettre en oeuvre. On veut identifier les actions menées et estimer leur efficacité. L'innovation et l'expérimentation sont remplacées par la mise en place de critères destinés à cadrer les projets. Si bien

²⁰ Jaques Donzelot, avec C. Mével et A. Wyvekens "Faire Société", éditions SEUIL, 2003, p142

que l'idée de participation active des habitants ne constitue plus un impératif mais un enjeu. Les opérations ne sont plus décidées avec les habitants mais elles sont faites pour favoriser leurs investissements. La condition républicaine d'égalité ne s'accorde pas avec l'application des volontés innovantes, les budgets en étant la limite. Le souci de "réagir" et la condition d'impartialité, face aux sites, génèrent des opérations peu adaptées car pensées à l'inverse de la théorie participative et expérimentales ²⁰.

Dans un contexte de recherche de solutions, l'évolution du DSQ donne l'impression d'une réaction euphorique à ce qui a pu faire ses preuves par endroits. Mais, au regard de la construction de ces programmes, on se rend compte que l'application de l'expérimentation à grande échelle relève, elle-même, de l'expérimentation. Alors, quand en 1990, une nouvelle émeute éclate à Vaulx-en-Velin, dans la banlieue lyonnaise, les questions qui reviennent sont différentes. Si les jeunes des Minguettes, dix ans auparavant, ne semblaient rien avoir à revendiquer de particulier, les jeunes des années 1990 se révoltent cette fois contre les représentations de l'état. Après 10 ans de DSU, ces événements questionnent sa réelle efficacité. Si auparavant, on s'inquiétait d'une génération qui se sentait délaissée, là, des actions ont été tentées et montrent visiblement que le problème, s'il est identifié, est loin d'être résolu. Ces révoltes semblent dire que la théorie n'a pas vraiment d'écho dans la vie réelle des habitants.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

LA POLITIQUE DE LA VILLE PREND SES QUARTIERS

En juillet 1990, de nouvelles émeutes éclatent dans la banlieue lyonnaise. En décembre 1990, se tiennent à Bron, les assises de Banlieue 89. Un bilan y est fait et des politiques sont mises en place. En théorie, "la méthode est bonne" (discours du président de la république²¹), c'est la mise en oeuvre, limitée par le peu de moyens, qui aurait failli. On considère alors le territoire et son insuffisance. On vise alors les services publics, les équipements, l'emploi. Pour la première fois, un grand ministre "de la ville" est nommé. Son pouvoir est de fédérer diverses administrations autour de la question des 400 quartiers interrogés par la DIV. L'enjeu est de mobiliser des moyens plus importants que par le passé, autour de ces territoires "prioritaires"²². Les actions qui en découlent seront législatives, administratives et questionneront le rôle des services publics dans les quartiers. La démarche participative est écartée au profit d'un traitement direct des lieux²³. L'action des habitants, par le biais d'associations, trouve un retour avec les équipes de DSU. Mais leur pouvoir est limité par la définition territoriale et budgétaire préalable, qui se veut objective.

²¹ Ibid page 13, dans le livre p119

²² Ibid page 13, dans le livre p127

²³ Ibid page 13, dans le livre p144

DE NOUVEAUX ACTEURS

Au constat de "blocage" de l'action publique par les instances en présence et à la volonté de décentralisation, de nouveaux acteurs apparaissent. L'engagement de l'état pour les quartiers ne doit plus revenir à "plaquer" des orientations politiques sur des sites singuliers. Il faut retrouver une échelle locale adaptée et déconcertée.

Le ministre d'état à la ville

Le 21 décembre 1990, M. Delebarre devient le premier ministre de la ville. Son rôle est de faire pression sur les différentes institutions afin d'opérer plus efficacement. En quelque sorte, il effectue un renforcement des opérations menées sur les territoires de la DIV.²⁴

²⁴*ibid* page 13, dans le livre p127

Le ministre de la Ville demande la mise en place de postes d'intermédiaire à la Ville dans les autres ministères comme une réponse au problème de concurrence interministérielle rencontrée par la DIV et avec la volonté de mettre en place une vraie politique transversale. Dans chaque ministère, le correspondant était placé dans une section stratégique. L'objectif était d'observer les mesures dans lesquelles le ministère pouvait s'impliquer, pour dans un second temps répondre, sous la coordination du ministre de la ville, au thème de la Ville.

Par exemple, dans un ministère compartimenté et dont les parties se faisaient concurrence, comme le ministère du travail, le travail de la DIV ne trouvait pas aisément d'échos. La nomination d'un ministre d'état à la ville, a permis la création d'une section, à l'action transversale, dans un but d'intervention pour la ville. La place du correspondant à la ville ne pouvait pas s'imposer au sein d'administrations variées, telles que l'inspection du travail, l'ANPE ou la formation. La question se posait moins pour d'autres ministères qui comportaient une section prédisposée au thème de la ville où une action transversale, comme pour le ministère de l'éducation nationale dont "la direction des personnels d'inspection et de direction", avait déjà un statut de coordinateur. Entre besoins de modernisation et mise en application, la vision transversale, menée par les correspondants du ministre de la Ville, pouvait servir à l'approche globale et lever ainsi les rivalités administratives.

L'institutionnalisation permet "la mobilisation des administrations"²⁵. L'approche globale, telle qu'elle était menée par la DIV, représentait une sorte de menace au fonctionnement des administrations en place. Une fois le problème retourné, en en faisant une initiative de modernisation sous contrôle d'état, elle devient un moyen de réancrer l'action de chaque ministère.

²⁵*ibid* page 13, dans le livre p133

Dans ce contexte où l'approche globale est l'affaire du pouvoir et des administrations, qu'en est-il "des acteurs non sollicités" dans ces mécanismes, autrement dit les habitants ? La démocratie locale et participative aurait-elle reculée en même temps que l'approche globale trouvait ses pères?

Les sous-préfets délégués à la ville.

La cohabitation des instances figées (état) et des projets expérimentaux (DSU), ne fonctionne pas. Les rivalités créent des projets trop généralistes. La décentralisation doit permettre la meilleure introduction de l'échelle locale dans les projets. Dans cette optique, la structure des départements est modernisée.

En janvier 1991, treize sous-préfets délégués à la politique de la ville (ils seront 30 deux ans plus tard), sont nommés. Ils sont affectés dans des départements présentant des sites privilégiés par la politique de ville. Si la responsabilité de l'application de la politique de la ville sur un territoire incombe au préfet, le sous-préfet s'en fait le médiateur. Leur mission est comparable à celle des coordinateurs ministériels, mais à l'échelle locale²⁶. Les sous-préfets à la ville sont un relais entre l'état et les municipalités. Ainsi posté, ce nouvel acteur peut veiller à la bonne mise en oeuvre des projets décidés et en observer les effets.

Le sous préfet à la ville doit adapter les orientations politiques au contexte et au territoire concerné. Les axes majeurs sont la participation des habitants, le développement économique et ? des services publics ou privés, la prévention de la délinquance et enfin l'aménagement urbain et l'amélioration de l'habitat ²⁷.

Il doit être le garant de l'échelle locale. La position d'intermédiaire du sous préfet change les rapports état-élu. La mise en action des instances est possible grâce aux relations de questionneurs à questionné, et non plus de mise en concurrence. Les actions menées portent alors les couleurs des orientations publiques, mais permet également de questionner cette politique²⁸.

Les associations et les élus voient entrer une tierce personne dans leurs relations. La logique de recherche de subventions par les uns et d'attributions subjectives de celles-ci par les autres est remise en cause par les sous préfets.

Cette "modernisation" reste cependant modérée. Les sous-préfets à la ville et leur efficacité dépendent très largement des préfets. Leur présence ne doit pas mettre à mal l'organisation de l'institution. Aussi, les préfets de département restent les premiers interlocuteurs des élus. Le sous-préfet à la ville est un animateur qui "contribue à mobiliser les services extérieur autour d'une politique interministérielle"²⁹.

²⁶Ibid page 13, dans le livre p181

²⁷ Circulaire du 14-09-1993, définition du poste de sous-préfet à la ville, ville.gouv.fr

²⁸Philippe Estèbe, Daniel Béhar, Le chef de projet et les sous-préfets à la ville: entre norme et projet, Espace et société n°84,1996, éditions l'Harmattan

²⁹ Ibid page 13, page 181 dans le livre

LA LÉGISLATION UN OUTIL DE SOLIDARITÉ ?

Les contrats état villes

Les contrats de villes sont adoptés après le CIV de 1992. Expérimentés sur 13 sites depuis 1989, ils succèdent aux DSU. Dans le cadre de la contractualisation entre état et collectivités locales, les parties s'engagent à mener des programmes de développement social à l'échelle de l'agglomération. L'attention est portée sur quatre thèmes: les services publics, l'urbain avec l'habitat et la mobilité, l'économie et enfin la prévention de la délinquance. Pour la période 1994-1998, ce sont 214 contrats de villes qui sont passés. Bien que destinés à être l'unique procédure de la politique de la ville³⁰, les contrats de villes cohabitent avec d'autres programmes, comme les Grands Projets Urbains qui sont adoptés pour 14 sites en 1994 par le CIV. En 1998 les premiers bilans et l'alternance politiques modifient les contrats (cf: 4,1,1 évolution des contrats de villes).

[viepublique.fr](http://www.viepublique.fr)

Une loi pour encadrer³¹?

Légaliser l'action publique pour la ville, c'est en faire une question centrale mais c'est aussi légitimer l'action en lui donnant un cadre juridique.

Votée en 1991, la loi d'orientation pour la ville (LOV) est la première qui institutionnalise le principe de mixité, sans pour autant la désigner. C'est une "loi cadre", elle définit donc des principes. Les grandes orientations de cette loi vont à la diversification des logements, des équipements et des services publics pour que les villes deviennent égalitaires (article 1). Cette loi positionne clairement l'action publique pour les quartiers dans un cadre d'aménagement du territoire (article 2)

³¹DE RUDDER Véronique, *Loi d'orientation pour la ville : séminaire, chercheurs, décideurs., Plan construction et architecture, 1991.*

_"l'aménagement d'un cadre de vie" (L. 110 du code de l'urbanisme)

Dans ce contexte, le cadre de vie renvoie à la nécessité d'égalité pour les citoyens face à la ville. Chaque citoyen a le "droit à la ville". Alors, qu'est ce que la Ville au regard de cette loi? Et comment peut on aménager "un cadre de vie"?

L'idée d'aménager un cadre de vie peut paraître étonnante. L'ex-

pression renvoie à des considérations individuelles basées sur des expériences personnelles. Le cadre de vie d'un citoyen n'est pas le même que pour un autre. La loi ne décrit pas un modèle de cadre de vie mais plutôt une ville qui pourrait satisfaire chaque citoyen. Dans cette optique, la ville est une entité ou chaque partie constitutive serait reliée aux autres et permettrait l'évolution du lien social et la mobilité des citoyens. La ville combattrait l'exclusion territoriale. Elle reconnaît une homogénéité globale qui ne peut supporter des quartiers différenciés. La loi s'attache, autour du territoire, "à contrecarrer les tendances de ségrégation spatiale, en préconisant une diversité" (p12). Un quartier, une partie de la ville ne peut donc rester en marge ; comment changer alors la situation des quartiers déjà en marge, en y insérant une mixité sociale et fonctionnelle.

_La mixité, quelle échelle ?

Dans une société où la mobilité est ultra présente, et les parcours résidentiels changeants, le logement a une place importante dans la "qualité de vie". Il confère un quotidien au citoyen dans une partie de la ville. Dans un quartier, pour chaque individu, des habitudes se créent, des liens sociaux se tissent. Les quartiers d'habitat social ne sont pas des lieux de néant social mais leur image dégradée, monofonctionnelle, et paupérisée, fait rejaillir trop fortement les injustices. Ce qui leur est reproché tient tant au territoire qu'à sa visibilité. Les quartiers sont associés à l'exclusion. L'enjeu de la mixité sociale naissante prend forme à plusieurs échelles: celle du quartier, celle des aides et celle de l'agglomération.

*Les collectivités publiques doivent veiller à ce que les restaurations nécessaires des quartiers anciens des villes ne méconnaissent pas les objectifs mentionnés à l'article 1er (définissant les orientations générales).
Loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville dite LOV, legifrance.gouv.fr*

Dans des quartiers d'habitat social, on remarque la présence de populations aux générations, cultures, parcours résidentiels et professionnels très variés. La notion de mixité sociale, pour ces territoires, apparaît en terme de mixité des classes (article premier: "la coexistence des diverses catégories sociales."). Il faut changer l'image des quartiers pour leur redonner un attrait aux yeux des autres classes sociales.

Faire revenir des classes moyennes dans les quartiers est une

chose mais trouver de nouveaux logements à des familles aux options limitées en est une autre.

„L'aide au logement doit pouvoir permettre aux citoyens de trouver un logement satisfaisant et répondant à leurs besoins“ (Article L301-1)

Le sentiment de relégation des populations les plus pauvres dans les quartiers d'habitats social n'est pas uniquement du à leur concentration, ou à leur géographie, mais aussi à leur manque de mobilité. Les logements sociaux se sont construits en masse et en périphérie des centres urbains. Le choix des logements pour ses familles relève plus de l'attribution. Les situations économiques contraignantes des habitants les limitent aux géographies du logement social. Si tous les citoyens ont le "droit à la ville" alors il faut penser la production de logement social à l'échelle de l'agglomération.

„La réalisation de logements sociaux est d'intérêt national. Les communes ou leurs groupements doivent, par leur intervention en matière d'action foncière, permettre la réalisation de logements sociaux.“ article 3

Pour le reste de la ville, il s'agit de promouvoir la construction de logements sociaux afin de répondre au plus grand nombre de besoins. L'état prône la diversité dans le développement urbain. Les communes de plus de 200 000 habitants doivent proposer au moins 20% de leur parc habitable, de logements sociaux. L'état contrôle la répartition des logements sociaux dans la ville par le Programme Local d'Habitat (PLH). Ces programmes sont conçus à l'échelle de l'agglomération ou de plusieurs communes pour planifier la production de logement. Le cadre législatif devait être le garant légal de l'attention des collectivités tant à l'évolution qu'à la production des quartiers d'habitats sociaux. Ces logements doivent trouver une place dans la ville entière et non plus être concentrés dans des zones.

Les textes n'apparaissent plus comme un conseil mais plutôt comme une injonction à appliquer. La question du logement social doit être un terrain de réflexion et de travail pour les collectivités, mais dans quelle mesure? Lorsqu'une commune n'applique pas les orientations définies, elle doit présenter un PLH, en gage d'un développement urbain futur satisfaisant la loi. Mais la mise en oeuvre de ce programme est facilement reportable et n'engage pas directement les communes à agir.

RENOUVELLEMENT DANS L'ACTION PUBLIQUE

Les rapports: une évaluation des quartiers

Le ministre commande une série d'enquêtes portant sur des thèmes comme la justesse d'action des services publics, ainsi que celle du développement social urbain, et la question de l'emploi.

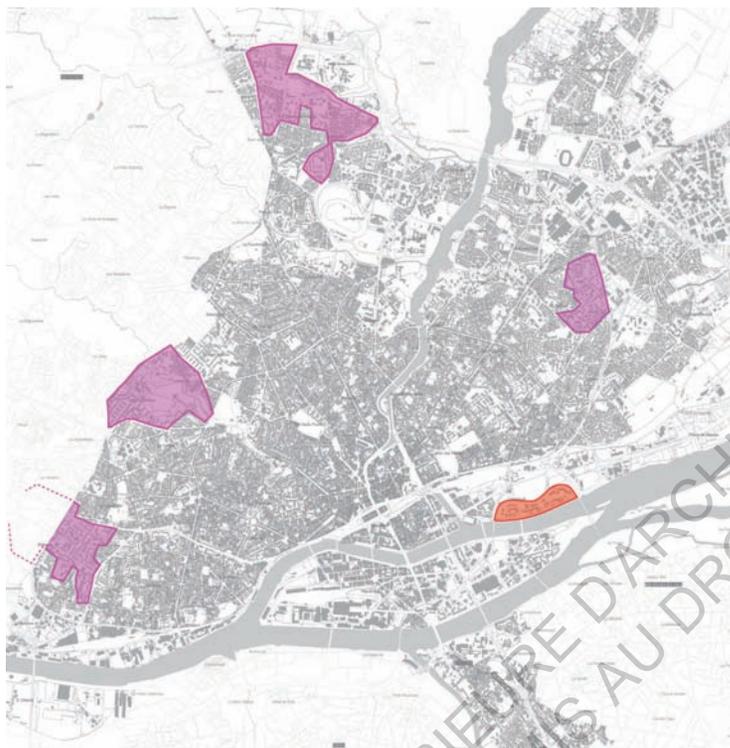
Les rapports commandés par le ministère de la Ville, concernant les services publics, vont de l'état des lieux aux propositions d'évolutions (H-J Lebeau, J-L Langlais, PH. De Mazières "l'état du service public dans les Banlieue", ministère de la ville, 1991). Aussi, le rapport "Bilan et perspective du renouveau du service public" de 1990 (B. Pécheur) encourage un suivi particulier de l'action des agents, tandis que le dernier rapport (P.Picard, "L'amélioration des services publics dans les quartiers", 1991, rapport au ministre d'état) "propose un schéma de mise en cohérence des services sur chaque quartier"³². Le développement social urbain est analysé pour augmenter sa mise en oeuvre et son efficacité. Ces rapports réalisés par "des hauts fonctionnaires, des élus municipaux ou des personnalités du monde économique"³³ donnent un degré presque scientifique. Ils soutiennent la législation dans la recherche de nouveaux modes d'action à mettre en oeuvre, par l'état, sur des territoires définis. Dans les décennies précédentes, on s'attelait à trouver des méthodologies novatrices aux applications expérimentales ; à présent, entre le cadre législatif de l'action publique pour les quartiers et sa recherche savante, on arrive à une application "techno-administrative"³⁴. Les modes d'action deviennent économiques, financiers, politiques.

La discrimination positive et l'investissement des services publics sont mis en avant, pour garantir la "cohésion sociale" dans les quartiers.

³² Ibid page 13, page 130 dans le livre

³³ Ibid page 13, page 130 dans le livre

³⁴ Ibid page 13, page 131 dans le livre



Les zones roses correspondent aux zones de renouvellement urbain nantais, et la zone rouge, à la zone urbaine sensible de Malakoff.

Source personnelle

La discrimination positive

Les nouvelles méthodes se dessinent autour des statistiques comme base de données (rapport Langlais) et trouvent des remèdes financiers ou économiques. La "discrimination positive" devient alors le nouveau mot d'ordre. Elle doit rétablir "l'égalité des chances", en garantissant notamment l'accès pour tous aux services publics (cf: La modernisation des services publics) ³⁴.

Dès 1991, la loi, cadre de l'orientation pour les villes, induit l'idée d'une politique compensatoire. Les communes peuvent alors délimiter des périmètres sur des territoires définis comme ceux des grands ensembles à l'intérieur desquels toute initiative d'implantation ou d'agrandissement d'établissements est exonérée de taxes professionnelles.

En 1995, avec la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (dite loi Pasqua), la classification des

³⁴ Thomas Kirszbaum « La discrimination positive territoriale: de l'égalité des chances à la mixité urbaine », *Pouvoirs*/2004 (n° 111), p.101-118.

quartiers en terme de “handicaps” s’instaure. Les zones urbaines sensibles (ZUS) et les zones de redynamisation urbaines (ZRU) sont créées. Elles définissent ensuite des degrés d’intervention pour l’action publique.

Le pacte de relance de la politique de la ville de 1996 précise un peu plus le zonage avec la création des zones franches urbaines (ZFU) .

Le territoire des ZUS est défini par la présence de grand ensemble ou de quartiers dégradés. Dans les ZUS, les ZRU et les ZFU sont déterminées par le taux de chômage, d’habitants non diplômés. Les cas les plus étendus, ou aux statistiques les plus inquiétant intègrent la catégorie ZFU.³⁵

³⁵ ville.gouv.fr

Le manque de qualification et de mobilité des habitants, fait qu’ils deviennent des habitués du chômage et des situations précaires. Les exonérations associées à des parties de villes devaient permettre l’arrivée d’entrepreneurs dans les quartiers et fournir une solution au problème de l’emploi.

Dans un contexte où les quartiers ont si mauvaise réputation, les exonérations sont-elles suffisantes pour favoriser l’installation et le développement des entreprises dans ces zones. En parallèle, des contrats « emplois de ville » sont créés pour les 18-25 ans des ZUS, ZFU et des ZRU.

Cette politique est rapidement contestée. Le principe de zonage est vite remis en cause. Défini pour contrer l’exclusion, il instaure des limites franches sur une base statistique se voulant objective. De plus, l’assimilation d’un quartier à une zone franche urbaine, n’est pas un vecteur de développement. Dans la conscience collective une ZFU ou une ZUS renvoie à un territoire problématique. Finalement entre une terminologie évocatrice et définition de zone d’action, les quartiers sont mis dans des boîtes que le reste de la ville n’a pas vraiment envie d’ouvrir. L’usage fait des ZFU, le démontre d’ailleurs. La clause d’embauche associée aux exonérations est peu respectée . Elle est peu encadrée par le pacte de relance (pas de durée de contrat défini, peu de contrôle de la bonne application de cette clause) et n’apparaît pas comme une obligation réelle.

La terminologie discrimination positive, qui est utilisée pour décrire la politique compensatoire, est finalement assez représentative. L’antagonisme des mots discrimination et positive démontre le problème qui découle de mener une action en stig-

matissant directement des territoires. L'assimilation d'un quartier à zone l'enferme dans une image altérée, que les médias ont contribué à créer. Au regard républicain, l'installation durable des ZFU, par leur reconduite et leur expansion à 41 autres sites en 2003, est paradoxale avec leurs objectifs de "lutte contre la spirale de l'échec et de l'exclusion"³⁶.

³⁶ description des zones franches dans la loi du 1^{er} août 2003

La modernisation des services publics

La privatisation de certain secteur du service public et la rentabilisation qui va avec modernisent ces services. La discrimination positive dans ce cas appelle le renforcement quantitatif et qualitatif de leur action. Elle doit prévenir un désengagement redouté des services publics pour des quartiers peu rentables. En implantant des services, on fait jouer la proximité comme nouveau vecteur de socialisation³⁷. Il y a probablement une volonté centrale d'intégrer et d'habituer les habitants aux pratiques administratives.

La modernisation passe donc par l'investissement social des services au sein des quartiers. Aussi, leur présence dans les quartiers d'habitats sociaux est requise. Cela peut passer par des subventions publiques, comme pour la Poste.

³⁷ Thomas Kirszbaum « La discrimination positive territoriale: de l'égalité des chances à la mixité urbaine », *Pouvoirs*/2004 (n° 111), p.101-118.

Pourquoi parler d'adapter les services publics aux populations de ces quartiers?

En quelque sorte, puisque la modernisation des services publics a des objectifs financiers, alors leur présence dans les quartiers d'habitats sociaux doit pouvoir être rentable. Suivant l'idée que les populations ont des caractéristiques particulières, il est jugé bon d'y porter attention. Dès 1989, la circulaire sur "le renouveau du service public", préconise une intervention différenciée dépendant du public reçu. A partir 1995, dans un but de sauvegarde de la fameuse "cohésion sociale", les services publics doivent s'adapter³⁸.

³⁸ SIBLOT Yasmine, « Adapter les services publics aux habitants des « quartiers difficiles » Diagnostics misérabilistes et réformes libérales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005/4 no 159, p. 70-87.

Ce mécanisme d'ajustement repose sur des expertises menées au début des années 90. Le ministère de la fonction publique, le commissariat général au Plan, ainsi que divers établissements publics, produisent différentes études qui doivent servir de base à l'adaptation des services.

Les enquêtes, telles que "Les Agents des services publics dans les quartiers difficiles, entre performance et justice sociale" en

³⁹ *Ibid*, page 72 de l'article

1997, reposent tantôt sur la vision des agents de la fonction publique, tantôt sur la perception des habitants sondés par des questionnaires. Il en ressort une vision tronquée des relations entre les deux parties. Sont mis en avant le renoncement des agents et les "handicaps" des habitants des quartiers dont les réactions oscilleraient entre passivité et violence. L'analyse faite décrit alors des situations de clientélisations ou à l'opposé de "désaffiliation" des populations aux services publics qui traduisent une description de "misérabilisme et alarmisme"³⁹. Les enquêtes suivent les agents mais pas les habitants.

Basées sur ce constat de relations difficiles, les préconisations sont à l'adaptation aux différents publics. Si les services publics sont présents sur les sites, il est nécessaire d'intégrer un accueil spécifique.

L'exemple des études menées par Yasmine Siblot à Chény (région parisienne) entre 1999 et 2002, décrit des rapports sociaux ne se limitant pas à celui de l'habitant et de l'agent. Entre observation depuis les services, et entretiens auprès des habitants, apparaissent bon nombre de "petites différences". Les habitants ne peuvent pas être réduits à la passivité ou à la violence. De même, leurs relations aux agents diffèrent de la vision conflictuelle et subordinatrice des enquêtes institutionnelles.

Les propositions qui seront adoptés ont deux niveaux, celui du personnel et celui de l'infrastructure.

Dans les services publics, les agents qui appréhendent les postes dans les quartiers, se voient offrir des avantages pour inverser la tendance et pour les inciter à y faire carrière. Des techniques de formation sont développées, pas nécessairement pour permettre un meilleur accueil mais plus pour anticiper les relations conflictuelles. Elles ne participent pas à créer du lien social mais répondent presque à une logique commerciale.

La "modernisation" des services publics menée dans un esprit compensatoire, va au-delà des avantages donnés aux agents. Les infrastructures des services sont repensées avec polyvalence. Les "maisons des services publics" associent les services à des organismes sociaux pouvant être associatifs.

Faire le lien entre les différentes instances a pour but de dédramatiser les services publics et de créer un véritable lien social. On trouve des partenaires dans les associations qui deviennent

des intermédiaires.

Yasmine Siblot décrit les politiques d'adaptation comme "un désengagement discret des institutions publiques". Les nouveaux équipements, renforcerait le sentiment de "demander l'aumône", et la mise à distance des habitants aux services par l'aide sociale. Il y aurait, dans l'aspect "mission sociale" que prennent les services publics et leurs agents, une mise à distance du rapport aux habitants.

Les risques encourus en sur équipant les quartiers sont, d'une part, de tomber dans des pratiques d'assistanat, et d'autre part, de distinguer un peu plus les quartiers du reste de la ville (la discrimination positive territoriale...).

Favoriser la présence des services publics et leur partenariat avec le milieu associatif ne doit pas être perçu comme néfaste. L'échelle locale a son rôle à jouer. La construction d'équipement spécifique doit être justifiée par des besoins, et non appliquée machinalement. La place des associations et celle des agents dans les relations aux habitants doit être trouvée localement pour créer une vraie proximité.

La maison des Haubans, infrastructure polyvalente du quartier Malakoff à Nantes, en est un exemple. Elle regroupe la CAF, la mairie annexe (temporairement) et une partie du réseau associatif du quartier. Elle constitue le site d'investigation de la seconde partie du mémoire. A partir d'une vision d'acteurs en présence (agents, médiateurs, associations), s'esquisse l'idée que dans ces lieux les enjeux ne concernent plus seulement les relations entre les services publics et les habitants.

"Ce qui compte, c'est la mise à disposition, en tous lieux, d'une capacité d'éducation et de services la plus égale possible afin que nul ne puisse dire qu'il a subi une injustice dans le cadre de la République" Jaques Donzelot, avec C. Mével et A. Wyvekens "Faire Société", éditions SEUIL, 2003, p128

L'attachement au maintien de la cohésion sociale et à la lutte contre l'exclusion, a une application contestable. La discrimination positive ne questionne pas les mécanismes de la ségrégation. Elle change la notion de quartier. On passe du quartier, territoire habité, au quartier, territoire statistique.

La démarche participative prend du recul en même temps que la démarche de compensation territoriale avance. Aussi, les frontières établissant les zones d'investissement sont liées à une quantification (population jeune et sans emplois, nombres de

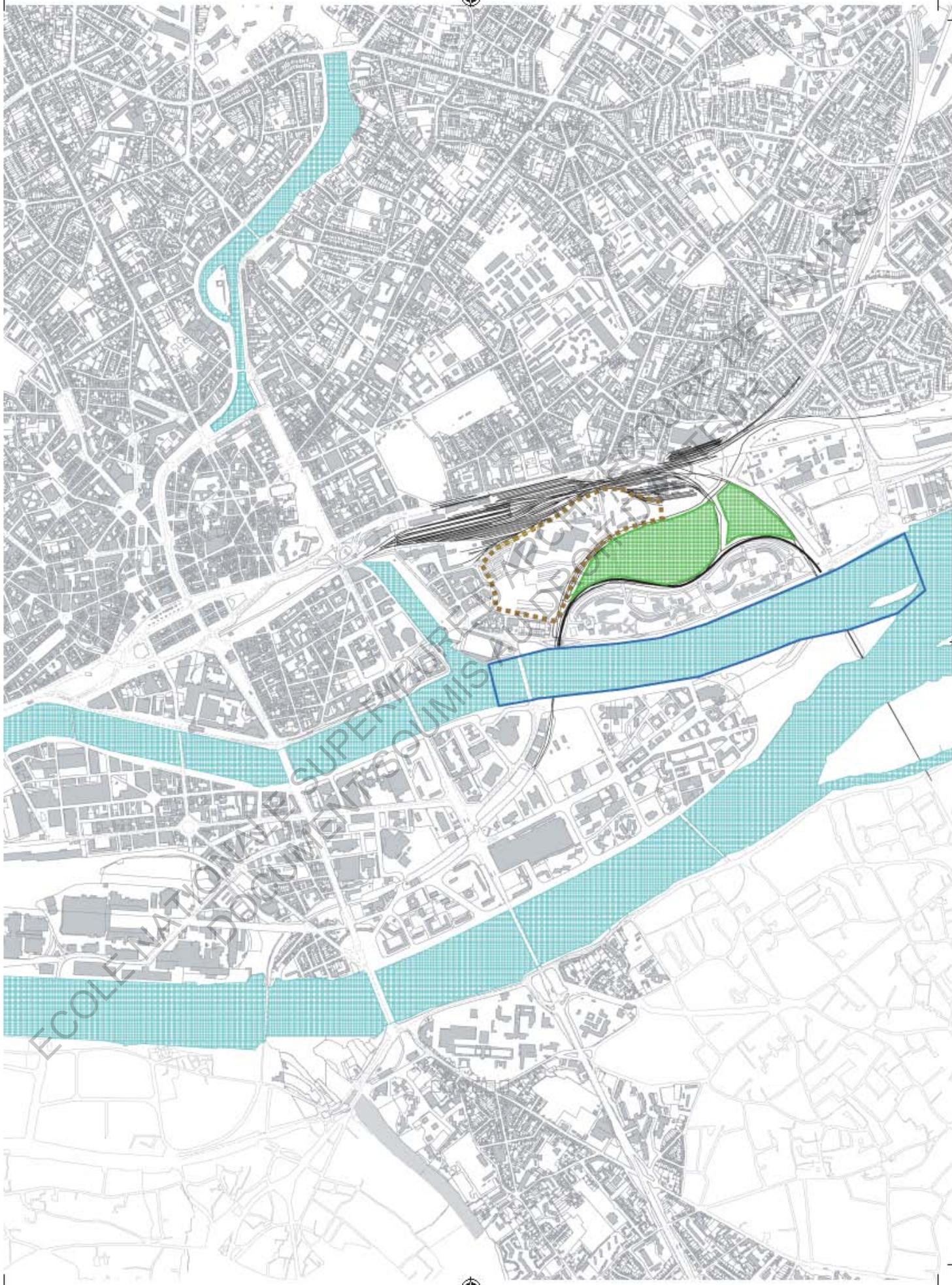
familles monoparentales, chômeurs de longue durée...), puis à des comparaisons de chiffres (moyenne de la ville par rapport à celle du quartier) et plus tard classement des quartiers entre eux pour définir une échelle de gravité. Ces échelles permettaient de classer tel ou tel quartier en zone franche urbaine et tel ou tel autre en zone urbaine sensible. On cible en quelque sorte l'action.

L'application de ces mesures ne propose pas de solutions pour désenclaver les quartiers, au contraire, elle recrée des frontières. Les quartiers trouvent des aides mais pas de "solutions". Au regard des idéaux républicains, cette politique n'accepte pas le long terme. Elle n'est pas égalitaire mais compensatoire.

C'est pour cette raison qu'elle est couplée avec une politique de mixité sociale. Par mixité sociale, est entendu un mélange des classes sociales. La crainte des ghettos vient principalement du fait que les quartiers d'habitats sociaux sont majoritairement constitués de populations pauvres, aux situations précaires ou d'origines culturelles variées. Elles sont d'autant plus visibles qu'elles sont regroupées dans des quartiers identifiables par leurs situations et formes urbaines. Intégrer des entreprises ou des services publics au sein des quartiers ne change pas leur image que les violences ont créée.

La carte montre les contraintes territoriales du quartier Malakoff: les voies de chemins de fers, la zone naturelle classée, la Loire et les friches industrielles.

Source personnelle





© Jean-Félix Fayolle / Kouakilariv' - 2012

VERS LA MIXITÉ SOCIALE?

L'approche globale fait naître des enjeux conjoints au territoire et à la vie sociale. Lorsque le thème de mixité est abordé, il intègre la dimension sociale et fonctionnelle. Il décrit la diversification du parc de logement dans les quartiers autant que l'investissement des services publics et l'intégration d'équipements dans leurs urbanismes.

La mixité urbaine combat les principes de monofonctionnalisme en assurant la coexistence de fonction dans les quartiers qui constituent la ville. Ils sont vecteurs de liens sociaux et ont pour ambition de répondre aux besoins des habitants.

La mixité sociale détermine des "seuils", qui une fois dépassés, mettent en péril tout l'équilibre républicain d'une ville à la composition sociale homogène. Appliquée aux quartiers d'habitats sociaux, ces "seuils" sont apparentés aux caractéristiques de classes sociales, de culture, d'emploi ⁴⁰

La diversité d'habitat doit pouvoir multiplier les choix et favoriser la mobilité résidentielle. Ainsi tous les citoyens doivent pouvoir obtenir un logement qui répond à leurs attentes. Le logement social doit trouver sa place dans l'agglomération et non seulement dans les quartiers où ils se sont historiquement implantés. Dans la lutte contre l'exclusion la rénovation de ces quartiers est également une condition sine qua non au retour désiré des classes moyennes. Contrairement à l'approche fonctionnelle, la mixité sociale peine à trouver un réel essor dans les actions mises en oeuvre. La LOV est détournée pour retarder la construction des logements sociaux dans les communes qui en manquent.

⁴⁰Catherine Daniel, « Sylvie Tissot, L'état et les quartiers, genèse d'une catégorie de l'action publique », *Travail et Emploi* 120 | octobre-décembre 2009)

LA MIXITÉ ... QUOI?

La mixité sociale est une idée de composition d'une société suivant la pensée républicaine. Cette composition, bien qu'hétéroclite, a une apparence homogène. Elle diffère de la diversité en cela qu'elle ne reconnaît pas de distinction culturelle, religieuse ou ethnique. Elle doit pouvoir construire autant la société que la ville. Dans les deux cas, le citoyen, qu'elle que soit sa singularité est égal aux autres. La ville doit alors se construire sans accepter l'idée de communautarisme. Dans la politique de la ville, la mixité semble un enjeu autant qu'une finalité.

Mais alors, à partir de quel moment peut-on cependant considérer qu'un cas observé est mixte?

On parle généralement de mixité sociale ou de mixité fonctionnelle. La mixité dans son aspect social pose la question des critères à prendre en compte. Parle-t-on d'âge, de culture, de classe, de mobilité? Au regard d'une globalité, on pourrait penser qu'il s'agit de tout cela à la fois. Seulement appliquée à un quartier, on se rend compte que certaines conditions apparaissent plus importantes.

La mixité fonctionnelle va de paire avec cette question de mixité sociale. Les quartiers où l'on réside, participent à la construction du "cadre de vie". Il définit un mode de vie qui est propre à chaque citoyen et qui est jugé satisfaisant ou non. Dans l'idéal de ce mode de penser, chaque partie de la ville est indifférente des autres. Elles doivent être égales en proportion d'équipements et de services, et diverse dans les logements qu'elles proposent...

Cette question ne concerne pas uniquement les quartiers dits d'habitats sociaux, ceux "dont on parle"⁴¹. Cependant cette notion et ces territoires sont presque indissociables. Ils sont considérés comme lieux d'exclusion où la ségrégation est trop visible et les différences trop prononcées.

En 1973, la circulaire Guichard prédisait l'évolution des grands ensembles comme "mettant en péril la "cohésion sociale"". Donnant l'idée que ces territoires limitent la sociabilité ou du moins ne crée pas celle escomptée.

Les lois promulguées, loi LOV, SRU, Borloo, posent le même constat et présentent la mixité comme remède. Elle serait alors synonyme de "brassage social et contribuerait à retisser le lien social"⁴². Hors au regard de la composition sociale des ces quartiers, on se rend compte qu'ils sont très divers, tant par les générations qu'y s'y côtoient, que par les origines ou les par-

⁴¹ JAILLET-ROMAN Marie-Christine, « La mixité sociale : une chimère ? » Son impact dans les politiques urbaines, *Informations sociales*, 2005/3 n° 123, p99

⁴² Ibid

cours de ses habitants. On peut alors se demander comment est-il possible qu'il y ait une "perte de lien social" dans ces lieux. C'est l'ombre du communautarisme pesant sur les quartiers qui inquiète les pouvoirs publics.

Par le passé les HLM "accueillaient" les populations immigrées, aujourd'hui, il semble que la concentration d'origines différentes ne réponde plus aux attentes publiques.

"Une première acception de la mixité sociale s'est traduite par la volonté que le peuplement des cités HLM respecte "un seuil de tolérance", ce qui signifierait qu'il fallait y limiter la "part" des immigrés."⁴³ Seulement derrière les soucis de "desethnisation" des "cités" ne se pose-t-il pas la question de la précarité ?

Au développement des aides au logement s'est accompagnée une paupérisation des quartiers d'habitat social. Aujourd'hui, ces quartiers ont une image de quartier d'habitat pour les classes les plus pauvres, d'origines diverses qui manquent de mobilité. La mixité sociale, dans ce cas, revoie donc aux mélanges des classes sociales et à "la lutte contre le ghetto" (la discrimination positive...). Elle devrait pouvoir faire de ces quartiers "un quartier comme les autres"⁴⁴. Même si cette terminologie est un peu réductrice, elle illustre bien l'idée que les caractéristiques définissant la mixité sociale ne se valent pas. Ainsi, un quartier à la cohabitation générationnelle presque inexistante, par exemple, ne pose pas tant question.

La restructuration des quartiers d'habitat social, passant par la diversification du parc de logement, mais également par l'attention portée à sa mixité fonctionnelle, doit permettre une requalification de leur composition sociale. Seulement, même si les politiques mises en oeuvre se concrétisent, le reste de la ville doit également évoluer. Si les quartiers, accueillant en majorité les classes les plus démunies, changent, l'inverse doit pouvoir être vrai également. Les populations délogées doivent trouver "un cadre de vie" leur correspondant au même titre que tous les autres citoyens. Si la pensée globale s'est appliquée aux quartiers d'habitat social, alors il ne faut pas les isoler du reste de la ville.

Les enjeux posés, leurs applications nécessitent un encadrement législatif, un suivi local et des objectifs de réalisation. Mais à long terme, ce qui guète cette notion, c'est la négation du contexte et l'omerta de maux complexes de la société. S'il en

⁴³ Ibid page 44, page 100 dans l'article

⁴⁴ Ibid page 44, page 104 dans l'article

est fait une finalité, la mixité sociale ne contribuerait alors qu'à l'éparpillement des "pauvres", les faisant se fondre dans le tissu urbain, sans pour autant apporter des réponses aux problèmes qu'a soulevé le territoire.

DES LOIS POUR ENCADRER?

L'évolution des contrats de villes

En 1998, les premiers contrats état-villes arrivent à leurs termes et les bilans approchent. A l'alternance politique et le retour de la gauche au gouvernement, s'accompagne une critique de la politique morcelée et spécifique des années passées. La production de rapports comme "Demain, la ville" de Jean-Pierre Sueur dressent ce bilan et offrent de nouvelles ambitions.

Le CIV de 1998 décide la mise en place par le ministre délégué à la ville d'un groupe de travail interministériel pour élaborer les nouveaux contrats de ville.

S'appuyant sur les rapports produits, le groupe dresse dans un premier temps le bilan des premiers contrats. Leur lancement précipité ne permit pas de produire des opérations satisfaisantes. La limite entre le "droit commun" (cf. le cas des services publics) et les actions spécifiques est incertaine. Les opérations particulières, comme par exemple, les "maisons des services publics", ont été généralisées et ont participé à construire "une action publique à deux vitesses" (rapport d'étape, la documentation française).

Les contrats ne cadrent pas suffisamment les opérations, si bien que les réalisations ne sont pas complètes et contrôlées.

La nouvelle génération 2000-2006 des contrats de ville pose de nouveaux enjeux. Il faut repenser la géographie d'intervention, non seulement localement et non plus "depuis Paris", mais également à l'échelle de l'agglomération. L'action doit être décentralisée et déconcertée afin de limiter les dérives observées de "plaquage" d'opération spéciale sur tous les sites. Mais comme chaque site est particulier, les contrats doivent pouvoir, d'une part, agir à long terme sur les causes de l'exclusion, et d'autre part, répondre rapidement à des situations d'exception. Pour que le contrat de ville soit la seule procédure contractuelle de la politique de la ville, il devient par nature un ensemble de

contrats reconnaissant ainsi la spécificité de chaque site.

En 2003, l'évaluation de mi-parcours ne laisse pas présager une efficacité supérieure aux premiers contrats.

Pas plus que leurs prédécesseurs, ils n'indiquent des objectifs de résultats ou de moyens formalisés ⁴⁵.

En 2006, le CIV rénove le cadre institutionnel des contrats de ville. Les contrats urbains de cohésion sociale (CUCS) les remplacent un an plus tard. Cette fois, ils présentent les "Les modalités de mise en oeuvre, de suivi, d'évaluation et de révision du contrat à mi-parcours." (sig.ville.gouv.fr)

⁴⁵Thomas Kirszbaum « La discrimination positive territoriale: de l'égalité des chances à la mixité urbaine », *Pouvoirs*/2004 (n° 111), p.101-118.

Un cadre législatif pour la mixité sociale

La loi solidarité et renouvellement urbain (SRU)

En 2000, la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) durcit les directives engagées avec la loi LOV. Toutes les agglomérations de plus de 50 000 habitants, comprenant une commune d'au moins 15000 habitants, doivent compter au moins 20% de logement sociaux dans leurs parcs habitables, sans quoi elles devront verser des indemnités proportionnelles au manque. Avec la loi LOV, les communes concernées devaient fournir un plan local d'habitat, maintenant, et avec la pression de l'état, elles sont tenues de l'exécuter. L'enjeu d'une telle opération est d'éviter la création de quartier répondant à une "logique affinitaire" (p135 l'entre soi décrit par Jaques Donzelot). Le logement social doit trouver sa place dans la ville et non dans une partie de la ville. D'un coté, on tend à répartir les logements sociaux dans la ville et de l'autre, on mène une action de renouvellement des quartiers pour leur donner un attrait au regard des autres classes sociales.

Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains dite loi SRU, legifrance.gouv.fr

"La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain" (article 1)

La loi SRU fait apparaître clairement la mixité sociale et fonctionnelle dans le langage politique.

Loi relative à la démocratie de proximité

En 2002, la loi relative à la démocratie de proximité re-questionne l'échelle locale. Pour "associer plus largement, les citoyens, aux décisions locales pour les communes de plus de 20 000 habitants, doivent être découpées en quartiers auxquels correspond un conseil de quartier. Réuni au moins deux fois par an, ces conseils sont composés de conseillers municipaux et de représentants des habitants. Pour les communes de plus de 100 000 habitants, il est demandé d'associer à chaque quartier sa mairie annexe.

Le titre IV décrit la mise en oeuvre de la participation du public à l'élaboration des grands projets, comme par exemple, l'organisation du débat public ou les procédures d'enquêtes publiques...

- Loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, "Titre I: principes généraux" legifrance.gouv.fr

La loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

En août 2003, La loi dite Borloo, fixe des objectifs de résultats au niveau local et au niveau national, les deux devant se coordonner. Par cette loi, un programme national de reconstruction urbaine (PNRU) est redéfini sur 5 ans avec les investissements et les nouveaux acteurs qui l'accompagnent.

Le PNRU a pour but de changer durablement les quartiers, sans perdre de vue l'objectif de mixité sociale. Ainsi, lui sont associés des programmes de réhabilitation des logements (destruction, rénovation, construction), des équipements publics et "tout autre investissement concourant à la rénovation urbaine" (chapitre 2 article 6).

La loi prévoit également l'entrée de nouveaux acteurs.

"Il est créé un établissement public national à caractère industriel et commercial dénommé « Agence nationale pour la rénovation urbaine » (chapitre 3 article 1)

L'ANRU a pour mission de contribuer à la réalisation des PNRU, en se faisant l'interlocuteur principal des collectivités locales et des bailleurs sociaux. Elle facilite la démarche de projet. Pour répondre aux objectifs de résultats, l'agence, en lien avec les préfets, réalise l'évaluation et le suivi des opérations relevant des conventions signées.

Les zones franches urbaines sont maintenues et 41 autres sont créées. La politique de compensation perdure.

Un Observatoire national des zones urbaines sensibles doit

contrôler l'évolution des ZUS. Sa mission de suivi lui donne une connaissance de l'échelle locale qui lui permet de devenir un outil de mise en oeuvre, et de contrôle, de programmes définis (ville.gouv).

LES GRANDS PROJETS DE VILLE, VITRINES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE?

Le GPV, le grand chambardement.

De grandes opérations de renouvellement urbain sont lancées par le comité interministériel des villes de 1999 : les Grands Projets de Villes (GPV). Ce sont des interventions lourdes qui visent à requalifier le tissu urbain, à redynamiser économiquement et socialement les quartiers. Au vu de ce qui a été réalisé auparavant, le GPV ne constitue pas une grande avancée théorique. Il reprend les idées énoncées d'une approche globale misant sur le changement d'image des quartiers, la nécessité de mixité sociale et fonctionnelle, parfois même la reprise des zones franches et la prise en considération des habitants par la participation. On y met cependant "les moyens de l'état" ; un financement important qui permet un renouvellement conséquent. L'urbain est requalifié à l'échelle de la ville (désenclavement, restructuration des voies et des espaces publics), du quartier (nouvelles centralités, création d'équipements, investissements des services publics...) et de l'architecture (démolition, reconstructions, rénovation).

Cette étape semble être ultime tant elle apparaît comme la résultante des théories passées auxquelles on donnerait l'ampleur d'un profond changement ; l'enjeu étant de ne pas utiliser le GPV comme un acquittement du rôle des pouvoirs publics à la situation des quartiers, mais bien de refonder la ville pour que chaque habitant y trouve sa place. Avec la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, les GPV sont repris dans les cadres des PNRU.

Les GPV sont des opérations de la politique de la ville qui changent l'image des quartiers. La finalité de ces politiques ne doit pas être leur réappropriation par la ville, mais leur intégration. Et

par intégration, il n'est pas uniquement entendu que le territoire. Les populations n'attendent pas forcément d'être disséminées dans la ville. Si elles n'ont pas d'autres options de logements que celles qu'on leur attribue, si elles manquent de mobilité ou d'emploi, le souci d'égalité urbaine, de "droit à la ville", ne sera pas résolu, il sera juste un peu moins visible.

Si la mixité sociale combat le communautarisme et justifie la rénovation des quartiers, elle ne peut être une finalité dans l'action publique.

Exemple d'un quartier d'habitat social à Nantes: Malakoff

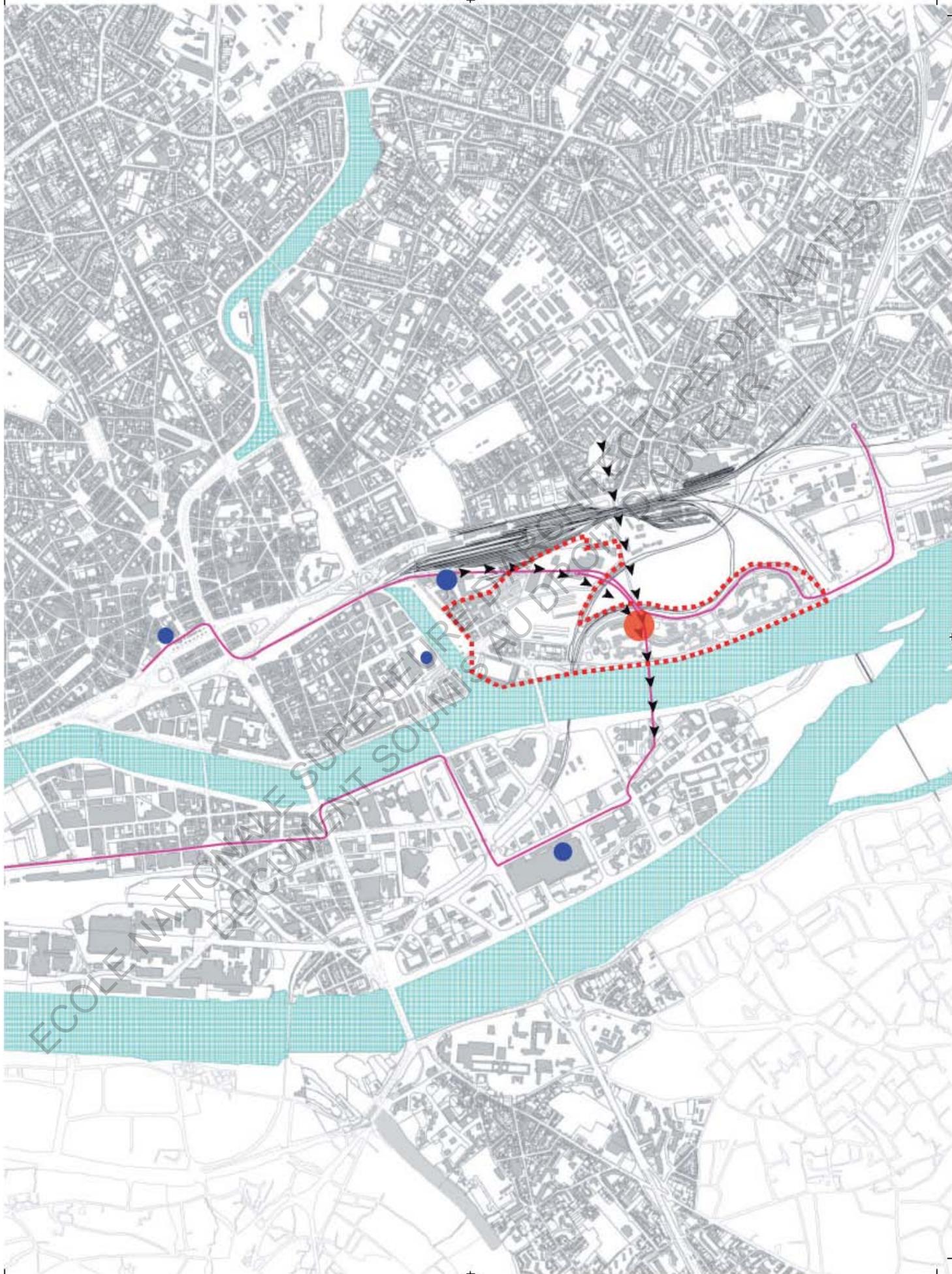
Le quartier d'habitat social de Malakoff est l'un des quartiers "cibles" nantais pour les politiques de la ville. Malgré son statut de site prioritaire dans les contrats de ville successifs, il reste enclavé et vieillissant. En août 2000, sur décision du ministre délégué à la ville, le site devient un Grand Projet de Ville.

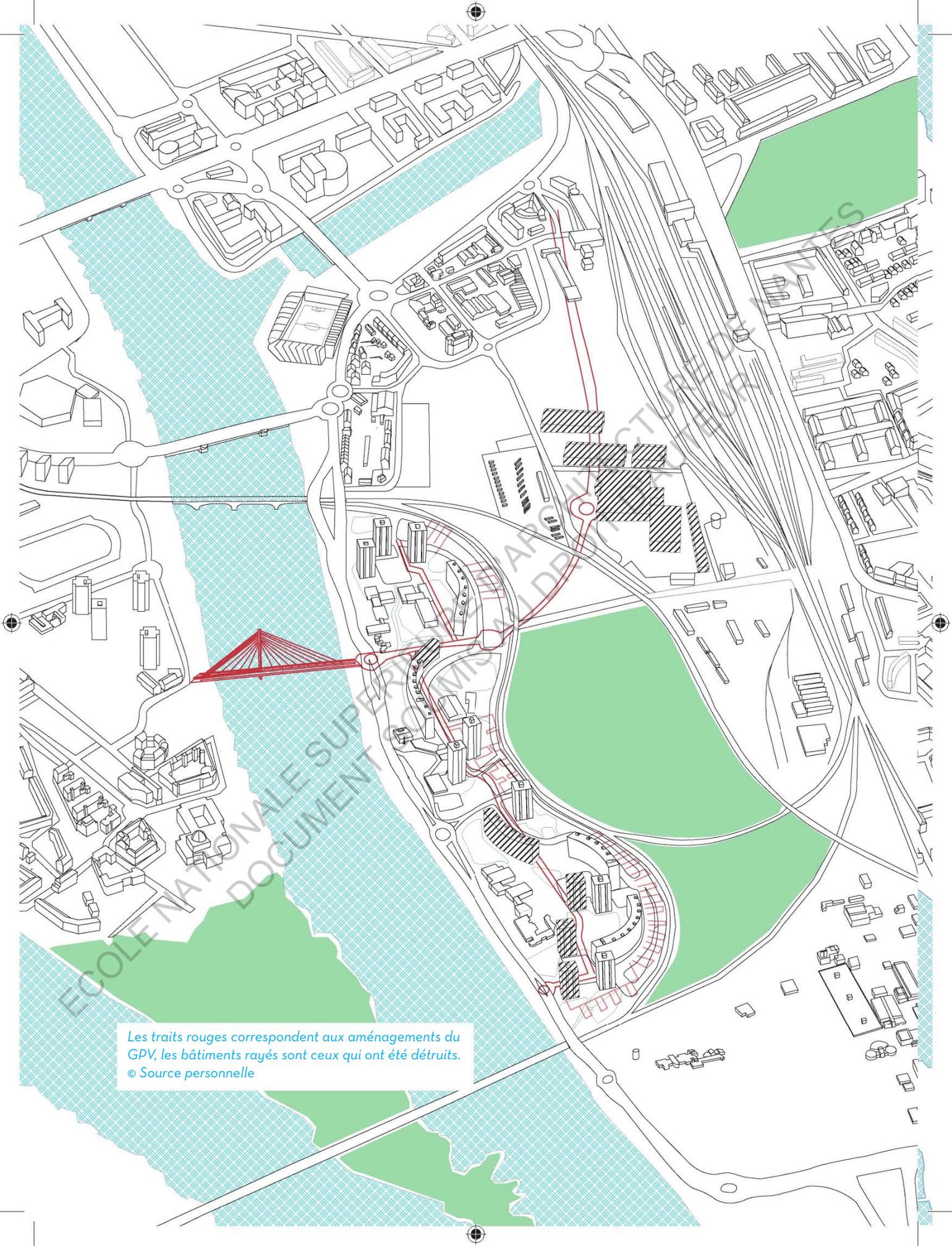
La convention signée à l'occasion du contrat de ville 2002-2006 fixe les objectifs du projet à venir. En 2004 une convention de renouvellement urbain avec l'ANRU est passée. Le projet prend forme à différentes échelles.

L'enjeu principal du GPV est le désenclavement du quartier, sa réinsertion dans le tissu urbain.

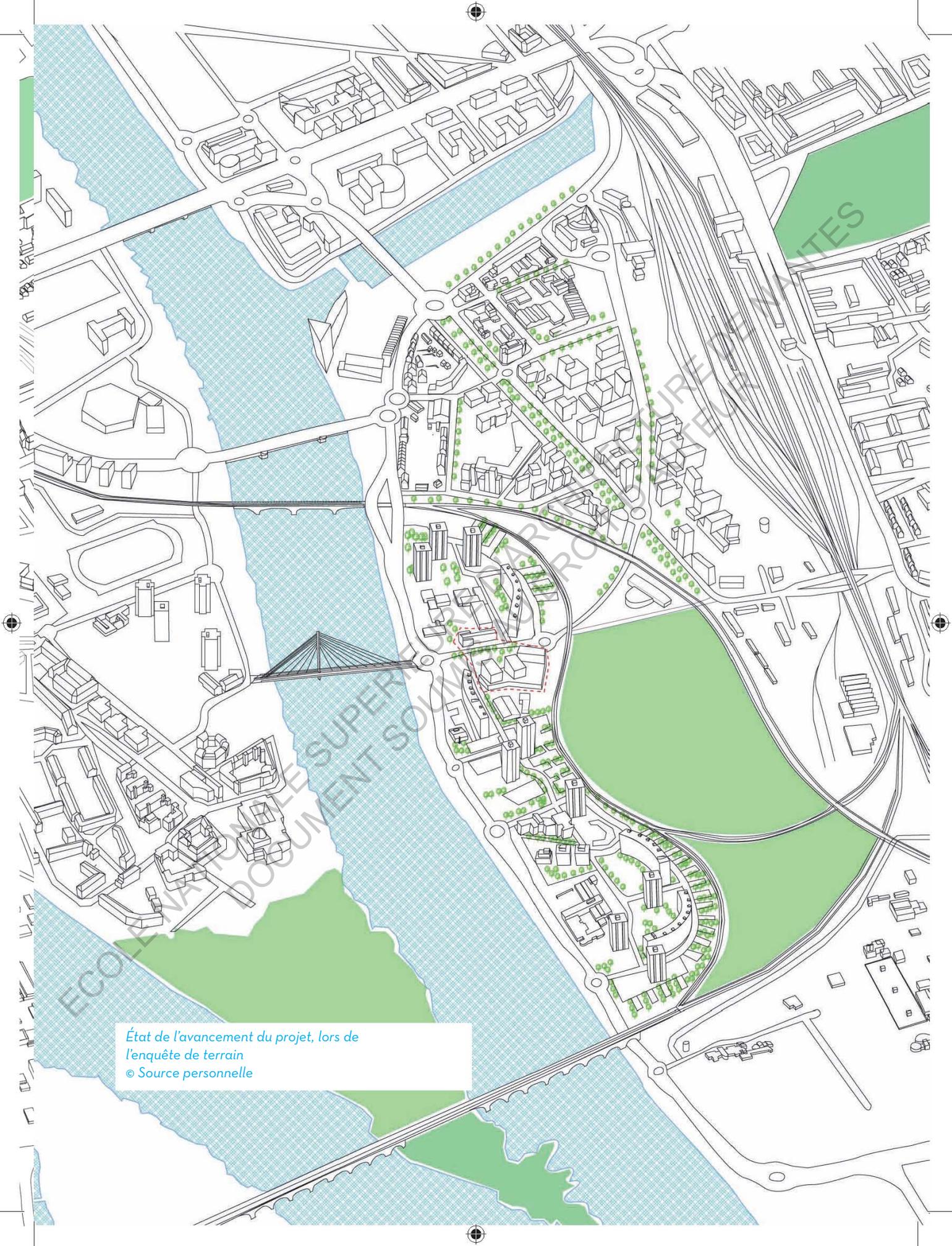
Dans l'optique de désenclavement le périmètre à considérer est élargi. Le quartier est à proximité de pôle attractif de la ville, comme la gare, le centre des congrès. A l'ouest, entre le périmètre historique de Malakoff et la gare Sud, est planifié une zone d'aménagement concertée (ZAC) porteuse de dynamisme économique, et devant effectuer une continuité dans le tissu urbain. La périmètre du GPV englobe désormais la ZAC du pré-gaucher, et le quartier de Malakoff.

Dans ce contexte le quartier doit être restructuré afin d'uniformiser les deux entités qui le constitue. De nouvelles voies de circulations sont créées, dont la plus importante, l'avenue de Berlin part de la gare sud et traverse tout le quartier, en direction de Beaulieu. Un nouveau pont de franchissement est créé: le pont à Haubans Eric Tabarly.





Les traits rouges correspondent aux aménagements du GPV, les bâtiments rayés sont ceux qui ont été détruits.
© Source personnelle



État de l'avancement du projet, lors de l'enquête de terrain
© Source personnelle

L'organisation urbaine de Malakoff change profondément. Une fois le périmètre élargi le coeur du quartier doit se déplacer. La nouvelle centralité est portée par des infrastructures comme la maison de quartier, ou le futur centre commercial.

Les voiries et les espaces publics de Malakoff sont repensés. Le traitement de l'espace public affiche clairement une volonté de changement d'image. La rue de Chypre traverse le quartier et donne une visibilité transversale. Elle est bordée de rangées d'arbres et d'aires de jeux plantées soignées.

Les parkings longeant les anciennes routes sont désormais rejetés le long de la voie ferroviaire, et arborés. On perçoit le futur quartier dans la partie Amont, où s'étaient engagés les travaux. Entre Malakoff Aval et Malakoff Amont la différence est frappante.

Les phases de travaux scindent le quartier en deux : celle où le quartier semble sorti de terre tellement tout y est neuf, et celle où tout est encore en cours. Les deux entités sont rapidement renommées par les jeunes: Miami (partie Amont) et le Village (partie Aval). Les dénominations sont d'ailleurs assez bien trouvées. La partie Amont a fait peau neuve et il ne reste de l'empreinte des 30 dernières années que la hauteur des tours. En aval les travaux continuent et ce surnom de Village montre à quel point le territoire est lié à des souvenirs, à de la vie. Cette notion de construction d'un "cadre de vie" (cf: 4,1,2 la mixité sociale) est parfaitement illustrée par la réaction des jeunes au projet. La dénomination employée pour décrire les lieux montre un attachement au quartier et à son image passée. Le temps n'a pas encore fait son oeuvre sur la partie Amont, et l'espace est comme figé. Les habitants doivent reprendre leurs marques dans ce nouveau cadre. L'autre partie de Malakoff a toujours l'image du quartier passé et la notion de "village" montre l'attachement des habitants.

L'architecture est utilisée pour changer l'image négative qui est faite du quartier et pour créer une continuité avec la ZAC. Le quartier Pré-gauchet constitue une transition urbaine entre les bâtiments du centre ville et ceux de Malakoff.

À l'occasion du GPV, trois tours ont été détruites ainsi qu'une banane et demi, et tout les autres bâtiments rennovés. La diversité des façades c'est substituée à l'uniformité caractéristique des bâtiments conservés. Les parcelles libérées et redéfinies par le réseaux de voiries accueillent de nouveaux bâtiments. Les

*Collection de photographies.
Source personnelle, en partenariat avec Nicalos Le Beulze*



le nouveau Malakoff
à Nantes, un nouveau quartier de Loire





façades colorées aux matériaux différents et l'accumulation de nouveaux projets côte à côte font du quartier une sorte de laboratoire de la rénovation.

La diversification du parc de logement passe par l'ouverture de la gestion des logements à plusieurs bailleurs et la construction de logement non sociaux dans le quartier. En associant cette diversité à une requalification du bâti c'est la mixité sociale, et le retour des classes moyenne qui est visé.

Situer les habitants

La notion participative dans un contexte de GPV doit trouver sa place. Le projet de Malakoff s'est établi sur un site déjà occupé et approprié. Les interventions ont lieu sur un territoire où les gens résident depuis longtemps, et qu'ils connaissent. Prendre appui sur des dynamiques et des connaissances en place semble capital pour établir un projet pertinent.

Si l'implication des habitants est un enjeu politique sa mise en oeuvre dépend de la place que les institutions lui laisse. Comment faire participer les habitants et comment se utiliser ces ressources?

La question de la participation a trouvé une illustration dans la concertation et la communication.

*"Nous les habitants on a été contacté. Mais beaucoup pour le pont et le nouveau boulevard de Berlin."
(entretien AHQM)*

Le groupe «Vivre à Malakoff - Pré Gauchet» présidé par le vice président de Nantes Métropole, Patrick Rimbert, rassemblait 70 élus, représentants associatifs, et habitants. Le groupe avait pour but le suivi trimestriel du projet.

Des réunions ouvertes, les ateliers du GPV, ont été programmé une à deux fois par mois. Avec une équipe de quartier situé dans l'une des bananes les réunions ont aussi trouvé terrain dans les cages d'escalier autour de petits déjeuners. Des thèmes précis étaient débattu lors de ces réunion (place du vélo dans le quartier, réflexion sur les infrastructures à installer...).

La boutique du GPV, le journal de projet Parlons-en, la plaquette de présentation, et le site internet ont été développé à titre informatif.

Le GPV change profondément le quartier. Son organisation est modifiée et son image également. Les nouveaux espaces publics et la nouvelle image architecturale créent des espaces encore étrange. Le temps n'ayant pas vieilli les constructions il y a un "effet vitrine" des espaces aménagés. Quand un quartier change complètement, que reste-t-il du quotidien des habitants. Ils doivent s'adapter à de nouveaux espaces et à leur organisation.

La maison des haubans est un exemple de réelle modification du quotidien. Avec le GPV les habitants ont à leur disposition un lieu polyvalent où se regroupent des associations, le centre socio-culturel, la CAF. La réunion d'associations, du centre socio-culturel, et de la CAF doit générer une transversalité d'action. La position urbaine de l'infrastructure, au cœur de la nouvelle centralité de quartier, doit en faire l'un des lieux phare de la vie sociale du quartier.

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

L'enchevêtrement des mesures et politiques ont amené à établir des programmes tel que celui du GPV de Malakoff – Pré-Gauchet . La mixité sociale a gagné une place de choix dans les enjeux successifs des programmes.

Étudier ce principe de mixité sociale à l'échelle de la politique a un caractère déconcertant.

L'évolution de la politique de la ville fait entrer en jeu des domaines multiples qui rendent la question sociale difficilement compréhensible. Mais surtout assez peu concrète.

Si au départ l'enquête de terrain avait pour but au départ de mieux connaître un quartier, il s'est avéré qu'elle fournisse également une vision plus concrète, et humaine à la théorie. Surtout elle permet de garder en mémoire qu'au delà des discours et des orientations publiques ce sont des espaces de vie qui sont créés. Dans une approche de terrain on situe mieux l'enjeu du besoin d'une échelle locale. Le "plaquage" de projet ne peut pas faire sens dans des territoires habités et singulier. En travaillant avec une échelle trop large on perd cette dimension humaine c'est d'ailleurs la seule catastrophe possible: qu'on en vienne à oublier que toutes les dispositions ont été prises pour "améliorer le quotidien" de personnes. La généralisation du DSQ l'a démontré, : chaque situation est singulière et il faut l'adapter. L'enquête de terrain permet de se rappeler que les notions découvertes ont servi des espaces utilisés au quotidien, que les enjeux se retrouvent confrontés à une réalité.

Cette dimension humaine permet de comprendre que l'application de la mixité ne peut pas consister uniquement à diversifier le parc de logement des quartiers. On peut difficilement s'imaginer qu'inciter des classes moyennes à venir habiter dans les quartiers soient suffisant pour répondre aux besoins des habitants. De plus quel intérêt y-a-t-il à faire cohabiter des classes sociales différentes si il n'existe pas, entre elles de lien autre que des relations de voisinages. Cela reviendrait à disperser les classes les plus pauvres pour les rendre moins visible, et ne s'accorderait pas avec la perspective de maintien de la cohésion sociale, et de ville égalitaire,.

Si la mixité sociale est un enjeu principal de la politique de la ville, c'est parce qu'elle nécessite de nombreux degrés d'intervention. Les services publics, le milieu associatif, ou les commerces ont, au même titre que la diversité des logements, un rôle à jouer.



**LA MAISON DES HAUBANS:
MACHINE SOCIALE
OU
ESPACE DE VIES**



ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

LA MAISON DES HAUBANS: UN CADRE CONSTRUIT POUR LA MIXITÉ SOCIALE?

Depuis 2000, le Grand Projet de Ville Malakoff-Pré-Gauchet met en lumière le quartier d'habitat social de l'Est nantais. La maison des Haubans est à l'image du projet d'aménagement urbain. Elle porte les ambitions de mixité sociale, de démocratie participative, et de solidarité de la ville. Le projet, conçu par le groupement d'architectes associés DDL architecture et Bohuon Bertic architecte, est particulièrement repérable. Son positionnement urbain, et sa forme architecturale marquent la volonté d'en faire un élément emblématique de la restauration du quartier. La ville met à disposition du tissu associatif, du centre socioculturel et de la CAF une infrastructure polyvalente. Le nouveau cadre bâti doit être le garant du projet social commun qui anime le quartier. Les organismes qui l'intègrent ont des parcours et des relations différents. Les regrouper doit faire naître des dynamiques fortes qui rayonnent au-delà du quartier. Résolument tournée vers la ville, la maison participe à la création d'une nouvelle centralité pour le quartier. Les choix urbains et architecturaux qui ont été pris changent les habitudes des habitants.

"Une maison de quartier, lieu emblématique du Nouveau Malakoff" (Dossier de presse)

UN PROJET VISIBLE DANS UN QUARTIER REDÉFINI

Le milieu associatif cœur de la nouvelle centralité

La maison de quartier prend part à un projet urbain de restructuration du quartier. Au moment de sa conception, on projette

des dynamiques à venir suffisantes pour la faire participer à la création d'une nouvelle centralité dans le quartier. Dans les politiques passées, le périmètre considéré par l'action publique était dessiné par les contraintes territoriales qui pesaient sur le quartier. Au moment du GPV, il est établi un nouveau périmètre, et la zone de la future ZAC du Pré-Gauchet s'ajoute à la délimitation publique. Avec le nouveau périmètre, le désenclavement de Malakoff se traduit par une restructuration des voiries à l'échelle du nouveau quartier. En intégrant le Pré-Gauchet c'est le fonctionnement même du quartier de Malakoff qui est questionné.

Lorsque l'action publique se bornait à la forme de cacahuète du territoire il fallait trouver des moyens de relier, en considérant le quartier à une autre échelle c'est la centralité de Malakoff qui pose problème. Pour que les habitants du Pré-Gauchet ou de l'île Beaulieu viennent, il faut trouver un moyen pour que le quartier ne se recentre plus sur lui-même. La centralité historique est déplacée vers l'Ouest, est recentrée par rapport à la nouvelle délimitation.

La maison de quartier s'implante directement sur la zone du futur pôle attractif. Les dynamiques que l'on projette doivent porter le rayonnement aux territoires voisins escomptés. Au regard des cartes, ce déplacement a du sens, mais dans la réalité des habitants la nouvelle maison de quartier est "désaxée". Les animateurs de l'ACCOORD avaient leurs anciens locaux dans le pôle attractif historique de Malakoff. Le centre socioculturel prenait part aux dynamismes du centre commercial. Il était en lien avec les commerces, la poste, le café, sur le chemin des habitants.

"Avant on était au cœur du quartier" Moez, animateur ACCOORD, cyber espace

"On avait un peu peur que tout le public amont que l'on touchait avec l'ancienne situation ne vienne plus: "eux ils ne vont pas venir c'est trop loin". En fait, tu les vois venir en équipes de quatre, cinq, ils vont se chercher. De toute façon c'est simple, ça ouvre à quatorze heure, à 13h30 ils sont déjà dehors" Amadou, animateur ACCOORD 16-25 ans

C'était un lieu de passage. À présent, il faut faire la démarche d'aller à la maison de quartier. Les rapports au lieu changent les comportements. Lorsque les jeunes vont à la maison des Haubans, le déplacement induit qu'ils vont y chercher quelque chose, que ce lieu a de l'intérêt pour eux. Avant avec la position centrale du centre socioculturel, les jeunes avait plus tendance à "squatter" (entretien Karim et Moez), à "tenir les murs" (entretien Salvador par Nicolas Le Beulze). En déplaçant le centre socioculturel dans la maison de quartier les jeunes sont poussés à faire la démarche de venir.

Le déplacement de la maison et les événements qui précèdent son ouverture changent les habitudes des usagers du centre.

Durant l'été 2010, le centre socio-culturel est incendié, et quelque mois plus tard c'est une partie du centre commercial qui disparaît. La vie sociale du quartier est ébranlée. La mai-

son de quartier ouvre ses portes en février 2011. Elle devient alors le seul lieu du quartier qui permet la vie sociale. Les gens y viennent alors pour se rencontrer ou prendre un café. Les jeunes retrouvent un endroit où passer leurs temps libre. Dans un contexte aussi délicat, la maison apporte un renouveau. Les incidents ont eu un effet direct sur la fréquentation mixte de la maison. Les personnes âgées comme les jeunes n'avaient plus de lui de convivialité. Il a fallu apprendre à s'appropriier la maison, à y aller, mais comme il n'y avait pas de lieu comparable dans le quartier, les habitudes ont vite été prises.

Pour les autres associations, le changement de place a parfois induit à perte d'une partie du public. Si les enfants et les jeunes se déplacent, les adultes un peu moins. Donc par exemple ce que l'espace lecture a gagné en adhésion, il l'a perdu en utilisateurs de Malakoff amont. Les départs ne sont pas forcément liés à un désintéressement pour l'association. Avant l'association était au pied de la tour, rue d'Irlande, sur le chemin des utilisateurs, dans l'amont du quartier. Le temps pris dans les déplacements peut être incompatible avec le quotidien de certains habitants. De plus, comme les travaux du GPV se sont amorcés du côté Est du quartier, les familles ont été amenées à déménager.

L'ambition urbaine d'ouverture

La maison des Haubans est implantée sur la nouvelle avenue de Berlin, dont certains disent qu'elle "éventre" le quartier. Cette route relie la gare sud et le pont Eric Tabarly, qui rapproche Malakoff de l'île Beaulieu, et est la colonne vertébrale de la restructuration des voiries du GPV. L'avenue de 30 mètres de large participe à l'effort de désenclavement du quartier et en est une illustration assez littérale. Dans le contexte de changement profond du GPV, les transports s'adaptent aux nouvelles voiries et se renforcent. Les lignes de jour existantes, la 56 et la 58, prévoient plus d'arrêts pour faciliter leur utilisation. On en dénombre alors au minimum quatre par ligne, dont un qui dessert le nouveau centre du quartier.

L'avenue de Berlin devient un accès privilégié pour les transports, et fin 2012 elle verra passer le nouveau concept Nantais de transport en commun: le chronobus. Ces bus ont un fonctionnement similaire à celui des tramways: ils ont une voie spéciale, leur temps de parcours est garanti et accru tant en régularité

"Quand cet espace (le centre commercial) a cramé, il n'y avait plus du tout ce lieu là, plus du tout de lieu, donc tout s'est recentrer autour de la maison des Haubans, forcément." Sabrina, ludothécaire ACCOORD

"On s'est d'ailleurs posé la question si les gens allaient venir. Mais, au bout du compte, ils sont venus (sourire). Je sais même pas si on a pas plus de monde qu'on en avait là bas." Amadou, animateur ACCOORD 16-25 ans.

"Avant les jeunes avaient leurs repères, mais sauf que nous le bâtiment, il a brûlé (rire), donc après 5 mois 6 mois sans rien, on était content de retrouver une structure, on ne pouvait pas regretter l'ancien bâtiment" Amadou, animateur ACCOORD 16-25 ans.

qu'en amplitude. Les chronobus passent toutes les cinq minutes, de cinq heures du matin à minuit. Les déplacements hors quartier sont facilités pour les habitants. À l'inverse des personnes de l'extérieur pourront se rendre plus rapidement à Malakoff. Avant, le temps d'attente des transports, leur nombre limité faisait du quartier un endroit où l'on va, et où l'on reste, pas un endroit où l'on passe. En ouvrant le quartier, il y a une volonté publique d'y faire passer d'autres habitants de la ville.

"Moi je n'ai jamais vu personne du quartier prendre un Bicloo, ce sont surtout les institutionnels, les asso ou les gens de passage." Amadou, animateur ACCOORD 16-25 ans

La maison de quartier est décrite comme un équipement de mixité qui doit rayonner sur les quartiers environnants, non seulement le Pré-Gauchet, mais également Beaulieu ou le quartier Doulon au Nord. Son emplacement en bord d'avenue la relie directement avec les transports, un arrêt de bus faisant juste face à l'entrée. Une station Bicloo a également été intégrée. Le fonctionnement de cette station n'est pas forcément adapté aux habitants. Certains n'ont pas de carte bleue, l'abonnement en plus de celui pour les bus, fini par coûter cher, et la nécessité d'avoir au moins 150 euros sur son compte à l'inscription peut rebuter. La station est sûrement plus utilisée par les gens de l'extérieur et les jeunes l'investissent en s'asseyant sur les vélos parkés plus qu'en les empruntant.

Ce choix de positionnement révèle le paradoxe de la mixité. Il est connu qu'une maison de quartier accueille des jeunes, des enfants, son annexion à l'avenue la plus passante du quartier fait débat. Le quartier change, mais il n'en demeure pas moins que les habitudes des jeunes à jouer ou à "traîner" dehors font de la rue un espace acquis. L'arrivée d'une voie très passante et dangereuse remet en question ces habitudes. Les enfants doivent être vigilants lorsqu'ils parcourent l'espace public pour aller au centre socioculturel. Une chose qui n'existait pas avant. Le quartier ne constituait pas un lien nord-sud pour la ville. Il était quasiment autonome et peu relié avec le reste des quartiers environnants. À présent, il facilite l'accès depuis le nord à Beaulieu, et vice et versa. On peut se demander si le positionnement urbain de cet équipement est juste.

Une maison de quartier crée de la vie, et des dynamiques. Quand un lieu accueille des enfants, on sait qu'il doit être protégé. La jeunesse porte avec elle des dynamiques, mais aussi un mouvement, plus ou moins contrôlé. Aussi, quand des enfants sont habitués à jouer dehors, on pourrait s'imaginer, aux beaux jours, que le perron de la maison des Haubans devienne une

extension du hall. Pourtant en observant le projet, on se rend compte qu'il n'est pas vraiment dessiné pour recevoir une telle fonction. L'espace devant la maison est limité à un recul pour élargir le trottoir. Ce recul permet d'ailleurs la mise en place de la station Bicloo. De plus le terrain dénivelé sur lequel s'installe la maison a induit la création de marches. Pourquoi, au vu des dynamiques et des habitudes connues d'habitants, avoir positionner cette infrastructure en bordure de la voie la plus dangereuse de tout le quartier ?

C'est à ce moment que le concept de mixité se construit, au sens concret du terme. Pour que les habitants hors quartier changent leur idée sur Malakoff, et qu'ils viennent dans la maison de quartier, il faut lui trouver une place "à part" dans le quartier. Les codes n'y sont pas les mêmes que dans le quartier.

En la situant à côté d'une rue "où l'on passe" on veut signifier que l'équipement est accessible. L'avenue de Berlin permet dorénavant aux Nantais de l'île Beaulieu de se rendre directement dans le centre, ou à l'inverse, aux habitants du quartier Doulon d'aller au grand centre commercial de Beaulieu. Par cette avenue, le quartier est devenu un lieu de passage, ce qui n'était pas le cas avant le GPV. La maison de quartier profite donc de cette nouvelle énergie pour donner à voir le milieu associatif de Malakoff qui peut intéresser d'autres nantais.

Si les animateurs perçoivent le danger que représente une rue aussi fréquentée à portée des enfants, ils conçoivent également que ce choix a des aspects pratiques. Les jeunes peuvent rapidement prendre les transports en commun pour rentrer, où s'arrêter, et les habitants hors quartier situent plus facilement la maison de quartier. On ne peut isoler cette mise en visibilité avec la réputation du quartier. Pour faire venir des gens autres que les habitants, il faut changer les mentalités. En sachant qu'ils n'auront qu'à descendre du bus pour être directement à la maison de quartier, qu'ils n'auront pas à déambuler dans le quartier à la recherche de l'équipement, les Nantais sont plus enclins à se rendre à Malakoff. Une fois qu'ils ont un pied dans la maison, qu'ils se mettent en lien avec les habitants, les mentalités peuvent changer. L'accessibilité du lieu à un public étendu au-delà des habitants de Malakoff a été déterminante dans le choix du positionnement de la nouvelle centralité, et de la maison des Haubans.

La CAF de Malakoff touche un public qui va jusqu'au quartier

"Avec cette avenue, on a peur pour nos jeunes maintenant"
Salvador, animateur ACCCOORD,
débat tissé Métisse

"La maison, c'est aussi histoire de sortir un peu de Malakoff"
entretien avec des jeunes réalisé
par Nicolas Le Beulze.

" Il y a trois lignes de bus et l'arrêt en face. Avant, on leur disait "bon alors vous vous arrêtez à tel arrêt, puis vous prenez tel chemin ou autre"." Conseiller de la CAF

"Franchement c'est pratique, après il va y avoir le chrono-bus. Même pour les gamins, ils peuvent prendre le bus rapidement, ils viennent ils ressortent."
 Amadou, animateur ACCOORD
 16-25ans

Talensac. Le conseiller a bien conscience que la proximité des transports a fait évoluer la fréquentation. Les gens des quartiers environnants n'ont plus à chercher les bureaux et ils peuvent venir plus facilement.

Une nouvelle visibilité pour le milieu associatif

La maison a un impact urbain non négligeable. Elle apparaît comme un gros bloc posé sur l'espace public. L'avenue par sa largeur, et le perron, lui donne du recul et elle devient visible depuis le pont Eric Tabarly, et le boulevard de Sarrebruck au Sud. En définitive elle attire le regard et interroge.

Avant les associations étaient fondues dans le paysage de Malakoff, soit dans des appartements, en pied d'immeuble ou dans le centre commercial (cf.:). En rendant visible le milieu associatif, celui-ci s'expose au reste de la ville. Le bâtiment ressemble alors à une petite machine où convergent les habitants. Le hall entièrement vitré donne à voir le mouvement à l'intérieur, et après l'école les enfants grouillent à l'intérieur. Le nouvel emplacement de la maison donne à voir la vie sociale de Malakoff et montre un lieu de vie attractif.

Les effets de la maison sont contradictoires. En l'intégrant, les associations trouvent un cadre bâti qui s'apparente à une institutionnalisation. La taille de l'équipement en fait un élément à part dans le quartier. On perd l'idée d'un milieu associatif "bricole" et spontané (cf. dernière partie). Les Nantais peuvent situer la maison de quartier grâce à son impact dans l'urbain, même si ils ne sont pas habitués aux maisons de quartiers. On trouve dans la ville des exemples de lieu polyvalent, par exemple le Lieu Unique en est un. En prenant cet exemple, il n'y a aucune volonté à rapprocher l'intervention des deux infrastructures sur la vie sociale des citoyens, ni sur le public qu'elles touchent, la comparaison est rendue impossible parce que leurs enjeux sont complètement différents. Ce qui est rapproché c'est l'aspect polyvalent. En allant au LU, les nantais peuvent voir une exposition, un concert, aller au restaurant, ou y passer une soirée. Dans ce cadre la culture est mixée avec un bar, un restaurant, et une librairie. En habituant les gens à venir dans ce lieu, on peut les pousser à entrer voir une exposition, ce qu'ils ne feraient pas forcément avec une galerie d'art isolée. Le concept de la maison des Haubans est de rassembler suffisamment d'organismes pour leurs donner un cadre bâti. Aussi, lorsque des individus

viennent de l'extérieur pour la CAF, ils peuvent y découvrir un lieu dont les activités les intéressent, et y revenir. Le cadre bâti a une volonté d'ouverture sur la ville parce qu'il ne demande pas aux gens hors quartier d'y rentrer réellement. Avec un milieu associatif fondu dans les immeubles, il fallait faire la démarche d'entrer dans des immeubles dont l'apparence renvoie à toutes sortes de préjugés. L'impact urbain est voué à l'ouverture de la maison à un public élargi.

Les habitants étaient habitués à avoir parmi eux des associations, la CAF, le centre socioculturel. Si les lieux pouvaient impressionner le public extérieur, les habitants eux s'y retrouvaient. À présent, c'est le gros bâtiment, l'équipement de la ville qui impressionne. Il faut laisser passer du temps pour que les habitants s'accoutument au fait de rentrer dans une infrastructure. Elle peut renvoyer justement à une image d'institutions dans lesquelles le public ne se retrouve pas. La fréquentation du lieu par les habitants du quartier est donc très liée aux intervenants qui l'ont intégrée (voir partie 3.1 construire un espace de vie). Même s'il y a une volonté d'ouverture, il ne faut pas perdre de vue que le quartier a une histoire. Les gens qui y vivent le connaissent et le considèrent comme une entité: "Le village". La maison de quartier doit s'adresser en premier lieu aux habitants proches, c'est eux qui la fréquentent le plus régulièrement et qui lui donnent vie.

"Avant c'était dans un immeuble, c'était fondu. Ça faisait partie d'eux, en fait on était comme eux. Maintenant, ils n'osent pas. C'est trop grand." Badra, animatrice Kenja

UN PROJET DESSINÉ POUR LA MIXITÉ?

Le choix des architectes:

La réalisation du projet de la maison des Haubans a été confiée aux architectes DDL architectes et Bohuon Bertic architectes. Les choix qui ont été faits lors de la conception influent sur la qualité spatiale proposée. Construire un bâtiment destiné à la vie sociale d'une partie de la ville relève quelque part de l'expérimentation. Les locaux sont organisés de façon à créer du lien, une dynamique.

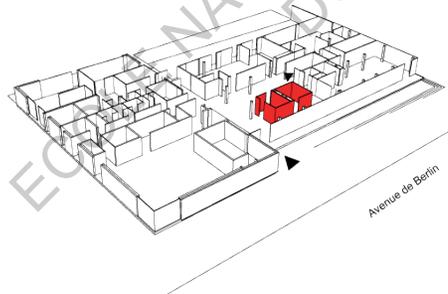
Le projet est construit sur trois niveaux, le rez-de-chaussée étant entièrement vitré sur l'espace public, le premier étage qui accueille en grande partie les salles d'activités, et le dernier niveau où sont placés les locaux de la CAF et le couloir associatif.

Le hall d'entrée a été conçu pour devenir un lieu qui fédère des

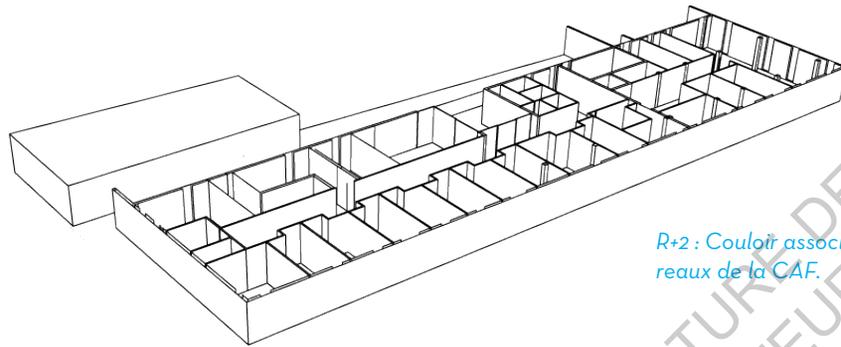
énergies, où les gens se croisent et se parlent. Le pôle d'accueil est donc prévu comme un bloc au milieu du hall autour duquel on peut circuler. La conception de ce pôle est assez paradoxale avec la conception d'un hall de brassage social. L'accueil relève vraiment du cube ouvert sur un espace plus grand et bruyant. Le hall est très vivant. Le petit bar de la cuisine en fait partie, c'est donc l'endroit privilégié des pauses-café. Il constitue un lieu d'exposition pour la maison.

Les bureaux ont des murs, mais pas de plafond. Au vu du passage et du bruit que cela induit, le bloc devient pour l'enfant un jeu où l'on tourne autour et y placer des bureaux d'accueil non-clos, où les gens sont censés travailler toute la journée, n'est pas forcément un choix judicieux. Il faut donc d'un côté, canaliser les mouvements, et d'un autre trouver des bureaux plus adaptés. Même si le hall est investi, on constate tout de même que le bloc de l'accueil le divise. L'espace entre les bureaux ouverts et les grandes baies vitrées qui donnent sur l'espace public couloir devient un couloir étrange et non utilisé. De l'autre côté du bloc, l'espace est plus large et peut accueillir des activités comme les repas. Il mène également aux escaliers et ascenseurs qui desservent les étages, ce qui en fait un lieu de passage. Dans un équipement dédié à la vie sociale, dessiner un hall central et ouvert sur l'extérieur semble pertinent. Mais un lieu de passage n'est pas forcément étriqué. La position centrale du hall, à partir duquel sont desservis de gauche à droite des espaces utilisés lui aurait suffi pour devenir le point convergeant de la maison. Le bloc d'accueil fait un peu penser à un entonnoir qui serait utilisé pour canaliser les déplacements. Il en ressort un hall sectionné et une partie non utilisée. La qualité de cet espace tient plus de l'usage qui en a été fait, que de sa conception.

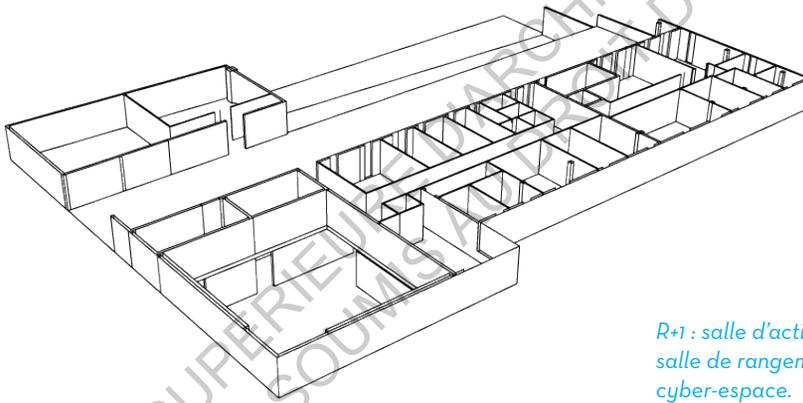
*"C'étaient les bureaux de la secrétaire, donc moi je trouvais ça terrible, on a l'impression d'être dans un bocal, on n'est pas des animaux de foire quoi. Dès que quelqu'un passe tu lèves la tête, alors les gens viennent, tu es interrompu tout le temps."
Animatrice de l'espace lecture*



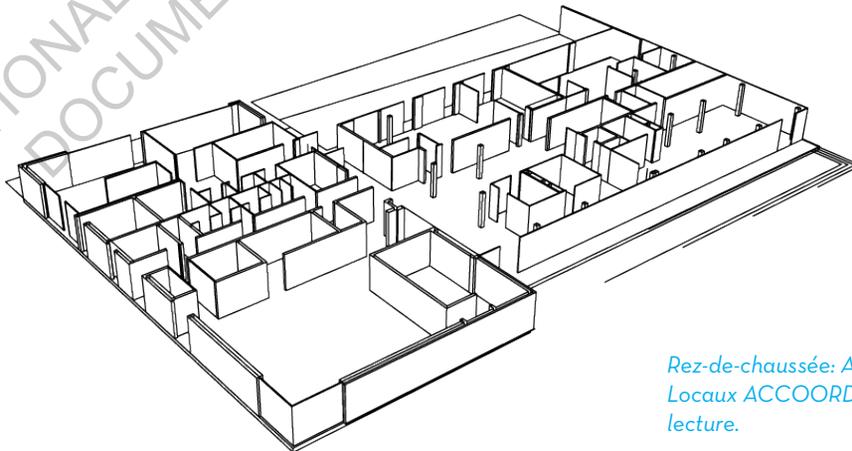
Il y a par moments, une incompréhension entre architectes et usagers. Le choix de faire un rez-de-chaussée entièrement vitré, ou les claustras de bois ajoutés à la façade ouest en sont deux exemples. Le rez-de-chaussée avait pour vocation de créer une architecture flottante. Le bloc béton des étages devait donner l'impression de "ne reposer sur rien" (entretien avec l'animatrice de l'espace lecture décrivant les réunions avec les architectes). Dans le contexte d'un quartier qui connaît les détériorations, le choix de vitrer entièrement le rez-de-chaussée était, au regard des animateurs plutôt risqué, voire inapproprié pour certains espaces. Les vitres seront d'ailleurs cassées juste après la fin des travaux. Mais cet incident reste isolé, il n'aura pas de suite une



R+2 : Couloir associatif, et bureaux de la CAF.



R+1 : salle d'activités, bricolage, salle de rangement, cyber-espace.



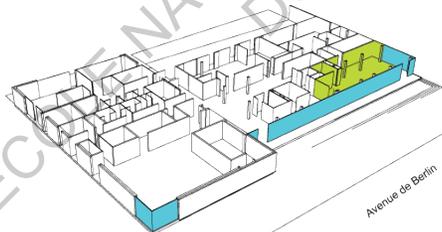
Rez-de-chaussée: Accueil
Locaux ACCOORD, espace lecture.

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUS AUTEUR

"C'étaient des questions de conjonctures, les munitions étaient là, accessibles. Alors après casser ce n'est pas bien mais bon le bâtiment il est que vitré, alors rangez les pavés ne les laissez pas trainer." Amadou, animateur ACCOORD, 16-25 ans

"On est tous conscients de la chance d'avoir un bâtiment sympa. Même si il y a des malfaçons, mais ça c'est un autre problème. Cette salle-là notamment, et celle d'à-côté (salle très vitrée), on est obligé de les laisser en courant d'air parce que sinon à l'intérieur on dépasse les 27, 28°." Karim, animateur ACCOORD 12-15 ans.

"La limitation de l'éclairage artificiel en implantant des baies en façades procurant un apport lumineux généreux" dossier de presse de la maison des Haubans



fois les vitres remplacées.

Lors des entretiens, le sujet a été abordé et n'a pas inquiété les intervenants. Ils y voient plus un rappel du territoire sur lequel intervient la maison. Dans l'année qui a suivi, aucun événement du genre n'a été dénombré. Comme une preuve de l'intégration de la maison dans la vie des habitants. Elle tient cependant plus aux équipes qui l'ont portée dans la vie sociale du quartier, en mettant en place des activités adaptées, qu'à son architecture.

L'effet rez-de-chaussée vitré est également inadapté à l'orientation sud des salles d'animations de l'ACCOORD qui l'été se retrouve à devoir gérer des conditions de température insupportables. Une stagiaire de l'Ardepa qui était intervenue dans la maison des Haubans à l'été 2011 avait souligné ce même problème. La chaleur rendait difficile l'animation et l'attention des jeunes.

Pour l'espace lecture, situé dans l'angle Nord-Est du bâtiment, n'avoir que des vitres comme murs a été problématique. L'afflux de lumière est peu compatible avec les livres, l'effet aquarium supprime l'intimité et le calme que requiert ce lieu, et les murs manquent pour fixer les étagères. Les contraintes données sont donc détournées pour adapter les locaux à l'usage: des stores ont été fixés et les étagères ont été regroupées dos à dos. Pour ce qui est de l'effet flottant du bâtiment, le discours n'était pas adapté et finissait plus par devenir une contrainte qu'une incitation à entrer. Que le hall soit vitré, pour participer à l'accueil et au rapprochement de l'espace intérieur avec l'espace public, est une chose, mais contraindre les gens à travailler dans une vitrine, c'en est une autre.

Les claustras qui ont été posés après l'ouverture de la maison étaient expliqués par les architectes comme devant remédier aux problèmes thermiques. Un argument assez contradictoire avec le fait qu'ils ont été placés sur les étages qui connaissaient moins le problème. Badra, l'animatrice Kenja, ne comprenait pas vraiment l'intérêt de ce bardage ajouré en bois. Il force les utilisateurs des étages à allumer la lumière en plein jour ce qui est assez contradictoire avec l'esprit HQE du bâtiment.

La terrasse fermée à l'ouest est un atout de la maison. Les enfants peuvent y jouer en sécurité et les adultes y voient des conditions

de travail agréables. Le fait de donner un espace extérieur protégé de la rue, permet de désengorger les locaux très fréquentés par les enfants et d'ouvrir le champ des activités.

Une conception croisée annoncée

Le dossier de presse mis à disposition par la ville décrit une conception de l'architecture croisée. Par la démarche participative, les associations devaient sur le papier prendre part à la construction de leur futur lieu de travail. Le bâtiment doit faire naître une vie sociale, et surtout a pour but d'héberger des dynamiques en place. L'idée de mettre à contribution les organismes concernés semble logique, mais la réalité a-t-elle suivi la théorie. La participation des associations s'avère être différent pour les organismes. Les locaux de la CAF sont particulièrement adaptés à l'usage. L'organisme ayant participé au financement du lieu, il n'y a pas vraiment de surprise à établir ce constat. Elle hérite donc de locaux fermés sur le reste de la maison, agréables et fonctionnels. En comparaison avec les appartements où elle était avant, tout change. La salle d'attente permet un meilleur accueil. Les bureaux insonorisés font naître l'intimité que requiert l'action de la CAF, et qui n'était pas présente avant. La grande salle de réunion permet l'accueil des partenaires, et la mise en place d'activités dans un contexte approprié.

Pour le reste des organismes présents, on se rend compte que les "satisfaits" sont ceux qui ont été pressentis pour intégrer la maison dès le départ. Le centre socioculturel, qui disposait avant d'un bâtiment exclusif, a donc des bureaux au premier étage, et de grands espaces au rez-de-chaussée. Les architectes ont pris en considération les différents programmes proposés pour adapter les plans à ces dynamiques.

La ludothèque a gagné en qualité d'espace. Si les locaux avant n'étaient pas plus petits, ils étaient vétustes. La ludothèque est un programme qui touche un public large et notamment beaucoup les enfants. L'esprit de jeux qui va avec trouve un cadre plus approprié dans la maison des Haubans. L'espace est lumineux, propre et permet la mise en place de décors qui changent en cours d'année.

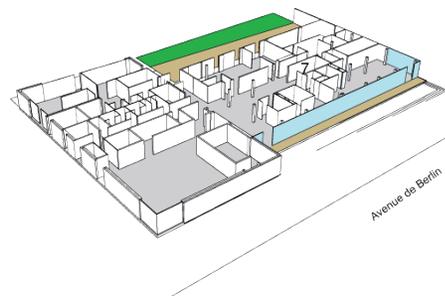
Le cyber-espace gagne en espace et en qualité. Il devient une vraie catégorie d'activités pour le centre socioculturel grâce à la place et aux postes informatiques mis à disposition. L'espace

"Et puis je les ai entendus l'autre fois les deux mêmes hommes (cf.: un représentant de la ville, et son collègue) qui disait « Et bien ce n'est pas si mal ça n'enlève pas de lumière et tout. » alors qu'en pleine journée dans la cuisine, on allume la lumière. C'est de la mauvaise foi quoi." Badra, animatrice Kenja

"Nous c'est bon, on a pensé déjà à mettre des chaises quand il ferait beau comme ça les parents peuvent venir boire une limonade et les enfants jouent tranquillement." Amadou, animateur ACCOORD, 16-25 ans



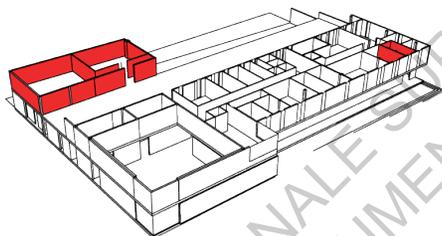
Source personnelle



“Là-bas c'était vieux, c'était sale pas forcément petit par contre. On peut aménager des petits espaces parce qu'on a trois salles” Sabrina, ludothécaire ACCOORD

“ Avant, on était retranché, même les personnes âgées... Sur ce point de vue ça a réellement changé. Dans l'ancien, c'était une espèce de truc glauque avec des postes tout serrés, avec deux mini-fenêtres avec des grilles qui donnaient sur une cour limite un mur. C'était pas du tout le top.” Moez, animateur ACCOORD cyber-espace

“Chacun demandait et après l'architecte essayait de faire une peu en sorte que ça marche. Pour une fois c'était bien” animatrice espace lecture.



agréable et ouvert permet d'intégrer plus de gens aux activités, comme des personnes âgées. Les personnes qui n'ont pas l'habitude de passer du temps sur l'ordinateur sont plus facilement tentées si le cadre est agréable.

L'espace lecture a répondu présent à la demande de participation. Au fil des réunions, l'association peut demander un espace particulier qui sera intégré au projet. Les demandes sont suivies en terme de dimensionnement du local: l'association avait demandé 100m² elle en a reçu 120; mais pas forcément en terme de qualité d'espace: la bibliothèque qui donne sur la rue reste entièrement vitrée. Il en va de même pour l'association Carnabal qui s'installe dans des bureaux spacieux. L'association des petits débrouillards avait une antenne à Malakoff et avaient demandé les espaces de bricolages du premier étage. Finalement cette association n'intégrera pas la maison, préférant piloter les activités depuis leurs bureaux des Dervallières, mais les espaces souhaités ont été construits et sont utilisés par les autres associations.

La démocratie participative, telle qu'elle est utilisée dans la conception du projet de la maison, demande un investissement des associations. Celles qui n'étaient pas forcément vouées à l'intégrer, ou celles qui n'ont pas participé régulièrement aux réunions se sont retrouvées avec des locaux qui ne sont pas forcément adaptés.

Pour Peuple et Culture, le problème de l'espace se pose moins que pour des associations comme l'AHQM ou Kenja. Pour des associations sportives, les bureaux représentent l'administration, elles peuvent trouver un espace de stockage éventuellement dans les gymnases, mais pour les deux associations citées, la maison des Haubans héberge les locaux principaux des associations. Même si l'association Kenja anime des activités en dehors du quartier, comme à la maison de quartier de la Madeleine, les bureaux sont dans la maison des Haubans. La taille des bureaux ne permet pas la présence de plus de trois personnes au quotidien. Il faut utiliser les salles communes et donc anticiper les réunions.

Pour des associations qui ont besoin de stocker du matériel au quotidien comme Kenja, ou en vue d'événements comme le loto ou la bourse au jouet pour l'AHQM, le manque de place est un problème. L'espace de stockage prévu pour toutes les associa-

tions fait à peine 15m² et est déjà rempli par Kenja. À l'Ouest, l'annexe de la maison des Haubans sert de "grenier".

On comprend quelque part qu'il n'a pas été possible de satisfaire toutes les demandes, et que le couloir associatif a vocation de réunir un maximum d'organismes, mais la prise en compte des activités proposées par les associations aurait permis l'intégration d'un espace de rangement plus grand, et plus utile.

Certains locaux sont adaptés, mais d'autres pas. La mise en action des associations reposait sur leur capacité soit de temps soit de volonté à s'investir. Tout le monde n'a pas la capacité de tenir tête et de demander un local spécifique. Ceux qui abandonnaient n'ont pas forcément été entendus. Mais surtout le manque de place de stockage dans les 2 200m² bâtis demande de trouver des solutions annexes, comme des caves d'amis. (Entretien Kenja).

Dans une dimension tout autre, elle a permis le choix du nom avec les habitants, lors d'une activité proposée par l'association Peuple et Culture. Le nom choisi fait référence d'une part au pont, et d'autre part à une référence imagée de la maison. Le mat serait le bâti, et les haubans seraient les associations et les habitants qui font vivre l'équipement. Une jolie métaphore donc. (lenouveaumalakoff.com)

La réalité d'un établissement recevant du public:

En intégrant la maison de quartier, les associations ont intégré un ERP. Les règles légales qui cadrent ce genre d'établissement ont dû être intégrées au quotidien.

Pour l'ACCOORD, qui disposait avant d'un bâtiment dédié au centre socioculturel, il a fallu s'habituer aux horaires. Il n'est plus possible d'étendre les horaires d'ouverture à volonté. La maison à partir d'une certaine heure est fermée et surveillée par une agence de sécurité. On perd donc en spontanéité ce qui est gagné en sécurité. Pour le conseiller de la CAF cet surveillance est un plus.

Les anciens bureaux étaient dans des appartements de la rue d'Angleterre, maintenant ils sont au cœur d'une dynamique. La maison est remplie d'organismes si bien qu'il y a un aspect rassurant à être entouré.

Le bâtiment ERP est sectionné par un réseau de portes à la fer-

"Il fallait monter au créneau. Il y en a qui ont dû batailler, insister, insister et élever la voix pour se faire entendre. Il y en a qui ont eu ce qu'ils voulaient et puis après il fallait se partager le reste. Tout le monde n'a pas été logé à la même enseigne" Badra, association Kenja

"Quand il s'agit de faire des bilans avec le conseil d'administration, ce n'est pas possible. On n'est pas dans le bureau donc c'est pénible pour aller chercher des dossiers." Badra, animatrice Kenja

"Ça ne convient pas. Le bureau est trop petit. Et puis à Kenja, on a un gros stockage, énorme." Badra, association Kenja
"C'est trop petit, on a sinon trois au moins deux fois moins de place qu'avant. On ne peut pas stocker le matériel, du coup on n'a rien à porter de la main" animatrice AHQM

"Même d'un point de vue dynamique, on est pas seul. C'est bête à dire, mais si on a un problème, il y a du monde. Quand on était là-bas, non, on était seul." Conseiller de la CAF

“On dirait des sas de décontamination” Badra, animatrice Kenja

meture automatique. Une fois passés les horaires d’ouverture, il faut disposer d’une clef pour accéder aux espaces. Ce système pose problème lorsque des activités sont planifiées au-delà des horaires “légal”. Plusieurs exemples assez représentatifs des situations qu’elles peuvent créer m’ont été donnés par Badra. Le samedi lorsqu’elle dispense des activités à la maison, elle doit veiller à ce que tous les participants soient présents au moment de commencer. Si un utilisateur arrive en retard, il ne peut pas rentrer dans le hall. Même s’il y parvient, il est bloqué à l’intérieur et ne peut accéder aux étages. Une fois, un événement était programmé dans la salle de diffusion. Un monsieur est parti aux toilettes et lorsqu’il est revenu, les portes étaient toutes fermées. Il a dû attendre la fin du film, et le départ des gens pour pouvoir sortir. La salle de diffusion est isolée par les portes et le couloir alors il a beau avoir frappé le film a eu raison de ses appels.

Les dysfonctionnements techniques peuvent créer des barrières. À ma troisième visite, je me suis retrouvée face à la porte coupe-feu fermée du couloir associatif. Je me suis dit qu’il fallait juste la pousser mais ce genre de porte une fois fermée n’est pas vraiment facile à ouvrir. Pour un bâtiment accessible aux personnes handicapées cela pose problème.

“Il y a un ascenseur, chose neuve, enfin qu’on avait mais par demi-palier, on accueille quand même des mères avec des poussettes, on va dire, alors ce côté technique c’est bien.” Conseiller de la CAF

Mais outre les aléas techniques, l’accès des personnes handicapées ou aux poussettes est grandement facilité par les règles ERP. La présence d’ascenseurs, des couloirs et toilettes réglementaires, permet une indépendance des personnes. Dans les anciens locaux, le conseil CAF devait se déplacer et aider les mères de familles à monter leurs poussettes. Les ascenseurs, étrangement, desservent les niveaux par demi-paliers. Il n’était donc pas possible d’accéder aux appartements pour une personne en fauteuil seule, et très compliqué pour une mère de famille qui viendrait avec une poussette. À présent elles peuvent venir à la CAF sans se demander si elles vont trouver quelqu’un pour les aider.

Le nouveau bâtiment avec ses contraintes et ses atouts devient le nouveau cadre pour la vie associative de Malakoff. L’appropriation des lieux passe alors par la restructuration des méthodes de travail autour du partage des nouveaux locaux. Une fois les activités remis dans le contexte ce sont aux habitants d’apprendre à utiliser la maison.

UTILISER L'ESPACE

La gestion des locaux:

Pour des organismes qui disposaient chacun de leurs locaux, être regroupé demande une gymnastique d'adaptation et de partage. La gestion des locaux entre en jeu. D'un côté, il y a le partage quotidien des espaces communs, et de l'autre, il y a les réunions bilans qui doivent veiller à ce que l'espace reste adaptés.

Le comité technique est le moment de mettre en lumière les disfonctionnements, afin de leur trouver des solutions. Il fait partie de l'organisation d'un ERP.

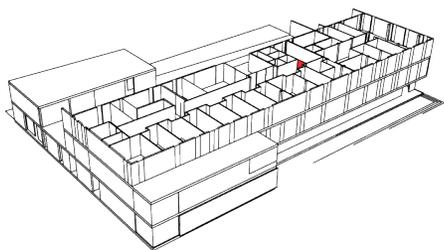
La coordinatrice de maison, Clémentine Gatineau a vu son rôle précédent de directrice du centre socioculturel changer. Elle doit maintenant veiller au bon fonctionnement du bâtiment et au respect des règles qu'il implique. Les associations hébergées doivent apprendre à travailler en se partageant des locaux, comme la cuisine, les salles de réunion ou les salles d'activités du premier étage.

L'animateur des 16-25 ans de l'ACCOORD, Amadou, déplore un manque de spontanéité. Pour investir la cuisine, il faut en faire la demande au préalable. Dans les anciens locaux, tout était à disposition puisque non partagé. L'animation était plus spontanée, elle pouvait être influencée par des événements inattendus, et les lieux s'adaptaient, comme pour regarder un match de foot, pour faire un goûter ou autre. Pour que les activités soient adaptées, il faut également leur permettre d'évoluer au gré des envies, c'est pour cette raison que l'organisation reste flexible, et que si les salles ne sont pas utilisées au moment, les animateurs peuvent les investir sans en avoir fait la demande deux jours avant.

Au deuxième étage, les associations ont à disposition des salles de réunions communes. Leur gestion est finalement gérée par les associations elles-mêmes, contrairement aux salles d'activité du premier ou aux espaces communs du rez-de-chaussée, gérées par l'accueil.

Les intervenants se sont rendus compte qu'un tableau où chacun appose les créneaux qu'il souhaite retenir, facilitait le partage. De même certaines pièces ont changées de fonction. Il n'était pas prévu par le programme de salle de repas. L'une des salles de réunion est cependant équipée de plaques chauffantes, d'un évier et d'un petit frigo camouflé par des portes coulissantes. La photocopieuse qui était dedans à été déplacée dans un petit

"Maintenant si je veux faire ça, il faut voir si la cuisine est disponible: "tu avais fait la réservation?" (rire). Alors il faudrait anticiper alors qu'avant les choses pouvaient être plus spontanée, même s'ils sont arrangeants avec nous." Amadou, animateur ACCCOORD 16-25 ans
"Tout le bâtiment était géré par l'ACCOORD. C'était un lieu plus fermé, plus convivial, où on était chez nous, moins formel." Karim, animateur ACCCOORD 12,15 ans



*“ Quand il y a eu le comité technique, on en a parlé et il y a un représentant de la ville, et son collègue, qui sont montés voir et qui ont dit « ben c’est quoi le problème » et il l’a remise. Alors du coup les collègues, elles se sont encore plus énervées après et ont enlevé les trois portes d’un coup. On en a pas besoin.”
Badra, animatrice Kenja*

*“ Sur les accueils petite-enfance, on a tout le public de Beaulieu avec l’ouverture du pont juste en face. Donc aujourd’hui, on a moitié Malakoff, moitié Beaulieu. Même dans les familles, on commence à toucher les Pré-Gauchet sur les mercredis matins et boulevard Dalby”
Sabrina, ludothécaire ACCCOORD*

local sans fenêtre, destiné au stockage, elle n’avait pas besoin d’une pièce de vie, et la deuxième salle de réunion est devenue la cuisine.

Les portes coulissantes contraignantes ont été retirées par les animateurs des associations, lassés de devoir attendre qu’une personne finisse d’utiliser l’évier pour pouvoir ouvrir le frigo. Ce genre de modifications n’attendent plus le conseil technique et l’avis de personnes extérieures à la maison. La vie se construit avec les usagers, et les envies d’architectes de départ, comme camoufler une cuisine dans une salle de réunion, n’ont de sens que lorsque les usagers le ressentent.

De nouvelles habitudes:

Au-delà du partage des locaux communs, les associations doivent apprendre à travailler avec leur nouvel outil. Il modifie leur quotidien par l’espace. Aussi beaucoup d’associations ont souligné qu’en s’institutionnalisant elles avaient perdu une part de proximité avec les habitants. Le fait de ne plus être en rapport direct avec son public, mais que celui-ci doit passer par l’accueil, a eu un impact sur l’évolution des activités. Elles ont parfois perdu en chaleur, et en intimité. (Entretien animateur peuple et culture).

L’ACCOORD avec de plus grands locaux a dû apprendre à travailler avec une affluente de jeunes. La mise en relation du centre socioculturel avec d’autres organismes a permis d’ouvrir la fréquentation à de nouveaux jeunes. Auparavant, le centre était fréquenté par des jeunes stationnaires, qui avaient tendance à monopoliser l’espace. En intégrant un lieu où ils sont forcés de croiser d’autres utilisateurs, ils acceptent de partager l’équipement, et à plus forte raison le centre socioculturel. Le brassage social qu’a induit la réunion permet aux nouveaux utilisateurs de trouver leurs places. La maison rend également le centre socioculturel moins impressionnant pour les gens de l’extérieur. Même si la fréquentation régulière de jeunes du Pré-Gauchet est encore timide, elle est visible dans le suivi des stages proposés, ou des activités sportives comme les sports extrêmes. La ludothèque de l’ACCOORD accueille désormais des familles de Beaulieu, le pont ayant motivé les déplacements, et du Pré-Gauchet.

Il en va de même avec les personnes âgées. Elles fréquentent beaucoup plus la maison des Haubans parce qu’elle n’est plus

associée à un lieu pour les jeunes. Ils trouvent leurs places plus facilement parce que le partage des locaux leur permet d'avoir des créneaux à eux. De ce point de vue, la maison apporte un plus.

Pour l'espace lecture, le changement dans les habitudes de travail a été important. L'ancien local du bas de tour faisait environ 40m² et ne permettaient pas les débordements. Avec un local plus grand et plus visible, la bibliothèque accueille de nouvelles familles, hors quartier. Elle peut plus facilement recevoir des groupes, et aujourd'hui il faut apprendre aux enfants des règles pour les canaliser. Dans une bibliothèque, on ne court pas, on ne crie pas... Ce rôle de conciliation, l'animatrice l'a trouvé en arrivant dans des locaux plus grands, où les enfants se sentent plus libres. C'est une nouvelle habitude à prendre pour que la bibliothèque reste un lieu calme et propice à la lecture.

Le cas de la CAF:

Le cas de la CAF dans les relations aux nouveaux locaux est un peu particulier. Elle évolue quelque part, en marge du reste des associations et profite du regroupement différemment. La formalisation de l'institution n'a apporté que des points positifs pour le conseiller rencontré.

Les bureaux, en eux-mêmes, sont les atouts considérables de la maison des Haubans. La salle d'attente est un espace confortable tant pour les habitants que pour les conseillers. Les gens n'attendent plus entre deux portes, ils ont des chaises, de la lecture. La grande salle de réunion permet l'indépendance de l'organisme pour dispenser des activités, pour planifier des rencontres avec des partenaires...

Les bureaux sont indépendants et insonorisés. C'est primordial pour un service qui reçoit des personnes en difficulté. On ne parle pas de ses problèmes en sachant que tous les gens qui attendent entendront ce qu'on dit. L'intimité du bureau fait comprendre aux gens que ce qu'ils diront n'en sortira pas, et facilite les rapports avec le conseiller.

Les locaux sont isolés du reste de la maison, et les conseillers ne participent pas forcément à la vie des autres intervenants. Ils se suffisent à eux-mêmes en quelque sorte, puisqu'ils permettent de dispenser de l'aide dans de bonnes conditions.

La Caf profite du regroupement parce que la maison rend anonyme la démarche. Les locaux précédents étaient dans un im-

"Ça cohabite bien mieux qu'avant, au centre socioculturel avant il y avait des groupes de personnes âgées mais toutes les semaines, on avait des plaintes de types "les jeunes ils faisaient-ci, ils faisaient-ça, qu'ils ne pouvaient pas se concentrer. En fait des personnes qui ne venaient plus ou pas, viennent maintenant." Clémentine, coordinatrice de maison.

"Oui ça se fait plus facilement qu'avant (cf.: le mélange générationnel). C'est certainement une histoire de lieu. La maison des Haubans est investie très souvent. Ça c'est donc plutôt bien." Sabrina, ludothécaire ACCOORD

"C'était moins adapté avant, ce n'était justement pas assez institutionnalisé." Conseiller de la CAF



© Source personnelle

“ Non, ça ne nous est jamais arrivé (de manger avec les autres acteurs). Parce que de un : on ne sait pas qui mange et quand, et de deux : on a tout ce qu'il faut dans la salle de réunion (cf.: de la CAF). Je n'ai pas l'impression que ce soit souvent occupé.”
Conseiller de la CAF

“C'est un meilleur confort pour nous et pour les allocataires. On l'attendait en plus. Je ne vois pas quel point je pourrais regretter par rapport à la rue d'Angleterre.” Conseiller de la CAF

meuble et la porte de l'appartement était identifiée comme la CAF. L'annexe de Malakoff Est ne dispense pas de prestation, c'est un service social. Donc si certains habitants prouvent être gênés par le fait de demander de l'aide à une institution, la visibilité de l'appartement pouvait être un frein. En poussant la porte des anciens locaux on allait à la CAF. Aujourd'hui, les personnes qui poussent la porte de la maison des Haubans peuvent aller à la bibliothèque, à l'ACCOORD, voir des associations... ou à la CAF. Il n'y a plus l'intervention éventuelle du regard extérieur qui bloque. Le conseiller ressent le changement.

Un vrai espace pour les habitants?

Les utilisateurs construisent peu à peu leurs habitudes autour de l'infrastructure. Si elle a tendance à impressionner, les habitudes se prennent vite. La construction d'un espace de vie n'est pas faite par l'architecture, ou sa position dans l'espace public. Ce sont les intervenants qui montent une politique intérieure qui doit permettre à tous les visiteurs de se sentir à l'aise. Ce n'est pas tant le regroupement qui joue en faveur des liens sociaux créés, c'est plus ce que les acteurs en ont fait. Les locaux changent certaines habitudes mais finalement ce qui compte c'est la façon dont les animateurs ont appris à se côtoyer, et à fédérer des dynamiques qui plaisent. D'ailleurs la maison trouve des surnoms comme “Chez Amadou”, “la maison d'Aurélie”, ou “chez Moez” (entretien avec Badra, animatrice Kenja) qui illustre parfaitement le fait que la maison est liée à une équipe. Ce que je cherchais à comprendre en commençant l'enquête de terrain, c'était comment la notion de mixité faisait naître des espaces vécus, et utilisés. En cherchant à percevoir ce que le bâti avait changé, j'ai découvert comment les gens s'en servent.

Autour d'orientations publiques est construit un quotidien qui les dépasse. Ce qui construit la mixité sociale ce n'est pas l'infrastructure polyvalente, c'est ce que les gens en font. La plupart des acteurs s'accordent à dire qu'ils n'ont pas perdu en fréquentation, et qu'arriver dans la maison à favorisé le croisement des générations. Mais ils s'accordent également à dire qu'ils ont perdu en spontanéité et en proximité.

L'équipement met une distance et pourtant les gens continuent d'y venir. Il y a donc un intervenant extérieur au bâti et à l'urbain, et c'est l'humain. L'équipe de la maison des Haubans s'emploie à la faire devenir un vrai lieu de vie où tout le monde est accueilli.

VERS UNE ACTION TRANSVERSALE.

Le quartier de Malakoff, avant la construction de la maison de quartier, comptait déjà bon nombre d'associations que l'on retrouve à présent dans la maison des Haubans. Le tissu associatif s'est formé au fil du temps et des motivations. Aussi, il n'est pas surprenant de constater que la maison des Haubans n'est pas l'initiatrice de cet intérêt associatif.

Le regroupement des associations a un but bien spécifique de mise en relation des dynamiques. L'équipement met à disposition des locaux et des compétences qui aident la mise en place d'associations, mais ce n'est pas son enjeu principal. Le but du regroupement est de relier les associations entres-elles, d'utiliser les compétences de chacun au service d'un projet commun validé par la ville.

UNE PROGRAMMATION SOUS CONTRÔLE DE LA VILLE:

"Fédérer les énergies" c'est utiliser les ressources présentes pour faire émerger des idées, mais c'est aussi les encadrer. La naissance de projets communs doit motiver la participation des habitants, ou dans une ambition plus forte, permettre une fréquentation mixte et hétéroclite. On a un peu l'image d'un lieu exemplaire, dynamique et égalitaire. L'ambition n'est pas forcément démesurée ou utopique. Il faut cependant encadrer l'évolution des relations et des créations de projets. La ville se donne les moyens de veiller à ce que l'évolution de la maison soit en adéquation avec les orientations publiques.

La coordinatrice de maison

La gestion de la maison de quartier est donc assurée par une salariée de la ville de Nantes. Une contrepartie, en quelque sorte, à la mise à disposition pour les associations de locaux permettant plus d'activités (salle de diffusion ou de bricolage par exemple).

Avant l'ouverture de la maison, Clémentine Gatineau était responsable du centre socioculturel du quartier. Sa nomination à la tête de la maison montre cependant une continuité dans l'action publique. Sa connaissance du quartier, des acteurs associatifs et des habitudes des habitants servent à une adaptation des orientations politiques. Ce savoir permet justement, d'établir les liens et de voir quel type de projet peut aboutir.

"Je dois faire en sorte qu'il y ait des dynamiques qui se créent autour de projets communs qui soient un peu fédérateurs."

"Ce n'est pas moi qui leur dit ce qu'il faut faire. Une association est par essence indépendante. Je veille à ce que leurs projets fassent du lien."

"Là, par exemple, j'avais les céméa au téléphone qui vont faire un festival documentaire, ils voulaient savoir si ça m'intéressait et donc il m'ont proposé un thème maintenant c'est à moi de rallier les associations que ça peut intéresser."

"Ce sont des postes un peu nouveaux qui se forment en marchant"

La coordination d'une infrastructure polyvalente demande une gestion des lieux mais aussi des projets. D'une certaine façon, on retrouve l'idée de la politique transversale. La responsable de la maison des Haubans n'est pas l'initiatrice des projets, elle les gère et les met en relations. Le droit de regard d'une tierce personne sur les projets montés permet l'assurance de leur compatibilité avec la politique socioculturelle de la ville. Elle n'intervient pas dans la conception des projets, mais elle veille à ce que ces projets soient cohérents avec le contexte et servent la politique globale.

Lorsque les sollicitations sont extérieures, la coordinatrice est capable de dire si les projets sont compatibles avec les orientations politiques, mais aussi de mettre en relation les associations qu'ils peuvent concerner.

Les postes de coordination des maisons de quartiers naissent en même temps que les infrastructures polyvalentes. La directrice de la maison des Haubans évolue dans un quartier qu'elle connaît, mais elle a un rôle nouveau.

Ces postes de coordinateurs n'ont donc rien à voir avec des postes de responsables socioculturels. Ayant occupé cette place auparavant sur le même territoire, Clémentine Gatineau peut faire la comparaison. La grande différence vient justement du fait qu'elle ne participe plus à l'élaboration à proprement dit des projets. La direction d'un centre socioculturel programme des activités en lien avec une politique sociale, ce qui est in-

dispensable pour obtenir les financements de la Caisse d'Allocation Familiale (CAF), et également en rapport avec le site d'intervention. La direction d'une maison de quartier regroupant des associations gère des projets. Ce sont les associations qui imaginent les projets, et qui les mettent en oeuvre. La coordination doit garantir leur pertinence tant politique que sociale, et la réussite des activités.

Les maisons de quartier ont une vocation de proximité. La direction doit être accessible, et pas uniquement aux associations. Dans ce lieu de convivialité et d'échanges, il apparaît important que les coordinateurs aient une place auprès des habitants. La maison, comme son nom l'indique, vie au quotidien, crée des liens, les gens doivent s'y sentir considérés. Les activités sont produites pour satisfaire un public et non une politique. Quel intérêt y a-t-il à imaginer des projets qui ne touchent pas les intéressés.

En évoluant dans une infrastructure pilotée par la ville, les associations se sont institutionnalisées. Le salarié de Peuple et Culture reconnaissait que l'association avait perdu une part de proximité avec les nouveaux locaux. D'autres acteurs ont confirmé ce sentiment. Vu de l'extérieur, l'aspect monolithique de la maison peut impressionner. Cette impression n'est pas pour servir les associations à l'intérieur qui ont une volonté de contact avec les habitants. Une direction inaccessible, ou peu présente, associée à des lieux formels, renforce l'idée qu'il y a une frontière entre les habitants et les décideurs.

Nommer à la coordination un visage connu rassure, mais surtout ouvre le dialogue. Cela laisse à penser qu'à un moment les avis des habitants seront pris en compte directement ou par le biais des associations.

Si les coordinateurs de maison ne connaissent pas les besoins ou les envies des usagers, alors il en ressort forcément une fréquentation liée à l'offre, ou à l'inverse un désintéressement. Sans connaître le public on ne peut pas adapter les projets. Pour susciter de l'intérêt, il faut donc avoir une idée des personnes ciblées. L'accessibilité du coordinateur est d'autant plus importante quand les populations sont changeantes. Dans un contexte de restructuration de quartier où des habitants partent et d'autres arrivent il faut réussir à avoir une diversité d'activités qui parle à chacun. Le coordinateur doit veiller à ce que la composition sociale reste variée et ouverte. Et c'est bien tout l'enjeu de ces

"La structure s'ouvre de plus en plus. Mais de plus en plus sur l'extérieur. Le risque c'est que les habitants du quartier ne s'y sentent plus autorisés. L'enjeu est de maintenir un équilibre entre les habitants du quartier et les gens de l'extérieur".

équipements : générer des dynamiques, motiver des habitants, créer du lien social.

Les adultes-relais

Les emplois adultes-relais ont été créés à la suite du comité interministériel à la ville de 1999. Ils correspondent à une contractualisation du secteur associatif non lucratif, dans un but précis d'animation et de proximité durable. Ils permettent la constitution d'équipes de médiation pérennes sur des sites comme ceux des quartiers, où les relations aux habitants se construisent avec le temps. (sig.ville.gouv.fr)

"C'est super positif d'être dans le même bâtiment. Il y a pas mal d'adultes-relais qui sont financés par la ville de Nantes ici. Avec cette mission, on est censé monter des projets pour les habitants. Pour se voir c'est super pratique, on ne pense même plus que c'est par rapport à une demande super précise du contrat, on le fait naturellement"
Badra association Kenja

"Le débat avec Peuple et Culture s'est fait par cette proximité. Si l'association n'avait pas été dans le bâtiment ça ne se serait pas fait"
Moez CSC espace cyber

La ville subventionne des missions adultes-relais. Dans ce cadre, les salariés doivent établir des liens entre eux. Le risque de ce genre de mission est de forcer des personnes à travailler ensemble. Une politique d'animation socioculturelle repose sur des orientations publiques. Pour qu'elle soit viable, il faut qu'à l'échelle locale ces volontés soient adaptées au public. Les projets doivent être compatibles avec la politique pour être subventionnés. Mais à l'inverse, il faut garder une certaine souplesse dans l'interprétation des orientations pour que les projets répondent à de réels besoins.

Si on veut monter des activités conviviales, il faut qu'elles s'accompagnent d'un certain enthousiasme de la part des créateurs. Si les adultes-relais ne se connaissent pas, ou s'ils se croisent uniquement dans des réunions liés à leurs missions, l'enthousiasme risque d'être dur à construire.

Le conseil de maison

Le conseil de maison a lieu quatre fois par an et rassemble les présidents d'associations. Ces réunions doivent formaliser des projets transversaux mais également les observer. Elles sont le temps de la mise en commun des idées naissantes, de la projection des événements, et des bilans. Mais pour que les projets aboutissent et qu'un maximum d'acteurs y prenne part, il faut limiter les concurrences entre entités. Les réunions ont un intérêt grâce à l'envie que les acteurs ont à travailler ensemble. Si les organisateurs ne peuvent pas s'entendre, il y a de fortes chances

que les projets montés s'en ressentent. Il en va de même pour des activités programmées. La force de l'organisation transversale de la maison de quartier c'est sa logique de gestion, pas de programmation. La volonté d'animer justement est une donnée commune aux associations. À partir d'un enjeu commun, les actions sont très diverses: elle vont de l'aide à la personne, à l'animation socioculturelle, en passant par la gestion d'une bibliothèque. Autant de ressources exploitables qui peuvent être intégrées et mises en commun.

La transversalité était utilisée par les institutions pour pallier les concurrences entre les administrations et mener des opérations urbaines dans une optique commune. On s'aperçoit qu'elle est également d'usage à une échelle restreinte. Regrouper des associations pour les pousser à travailler ensemble nécessite une organisation et un point de vue extérieur. La programmation des activités de la maison des Haubans répond donc à une logique de projet d'animation, commun aux intervenants de la maison de quartier.

Le projet a vocation à multiplier les interactions entre les acteurs. La mise en oeuvre des ponts créés dans ce contexte, se joue à plusieurs échelles : Celle de la ville, de la formalisation par les réunions, celle des missions données par la ville aux animateurs, mais aussi celle du quotidien.

LA LOGIQUE DE PROJET À L'ÉCHELLE LOCALE:

La logique de projet à l'échelle du pays s'est constituée sur une base d'expérimentations. Elles ont démontré que l'innovation dans les programmes servait leur cohérence territoriale.

Les énergies présentes sur le quartier n'ont pas attendu l'injonction des services publics à se concerter. Certaines associations ont trouvé des terrains d'entente, personnels ou professionnels, et ont initié la démarche croisée. La maison des Haubans étend le principe au tissu associatif entier. Les liens créés concernent évidemment les associations regroupées dans l'équipement, mais la synergie du lieu attire des partenaires extérieurs.

Une dynamique en place

Dans un contexte où les associations font partie du quartier, on se doute bien qu'elles n'ont pas attendu la maison des Haubans pour faire du lien. La manière dont l'association Espace Lecture s'est créée en est d'ailleurs une illustration. En 1997, la mairie avait subventionné la restauration du CDI du collège, pour y intégrer la bibliothèque associative avec laquelle elle était conventionnée. Au bout de trois ans, la dynamique s'essouffle et la mairie fait donc appel aux associations du quartier pour relancer le projet. À l'époque, ce sont des associations qui disparaîtront plus tard du quartier, comme CAPRIS, ou l'amical laïque, qui reprennent le projet. Porté par cinq, six bénévoles de l'ancienne association locale CAPRIS, l'espace lecture devient une association à part entière. Le milieu associatif évolue avec le quartier et les besoins.

Les acteurs connaissent le quartier, soit parce qu'ils y résident, soit parce qu'ils y travaillent depuis des années. Les animateurs du centre socioculturel rencontré (Sabrina, Amadou, Karim, Moez, et Salvador), sont tous présents sur le site depuis au moins 4 ou 5 ans. Les équipes pérennes permettent une meilleure compréhension du territoire et de ses énergies. Des liens entre associations étaient déjà faits avant la maison des Haubans. Après leur entrée dans la maison, les intervenants de l'espace lecture ont continué des partenariats déjà en place, comme l'action "croque minou" avec l'ACCOORD, l'accueil des femmes du groupe d'ALFA, ou le partenariat avec peuple et culture.

"Nous, les partenariats qu'on a maintenant on les avait avant. On a toujours beaucoup travaillé avec Peuple et Culture, et avec l'ACCOORD aussi."

La salariée de l'espace lecture décrivait des relations amicales avec les salariés de l'association Peuple et Culture avec qui elle mangeait le midi. Ces moments permettent de faire naître des projets, de partager des expériences. Quand des associations partagent leur temps libre, il n'est pas surprenant qu'elles en viennent à faire des projets ensemble. Les liens créés avant la maison des Haubans étaient peut-être affinitaire, mais ils n'étaient pas stériles.

Le projet commun au service d'un public

À l'image de la logique de projet mise en oeuvre dans la politique de la ville, celle de la maison de quartier a vocation de rassembler les associations autour d'un projet commun. Un seul organisme ne peut répondre à tous les besoins. Aussi, en regroup-

pant on permet à chaque association de situer son action dans un ensemble. La maison devient alors un lieu où se côtoient des savoirs et des rapports aux visiteurs différents et pouvant être complémentaires. En travaillant tous les jours côte à côte, les acteurs ont une vision large des compétences générale et peuvent s'associer en vue d'une activité conjointe, ou orienter des personnes vers des organismes plus adaptés.

Les actions menées prennent leurs sens lorsqu'elles sont confrontées au public. Le projet sert cette relation aux usagers de l'équipement. Toutes les associations ont pour but de toucher des gens. Finalement peu importe l'association vers laquelle se tourne l'utilisateur, du moment qu'il trouve satisfaction.

En attribuant des bureaux à des associations qui réalisent leurs activités en dehors, on leur permet de se situer dans le tissu associatif. Aussi on retrouve des associations sportives, comme Danse et Vis ou Bela Futsal, au deuxième étage. En étant présentes, même modérément, dans l'enceinte du bâtiment, elle ont une visibilité pour les autres associations, ou pour les usagers. Ainsi les autres organismes peuvent renvoyer des personnes vers leurs services car elles ont connaissance de leurs activités. À l'inverse, en venant aux bureaux le public touché peut découvrir la maison et les associations qu'elle abrite.

Des ponts peuvent être faits même avec les associations qui partagent de loin le quotidien des autres acteurs de la maison. C'est d'ailleurs le cas avec les deux associations. Bela Futsal et l'ACCOORD profitent d'un partenariat commun. Le centre socio-culturel connaît un public concerné, l'association sait mettre en oeuvre les activités. Chaque partie trouve son compte à travailler ensemble, et à produire des activités de qualités.

L'association Danse et vis, de son côté, anime des activités initiées par la CAF dans le cadre d'un programme appelé "rompre l'isolement dans ma recherche d'emploi". Grâce à des actions du genre les personnes touchées par le chômage de longue durée et l'isolement trouvent un divertissement.

Au-delà du lieu de loisir et de divertissement, la maison des Haubans a un but social. Des associations d'aide à la personne, et la CAF sociale sont présentes dans l'enceinte. Dans un lieu de proximité comme la maison de quartier, l'échange est important. Les visiteurs doivent être orientés vers des organismes qui répondent à leurs attentes. Aussi, lorsqu'ils viennent consulter la

" Parce qu'en fait on a quand même de la chance, on a un gros tissu associatif ici à Malakoff et grosso modo, on s'entend bien avec tout le monde. Et puis nous on fait pas tout donc on a besoin d'eux et on réussi à orienter les gens vers eux, et eux aussi ont besoin de nous. On est dans une relation du donnant donnant, gagnant gagnant." Amadou, animateur ACCOORD 16-25ans

“C’est vrai que le regroupement facilite la donne. Lorsque l’on veut présenter des gens, on peut expliquer plus concrètement en présentant les personnes. Il n’y a pas besoin de prendre une carte ou autre pour indiquer aux visiteurs ou se rendre” Conseiller CAF.

“J’ai eu l’exemple hier, d’une personne dont la question méritait d’être un peu plus poussée. Donc je suis allée voir mon collègue à côté qui était plus apte à répondre à ses besoins. Il était juste à côté donc pas besoin d’envoyer la dame à “perpète”” entretien AHQM

CAF sociale, les conseillers peuvent solliciter des associations pour étendre la prise en charge. Le contact est facilité par le regroupement. Si le conseiller souhaite orienter une personne vers l’ACCOORD, il n’y a que deux étages à descendre et on peut présenter directement les gens. Les visiteurs sont rassurés par cette proximité.

La CAF participe au financement de certaines associations, comme l’ACCOORD. Pouvoir se voir rapidement et dans de bonnes conditions est un atout. La mise en œuvre de projet est abordée avec plus de rapidité car elle ne nécessite plus de déplacement à l’extérieur. Dans le contexte de la CAF, c’est elle qui sollicite les associations pour tel ou tel projet. Les locaux situés au deuxième étage sont isolés du reste de la maison.

Les actions transversales menées concernent les premiers départs en vacances en lien avec l’ACCOORD. Les conseillers aident les familles à la préparation des voyages. Avec des locaux communs, la seule contrainte est celle des agendas de chacun. Mais généralement les relations sont facilitées par les lieux: il n’y a plus de perte de temps dans des déplacements.

Les services proposés gagnent en qualité et en pertinence lorsque les instances travaillent ensemble. Si un organisme ne peut pas répondre aux besoins de quelqu’un, elle peut toujours trouver quelqu’un au sein de la maison qui le fera. Une association seule n’a pas la capacité de satisfaire tout le monde.

L’ouverture sur la ville: une vision de la transversalité

Le quartier de Malakoff a été surmédiatisé pendant toute la durée du GPV. Il est devenu le symbole de l’action de la métropole nantaise pour ses quartiers. Alors quand la maison de quartier est ouverte, elle porte avec elle l’image de la vie sociale associée au renouvellement urbain. Le milieu associatif du quartier est transposé dans une infrastructure résolument tournée vers la ville. En gagnant en visibilité, il a gagné en sollicitations.

C’est autant l’effet GPV que le nouvel équipement qui met en lumière le travail des associations. La jeunesse du quartier qui gravite autour du centre socioculturel, les enjeux politiques qui s’illustrent au travers du bâtiment sont autant de raisons à l’intérêt des partenaires publics.

Les animateurs du centre socioculturel remarquent un changement radical. Ils sont en relation depuis longtemps avec la jeu-

nesse du quartier qui attire les partenaires publics. Les projets se multiplient et les demandes ne s'accordent pas toujours avec les plannings ou le public. La construction d'une programmation appropriée doit se faire en lien avec les utilisateurs des lieux. Les animateurs doivent veiller à ne pas multiplier des projets qui ne touchent pas les gens. Cette nouvelle fonction apparaît avec la maison. Les locaux offrent plus de possibilités, mais pour les saisir il faut programmer justement. Surcharger les plannings de conférences, de partenariats et d'activités risque de peser sur le public autant que de devenir une contrainte pour les associations. Parler du quartier et des diversités, c'est bien, mais en parler sans cesse, c'est réducteur.

La maison des Haubans n'est pas un laboratoire de liens sociaux, c'est avant tout un lieu de vie. Les jeunes aiment pouvoir s'y retrouver pour ne rien faire d'autre que discuter. Finalement, la sociabilité n'a pas besoin d'être toujours représentée, elle se fait aussi quand les gens investissent l'équipement. Pour donner de la force à des projets transversaux, et susciter l'envie des habitants à y participer, il faut en faire des événements. "Ce qui est rare est cher" dit-on. En se raréfiant, les activités croisées gagnent en profondeur et en attrait. Elles deviennent l'occasion de solliciter des personnes hors quartier.

Dans le cadre de certains partenariats, des conférences ont lieu dans la salle de diffusion. C'est le cas de la conférence de Tissé Métisse "J'ai 20 ans, je suis une jeune fille.....Comment je circule dans mon quartier?". Elle posait la question de la place des filles dans les quartiers. Après une présentation d'un travail photographique préparé en amont avec des jeunes femmes de différents quartiers nantais, un débat s'est installé entre les jeunes filles, les animateurs, une sénatrice et une adjointe au maire. Ce genre d'événement permet aux habitants de parler avec des représentants administratifs de leur réalité, et pas de la réalité relayée par les médias ou les "on-dit".

Dans la maison de quartier, il y a une dimension d'animation culturelle. Des expositions photographiques fleurissent soutenues par le photographe Jean-Félix Fayolle. Elles sont le fruit de travail croisé entre des associations extérieures et intérieures à la maison, et des habitants. Elles ouvrent les horizons et les mentalités.

Le projet COUFFKOFF est né du travail de l'association Kouakilariv' et du centre socioculturel du quartier Malakoff. Pendant les

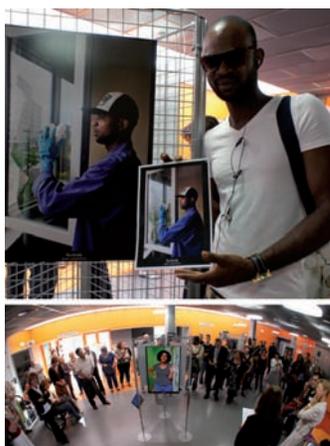
"Moi là j'ai eu une compagnie de production qui m'a appelé en disant: "Voilà on va faire un film sur Malakoff, on sait que Malakoff est un quartier en pleine mutation avec un profil sociologique intéressant". Tout d'un coup Malakoff est devenu une vitrine, comme ça n'avait jamais été le cas" Moez, animateur ACCOORD cyber espace.

"on est sur-sollicité par la ville, le service jeunesse, santé. Ils veulent faire, ils viennent à Malakoff avec un projet clef en main et voilà c'est à vous d'être bienfaisant. On est un peu pourvoyeur de familles de jeunes et ça, ça me dérange. Quand on traite de la question populaire, on aimerait partir de la base et pas l'inverse." Karim, animateur ACCOORD 12-15 ans

vacances de Pâques 2011, des jeunes du quartier et de Couffé (une commune de Loire Atlantique) se sont rencontrés pour une initiation à la photographie. Chaque groupe devait redécouvrir son environnement au travers de l'objectif, avant de les présenter à l'autre lors des rencontres. À Nantes c'est l'occasion d'une visite au musée des beaux-arts, et à Couffé, pour les jeunes c'est la campagne qui est découverte. Les photos de cet échange sont exposées à Couffé et à la maison des Haubans. Elles montrent le quartier sous un jour nouveau. Les photos montrent le savoir-faire qu'ils ont acquis et mettent en avant le talent des jeunes, leurs regards singuliers.

L'association Kouakilariv porte également d'autres projets interculturels. L'action "du Tiékar al Barrio" met en relation un quartier mexicain et le quartier de Malakoff au travers de la photographie. Cette exposition ouvre les horizons d'un échange franco-mexicain entre les jeunes à venir.

La mobilisation des talents du quartier s'illustre lors d'une autre exposition, en septembre 2011 avec « Nous aussi on a du talent à Malakoff! ». Cette fois le projet est motivé par la responsable de la maison de l'emploi de Malakoff, dans le but de valoriser le travail des jeunes de façon artistique.



Exposition «Nous aussi on a du talent à Malakoff»
© J-F Fayolle

Ces projets photographiques valorisent le quotidien des habitants de quartier qui a tant posé question. La constance dans l'investissement du photographe J-F. Fayolle démontre son implication. On avait vu que la sollicitation accrue de l'extérieur pouvait poser question. Lorsqu'un acteur extérieur à la maison s'implique ou participe au projet global, il ne profite pas des dynamiques en place, mais il les nourrit. Dans ce contexte de projet croisé le but de mettre en action les habitants est atteint. La participation des jeunes à des activités autres que sportives permet la diversification des activités, mais aussi l'innovation.



© Oumalat, Couffkoff



© Laura, Couffkoff



© Tiékar al Barrio



ECOLE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
TRAVAIL SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ADAPTER LES ORIENTATIONS PUBLIQUES

CONSTRUIRE UN ESPACE DE VIE

L'une des ambitions phares des politiques de la ville est la lutte contre l'exclusion. Dans une société où le citoyen se définit par son appartenance à un groupe social lié à l'emploi, on peut penser que l'exclusion naît d'un sentiment de non appartenance à une catégorie sociale. C'est dans un but d'intégration citoyenne que la démarche locale de proximité s'est ajoutée aux projets de désenclavement urbain.

Le projet de la maison de quartier affichait clairement une ambition de "garant de cohésion sociale".

On pourrait croire que ce genre d'ambition repose sur le bon vouloir des animateurs et des acteurs associatifs. Mais en regroupant les associations dans un lieu de vie où se croisent en permanence les usagers la ville offre un contexte propice aux interactions.

Les associations travaillent en valorisant les dynamismes du quartier la ville. Reconnaître les gens, les saluer, sert une première étape vers la participation du public. On instaure une atmosphère qui met à l'aise et qui "fait plaisir".

L'accueil

En arrivant dans une infrastructure de la taille de la maison des haubans, la présence d'un agent d'accueil est logique. Le hall

"Offrir aux habitants un lieu de rencontres [...], vecteur d'intégration, d'entraide et de convivialité au sein du quartier" Dossier de presse La maison des Haubans, 7 avril 2012, nantesmetropole.fr

*“Tous les usagers de manière général se sentent concernés.”
Amadou, animateur ACCOORD
16-25 ans*

d'environ 100 m² dessert les 2.200m² du bâtiment, répartis sur trois niveaux. Le visiteur qui vient pour la première fois, et qui n'a pas ses repères dans les lieux, est plus à l'aise s'il est orienté dès l'arrivée. Mais au-delà de l'aspect pratique, c'est tout le corps associatif qui donne de l'importance à l'accueil.

*“Ils viennent jusque là pour me demander ou est la CAF ou je ne sais quoi. Du coup je fais le chemin à l'envers avec eux.”
Amadou, animateur ACCOORD
16-25 ans*

Les associations présentes ont toutes en commun d'avoir eu l'habitude d'accueillir elle-même le public. En poussant la porte d'un appartement, d'un local en bas de tour, ou d'un espace occupé par un seul organisme, le visiteur se trouvait directement en contact avec les animateurs. La question de l'orientation ne se posait pas, on trouvait immédiatement ce pour quoi l'on venait. Dans la maison de quartier, c'est différent. Le premier contact humain, c'est l'agent d'accueil. Le visiteur n'est pas en relation directe avec les organismes qu'il cherche.

Même si cela n'a l'air de rien l'orientation dans le bâtiment peut vite compliquer la visite. Si on est conseillé depuis le hall, il n'est pas dit que l'on trouve du premier coup ce que l'on est venu chercher. Badra de l'association Kenja, dont le bureau est au fond du couloir des associations, se voit renseigner des visiteurs perdus qui, par exemple, cherchent la CAF (de l'autre côté du couloir). Les acteurs associatifs se sentent concernés par cette question d'accueil et d'aide.

“Le bâtiment est quand même costaud alors si on indique depuis l'accueil et qu'il n'y a personne sur le chemin tu vas ou? Donc oui, il y a un gros travail là-dessus. Sans penser qu'il y a des gens qui ne savent pas lire. Ils ne comprennent pas quoi: “Tu verras c'est écrit CAF”.

Concernant les associations du deuxième étage, par exemple, il faut être renseigné pour se permettre d'y aller. On accède aux étages par l'ascenseur, ou par les escaliers coupe-feu, isolés du hall par une porte vitrée (norme équipement recevant du public oblige). Le fait d'ouvrir des portes, de monter dans les étages d'un lieu que l'on ne connaît pas peut être déroutant.

Lors de ma seconde visite à la maison, j'avais un entretien avec une association. En arrivant sur le palier, la porte coupe-feu était fermée. Je me suis alors demandée si lors de ma première visite je n'étais pas entrée dans une partie privée. Même en étant déjà venue, je me suis posée la question. Si le visiteur n'est pas à l'aise avec les locaux, ne fait pas attention aux indications, ou simplement ne sait pas les lire, il est important qu'il puisse être orienté par d'autres acteurs de la maison que l'agent d'accueil dans le hall. Comme les usagers sont communs aux associations, elles ont tout intérêt à être disponibles.

La volonté d'accueillir les gens est visible. Et par accueillir, il est sous-entendu recevoir, pas être présent. Lors de ma première

visite, j'avais eu l'impression que tout le monde se connaissait. Après ma deuxième visite, au "bonjour" cordial s'était accompagné un rapide échange avec Olivier, l'agent d'accueil présent, sur l'avancé de mes entretiens. Je me suis rendue compte que ce n'est pas tant que tout le monde se connaissait, mais plutôt que l'on attache de l'importance à reconnaître les gens et à les mettre à l'aise. On peut alors s'interroger sur la nécessité d'un accueil prévenant.

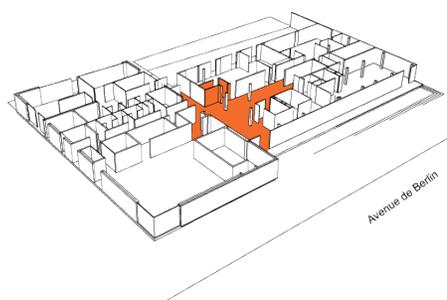
En effet, l'accueil et l'attention portée aux visiteurs et aux usagers n'est pas anodin. Une maison de quartier est avant tout un lieu de loisir. Si les activités proposées ont pour vocation de créer du lien social, il n'en reste pas moins que les ateliers proposés restent avant tout des divertissements. Les usagers ne sont pas réunis dans une salle avec comme obligation de se parler. La maison de quartier dépend de ses visiteurs. Ce n'est pas une administration, personne n'est forcé de s'y rendre. Alors si l'on veut que des liens se forment, il faut qu'ils se fassent naturellement, que les usagers aient envie de venir. L'envie est suscitée par des activités adaptées, mais l'envie de revenir tient plus à la convivialité et à l'atmosphère ambiante.

Dans le contexte du quartier d'habitat social qui change, le public se veut divers. La maison touche des gens plus ou moins habitués aux infrastructures. Aussi pousser la porte d'un gros équipement, demander à être orienté peut être un effort. Le bâtiment est grand, l'approche n'est pas la même qu'avec un appartement. Il ressemble déjà plus à un bâtiment public et à des démarches administratives pouvant être laborieuses (Yasmine Siblot).

Le hall est un lieu de passage où les gens discutent, boivent des cafés se saluent. Le visiteur peut donc vite ne pas se sentir à sa place dans cet espace où il ne connaît personne. Apporter un soin particulier à l'accueil, c'est rendre accessible l'équipement. Cela permet d'établir un premier contact, et de rendre compte de la proximité. La maison de quartier dans la théorie est un lieu anti-exclusion. Faire attention aux visiteurs, c'est prévenir les appréhensions. Si l'on veut que les gens reviennent et participent, il faut qu'ils se sentent à l'aise.

"Si on ne se sent pas accueilli, on ne revient pas, on ne veut pas aller plus loin." Coordinatrice

"Une maison de quartier, c'est tout public, il faut que ce soit ouvert aussi à des gens plus fragiles. S'ils font l'effort de venir et qu'ils sont mal reçus, il ne reviendront plus jamais. Ça les confortent dans l'idée que ça n'est pas fait pour eux. Donc c'est très important." Coordinatrice
"Il y a des gens pour qui ça ne va pas de soi de venir dans ce genre de lieux"



"Je pense que ça peut rapprocher les associations. Et je pense que l'on peut peut-être travailler un peu plus ensemble" entretien AHQM

"L'animation est faite d'expériences. Si on se plante, on va chercher pourquoi." entretien Salvador par Nicolas Le-Beulze.

"Il y a des choses qui se passent quand même ici, il y a des choses qui se passent dans le couloir, ou quand on déjeune ensemble" peuple et culture.

"Humainement c'est formidable, on se connaît tous, on connaît les savoir-faire des uns et des autres" Badra, Kenja.

Le quotidien productif

La maison des Haubans correspond à une généralisation, et une formalisation des partenariats associatifs passés. Il y a comme une idée de ralliement des forces. Si les associations s'accordent à mettre en oeuvre un projet commun, alors son rayonnement devrait être plus important. La mise en commun des compétences est porteuse d'innovation. L'organisation politique par des réunions-bilans et par un coordinateur à la tête de la maison de quartier n'est utile que si, d'une autre manière, les acteurs parviennent à s'accorder.

Le quotidien a un rôle capital à jouer dans les interactions recherchées. En regroupant les associations dans la même infrastructure, on fait jouer les habitudes qui se construisent et qui sont liées aux autres utilisateurs. Lorsqu'elles étaient dispersées dans des appartements, les associations n'avaient pas le même rapport. Même si nous avons vu que certaines d'entre elles avaient déjà la volonté de travailler avec les autres, cela répondait plus à une logique affinitaire, ou d'intérêts mutuels. Partager un espace permet de rapprocher des acteurs sans qu'ils y soient forcés. Ou disons plutôt: cet espace mutualisé favorise naturellement les liens entre les acteurs.

Le temps de la réunion n'est pas tant un moment de création qu'un moment de formalisation.

Les envies et les idées naissent de débats, et se complètent des ressources environnantes. Si un acteur a une idée de projet, le fait de côtoyer tous les jours autant de monde lui permet, d'une part de parler facilement de cette idée, et également de voir qui pourrait être intéressé. Le débat autour d'un café n'a pas la même couleur que celui autour d'une table de réunion.

Les relations du quotidien invitent à une certaine créativité. Les acteurs ne doivent pas formaliser leurs idées, dans le seul but de les présenter. Elles en parlent, simplement, et s'il y a un écho alors éventuellement l'idée sera poussée. Ce quotidien laisse place à la spontanéité. S'il n'y a pas de complexe à parler d'envies, il en ressort forcément des actions possibles, ou du moins des débats.

Le regroupement des acteurs associatifs, ou des animateurs socioculturels fait également jouer les expériences. Au moment où les projets s'esquissent, ils sont entourés d'acteurs aux parcours variés. Ainsi, certains animateurs seront plus capables d'apporter leur aide pour la réalisation de projets pour des jeunes, ou

des enfants. Les activités qui n'ont pas fonctionné par le passé peuvent prévenir également des projets non adaptés.

L'entraide, un moteur d'entente

Le quotidien partagé facilite le lien entre les associations parce qu'il le rend rapide. Les déplacements sont limités à l'espace de la maison. Les acteurs se lient au fil des habitudes et du temps. Si les associations déplorent la perte de l'intimité des appartements, ils ne regrettent pas le nouvel esprit convivial qu'ils ont trouvé dans la maison.

Une fois l'équipement bâti, le cadre posé, ce sont les usagers qui lui donnent sa "couleur". Les personnes présentent tous les jours ont un rôle important à jouer dans la construction d'un espace convivial. Les visiteurs arrivent dans une infrastructure où une bonne ambiance est déjà présente. Cette ambiance influence forcément les comportements. Si l'on est accueilli et que l'on sent l'équipe soudée, cela d'un côté rassure, et d'un autre tempère. Le rapport humain que la convivialité induit est la proximité. On a plus de facilité à parler à une équipe sympathique et liée qu'à des gens qui ne s'entendent pas.

On peut se demander à quoi tient cette atmosphère. Les associations l'ont-elle trouvée, ou la construisent-elles au quotidien?

Le partage de l'espace engendre le partage de moments de vie. Le café, par exemple, est un moment de partage pour les habitants. Si Badra, de l'association Kenja, mettait en oeuvre si facilement sa mission adulte-relais dans la maison, c'est parce qu'elle peut partager des moments de pauses, hors travail, avec les autres. Les ponts que font les associations (décrits plus haut) dépendent largement de ces instants, où le travail est mis à distance au profit de relations du quotidien.

En arrivant le matin, les gens peuvent s'arrêter dans le hall, discuter, et prendre un café. Ce temps, s'il a été pris au départ, s'est transformé en habitude. Des habitudes qui soudent. Dans un équipement voué ouvert, la bonne ambiance est capitale dans la représentation que s'en fait le public.

Les associations l'ont bien compris et font jouer l'espace comme fédérateur d'intimité. Le hall devient la pause-café, le perron, qui fait face à l'avenue de Berlin, devient la pause cigarette, et la salle réunion du deuxième étage, la salle de repas. En partageant des lieux, les animateurs partagent un temps de vie qui

"C'est sympa, avec le petit bar et tout, des fois on arrive, il y a les collègues de l'ACCOORD qui ont fait le café ou amené les croissants perso. Donc on arrive et c'est petite pause." Badra, association Kenja

“On avait appelé ça: “ça mijote au deuxième” ou quelque chose comme ça. Alors ça crée vraiment des liens, c’est vraiment vraiment sympa” Kenja

“On a aussi une grosse équipe donc on essaye d’être solidaire. C’est-à-dire que moi si j’ai rien à faire, et bien faut voir si, par exemple, il y a un collègue qui je ne sais pas, est absent, ou est malade, je vais aller le remplacer.” Amadou, animateur ACCOORD, 16-25ans

“On se rend des services mutuellement. Nous on a une imprimante et une capacité de 9 postes donc c’est vrai qu’il y a des fois où on nous demande pour sortir un document, ou pour scanner.” Moez, ACCOORD cyber-espace

les soude. Les relations qui se construisent n’en sont que plus courtoises, et font ressentir l’appartenance à une équipe élargie. Demander de l’aide, un service, dans un contexte où tout le monde se connaît n’est plus compliqué.

Comme les acteurs sont tous réunis dans un même bâtiment, le temps passé ensemble sert de bonnes relations de travail. Au-delà du débat d’idées et des comparaisons d’expériences, c’est toute une vie qui se crée. Les acteurs du lieu construisent ces relations, en partageant leur temps libre, et leurs pauses. Le jeudi midi, par exemple les salariés des associations qui partagent le couloir du deuxième étage se retrouvent pour déjeuner.

Ils vivent tous des situations similaires. Ils partagent le même espace, et en perçoivent les limites de la même manière. Ils ont un public similaire. Autant de critères qui favorisent le rapprochement.

Les relations évoluent peu à peu dans un système d’entraide. En se mettant en partie à disposition de leurs collègues, les acteurs de la maison renforcent les liens qu’ils créent autour d’un café. Elle permet de savoir qu’il existe une marge de manœuvre possible, que les animateurs peuvent trouver du soutien auprès des autres.

Avec un lieu et un projet communs qui oriente les activités, les associations n’isolent pas leurs actions, elles les situent dans un tout. L’entraide qui se crée profite tant au projet, qu’à ceux qui le mettent en oeuvre.

On trouve des “coups de main” techniques, prêt de matériel informatique, scanners, imprimantes, comme avec l’ACCOORD. L’entraide reflète la solidarité développée, et il en émane une convivialité certaine. On est toujours plus à même de partager du temps avec des gens qui nous soutiennent.

Ce qui est saisissant lorsqu’on observe le hall de la maison des Haubans c’est l’attention que les gens portent à saluer les autres. Dans un lieu fréquenté régulièrement par les mêmes personnes, ce n’est pas surprenant pourrait-on dire. Mais on l’a vu avec l’accueil, de vraies habitudes de courtoisie ont été prises.

Pas de *monsieur madame*.

LA CONVIVIALITÉ COMME POLITIQUE SOCIALE

Un esprit de bonne entente s'est construit au sein de l'équipement. L'attention portée aux autres s'est transformée en convivialité. Les relations cordiales des associations entre elles se sont étendues aux relations avec le public. La nouvelle maison a institutionnalisé les associations en les rendant visibles et formelles. La question de l'intimité ne se posait pas lorsque le public se rendait dans des appartements. Les associations pouvaient être leurs voisins.

En intégrant la maison, une distance s'est créée. La différence c'est, qu'à présent, le milieu associatif n'est plus fondu dans le quartier. Il n'a plus vocation à se tourner, uniquement, vers ses habitants. Dans le contexte du GPV et de la recherche de mixité sociale, il a retrouvé une place centrale au vu d'un quartier aux frontières élargies, et est devenu extrêmement visible. Mais le nouveau périmètre du quartier n'a de réalité que sur les cartes de l'ANRU. Si les habitants ont bien conscience que le quartier s'ouvre, ils n'ont pas pour autant reconsidéré le périmètre du quartier. Aussi lorsque la centralité a été adaptée, on entend souvent dire que la maison des Haubans et le futur centre commercial sont "désaxés". Dans ce contexte, pour que les gens viennent et reviennent, des projets porteurs de sociabilité ont été développés. Un suivi des activités est fait pour veiller à leur pertinence. Porter attention aux usagers et les questionner permet une programmation adaptée qui répond aux besoins.

Des projets qui rapprochent

La maison des haubans, au moment des entretiens, n'était ouverte que depuis un an, mais déjà se profilait un intérêt pour ces bonnes relations. La convivialité devient un réel enjeu, tant dans la maison en elle-même que dans les projets qui sont mis en œuvre. Les projets qui rythment la vie de la maison sont travaillés en parallèle des activités de chacun. Ils sont le terrain de la transversalité. Ils peuvent être relevés de l'initiative d'une association, comme les repas ACCOORD, ou les expositions dans le hall, ou d'une action commune, comme la fête des voisins, ou la fête du pont.

Certains projets établis font naître la convivialité par essence. Les petits-déjeuners et les déjeuners de l'ACCOORD sont un temps

“Déjà on a un vrai petit-déjeuner pas cher du tout, et complet. Et là on croise les habitants du quartier, les assos. Du coup on se tient au courant, et on tient les habitants au courant.” Badra, animatrice Kenja



© Plaquette Maison des Haubans



© Source personnelle

“Le mois dernier, je n’avais pas pu venir. Hier, j’étais malade, mais ce matin je me suis dit qu’il fallait que j’aille au restaurant (cf: repas ACCOORD) ce mois-ci.” une habitante du quartier à la sortie du repas.

“On a un atelier après nous ; du coup les participants viennent avant pour prendre le petit-déj avec nous. C’est un moment hy-con convivial.” Badra, association Kenja

fort de la vie de la maison. Même si ces repas sont proposés par le centre socioculturel, ils deviennent des temps forts.

Autour de l’organisme gravite un public varié qui intéresse les associations. La réunion des intervenants de la maison et du public, autour de repas, facilite le lien social. Le partage gomme les mécanismes hiérarchiques, les rapports animateurs-animés.

Les petits-déjeuners sont des moments d’échanges privilégiés entre les associations et leurs usagers. Ils permettent la mise en avant des savoir-faire de chacun par le dialogue, dans un cadre chaleureux. Ce moment permet aux associations de faire connaître les activités qu’ils proposent.

Les déjeuners sont servis dans le hall, une fois par mois. Ils sont organisés par l’ACCOORD mais ce sont les habitants qui les réalisent, trois personnes sont chargées du plat, de l’entrée, ou du dessert. Tous les animateurs s’y retrouvent entourés d’une soixantaine d’habitants dont la moyenne d’âge va de 50 à 60 ans. La participation des habitants à l’élaboration des repas permet leur intégration et leur fidélisation. Les gens se connaissent et viennent avant tout pour partager un moment agréable ensemble. Les animateurs et les habitants servent à tour de rôle. À la fin du repas, tout le monde aide à la vaisselle et au rangement. Ce moment est un parfait exemple de ce que doit être la convivialité dans ce lieu. “On ne reste pas toute seule dans son coin au repas de l’ACCOORD”, m’avaient dit des dames en m’invitant à leur table. Je m’étais installée sur une table vide comme je ne connaissais personne, finalement je n’ai pas eu le temps de me sentir gênée puisque directement on m’a invitée à rejoindre des habitantes du quartier et de l’île Beaulieu.

À ma table, les dames d’une soixantaine d’année avaient participé au plat de résistance.

Au travers de la cuisine ce sont les savoir-faire et les cultures des habitants qui sont mises en avant. Les repas sont l’occasion de partager des recettes mais aussi des souvenirs auquel renvoient ces plats. Aussi, au cours du repas et des conversations, des photos qu’elles me montraient de leurs familles ou de leur passé, j’ai appris très rapidement à les connaître. J’ai pu mesurer les effets de ces activités. Elles rythment la vie des gens qui y assistent. Ce moment est important pour des habitants retraités qui peuvent être isolés.

D’une activité à une autre, il n’y a qu’un pas. L’intérêt pour la maison et une envie de la fréquenter autrement naissent grâce aux petits-déjeuners ou aux déjeuners. Les dames qui m’ont accueillie à leur table connaissaient les autres personnes par le

repas ou par le cyber-espace où des cours informatiques sont dispensés. En venant aux repas, les habitants trouvent une activité qui leur convient et en s'y sentant bien, elles ont tendance à vouloir y revenir pour d'autres occasions.

Les fêtes organisées pour des occasions spéciales fédèrent les associations et les habitants. Elles sont des temps forts de la vie de quartier où les gens se rencontrent et s'amuse ensemble.

"La fête du pont" a eu lieu l'été suivant l'inauguration de la maison. Elle a permis à la maison de quartier de s'inscrire dans un événement qui rayonnait sur l'agglomération. Le pont relie Malakoff et Beaulieu. La fête a donc rapproché les deux rives si bien qu'à présent les habitants de Beaulieu participent à certaines activités de la maison, comme les repas de l'AHQM, ou profitent de la ludothèque.

La fête des voisins a été un événement qui s'est construit sur deux mois. Elle a été organisée avec une véritable volonté de rassemblement. "Fédérer les énergies" autour de temps forts, comme celui des fêtes, lient les habitants à leur cadre de vie. Le quartier m'a été décrit par tous les animateurs comme un vrai village. L'une des habitantes que j'ai rencontrée au repas, ou les jeunes soutiennent également ce sentiment.

L'exclusion, que questionnent tant les politiques de la ville, est très liée avec le manque de mobilité résidentiel des habitants. Mais quand on se rend à la maison des Haubans et que l'on perçoit tout ce qui est mis en œuvre pour une journée, on se dit que l'esprit de village n'a pas que des points négatifs.

Les habitants utilisent les équipements à disposition, et participent aux temps forts de leur vie de quartier. Ce phénomène n'est pas observable partout en ville. La fête des voisins à Bouffay passe d'ailleurs inaperçue. À Malakoff, les gens sont invités à sortir de chez eux. La journée commençait à midi avec un pique-nique, couscous offert, l'après midi des activités étaient programmées, et le soir après le spectacle de la compagnie Kromozom, une buvette accompagnait la soirée "camping".

Il y a un réel investissement à faire que les habitants se croisent et passent du temps ensemble. C'est un moment de plus dans la vie d'un quartier. Les associations croisent le public qui ne vient pas forcément à la maison des Haubans. En définitive, sortir des murs permet de faire connaître le lieu. En 2009, la fête de quartier avait été l'occasion pour Kenja de montrer les créations lors d'un défilé.



© Blog socioculturel ACCOORD

"Sur les accueils petite enfance non scolarisée, on a tout le public de Beaulieu avec l'ouverture du pont juste en face. Donc aujourd'hui on a moitié Malakoff moitié Beaulieu." Sabrina, ludothécaire ACCOORD.

"Quand il y a eu l'ouverture du pont Malakoff et Beaulieu on a fait une fête. On a appris à connaître les gens et avec le temps, il y a des gens qu'on invite systématiquement quand on fait des soirées. Et eux font pareil" entretien avec l'association AHQM

"Les projets communs émergent sur des gros temps forts telle que la fête de quartier. On travaille sur la façon de faire une journée conviviale, où toutes les associations ont leur place, et peuvent travailler en partenariat avec les habitants." Karim animateur ACCOORD 12-15ans. "J'aurais passé un an à Malakoff très festif! Vachement sympa!"

“Ce genre de structure (cf. maison de quartier) doit aller vers des populations hétéroclites. Je ne vais pas être dans un discours de cultureux et dire “Allez on-y met la culture avec un grand C”. On cherche à avoir une programmation culturelle de qualité accessible à tous” (entretien coordinatrice de maison)



© Blog ACCOORD

“Ce sont des activités qui sont construites tout au long de l’année avec les jeunes, on les réunit, on voit ce qu’ils ont envie de faire. On joue la transparence; on a un budget, un fonctionnement, nous on met les freins financiers, puis on vote un programme.” Karim, animateur ACCOORD 12,15 ans

Les activités croisées ont un espace de visibilité: le hall. Les expositions de projets photographiques comme l’exposition Couffkoff ou « Nous aussi, on a du talent à Malakoff! » que nous avons vues précédemment, occupent l’espace d’une manière particulière. Elles sont l’occasion de discussions entre les visiteurs et les animateurs sur place. Elles permettent également de donner de la visibilité au travail effectué, et aux associations. Le hall est un endroit de passage où se croisent des gens aux besoins différents. Certains viennent voir des associations, participer à des activités, et d’autres vont à la CAF ou à la mairie annexe. L’introduction d’expositions permet aux personnes de se poser un peu et de découvrir autre chose. Le hall n’a pas vocation à devenir une galerie d’art. La ville de Nantes offre de la culture avec un grand C dans de nombreux lieux. La culture qui est proposée à la maison des Haubans, c’est la culture du quotidien, celle qui cultive la diversité et qui la sublime.

La démarche participative

Les équipes de la maison des Haubans ont développé des sortes de démocraties participatives pour faire vivre les activités. De différentes façons, elles participent à l’implication des habitants, et à la programmation adaptée. Il ne faut pas perdre de vue qu’à la base une bonne partie des associations émane du quartier : L’espace lecture s’est créé pour le CDI du collège, et a été porté par des habitants. L’association AHQM est créée par un habitant en 1988 pour être un intermédiaire avec le bailleur social. L’exemple de l’association Bela Futsal est également représentatif. L’association sportive est créée en 2006 pour permettre la découverte du Futsal (football en gymnase). Le football est un sport qui touche très largement les jeunes mais sa pratique est contrainte par le besoin d’espace adapté (stade, terrain de foot). Des jeunes du quartier prennent le parti d’utiliser les équipements à disposition et d’adapter leur pratique sportive. L’enthousiasme est à la hauteur des résultats. Très vite l’association sportive est fréquentée, et ouvre même une section compétition et une section féminine.

Les animateurs de l’ACCOORD sont eux à l’écoute des jeunes. Sans rapport aux “quartiers”, les adolescents constituent généralement un public difficile à satisfaire. Une activité qui fonctionne une année ne fonctionnera peut-être plus la suivante. Il y a un grand besoin d’écoute et de renseignements de la part des

animateurs. Karim, l'animateur des 12-15 ans, joue la transparence en constituant les activités avec les jeunes dans l'esprit de la démocratie participative.

Un autre animateur, Salvador, aide les jeunes à monter des petits projets, en parlant avec eux de ce qui peut se faire, et en cherchant les financements. Les animateurs sont là pour soutenir des jeunes dans des démarches qui les poussent à partir en vacances ou à faire autre chose. À partir du moment où un groupe de jeunes parvient à faire naître un projet, l'information ne fait qu'un tour et l'envie est grandissante auprès des autres. L'implication des jeunes naît à partir de l'instant où ils perçoivent ce que ça peut leur apporter. L'animateur change de rôle et devient alors conseiller. Il pousse les jeunes à s'activer pour modifier leur quotidien. Aussi lorsque des projets personnels sont montés, les jeunes vont les défendre, seuls, au siège de l'ACCOORD qui détermine si le projet est suffisamment viable pour être subventionné. Les jeunes ne sont pas assistés dans cette démarche, ils réalisent leurs projets en s'appuyant sur les conseils donnés.

“Quand il y a des jeunes qui s'organisent, et partent en vacances, ça fait le tour de la cité. «Ouais pourquoi pas nous euh». Ben je vous l'avais dit, mais vous ne bougez pas. Voilà ce qu'il faut faire et on les reçoit. Même ceux qui tenaient les murs, ils sont venus nous voir, ils ont monté un projet avec nous, ici, dans le bureau, on l'a construit ensemble et ils sont partis” Salvador, animateur jeune ACCOORD

Les exemples de participation sont nombreux. Dans l'association AHQM, ils se traduisent de deux façons. La première par le questionnement des usagers. Aussi trouve-t-on sur leur site internet (qui n'est pas mis à jour depuis 2009), un questionnaire en ligne pour l'orientation des activités du secteur Détente/Sport/Loisir. Le vrai exemple de démarche participative pour cette association c'est le Malakocktail. C'est un journal de quartier, pour ses habitants, par ses habitants.

Il a été initié par la ville en 1992 par la ville de Nantes pour rapprocher les habitants de Malakoff et surtout leur donner l'envie et la possibilité de s'exprimer” (édito n°0). Depuis plus de cent cinquante personnes se sont investies pour faire vivre le magazine. Il informe des nouveautés du quartier et, depuis le GPV, du quartier élargi, des temps forts à venir, de l'action associative. Par le biais du journal, les habitants se rencontrent et rencontrent de nouveaux venus, comme un jeune homme installé à la fin 2011, en collocation dans une des tours. Le journal du quartier met en avant les qualités de photographe, d'écriture, de mise en page ou de dessinateur de ceux qui y participent. L'aspect du magazine est soigné et professionnel.

Certaines autres associations sont soutenues par des bénévoles.

“Il y a une sorte de parrainage un peu comme le compagnonnage. Si vous voulez les anciens apprennent aux nouveaux et petit à petit les nouveaux prennent en main certaines activités. Les fabrications de jeux en bois sont maintenant animés par des bénévoles qui venaient avant comme consommateurs parce qu'ils aimaient bien bricoler” association peuple et culture.

“Le fait de changer d'espace, ça a renforcé l'équipe de bénévoles. Ce qui est important parce qu'on est pas assez de salariés pour tout gérer” espace lecture

C'est le cas de peuple et culture, dont certaines activités sont réalisables grâce à l'implication des bénévoles, comme la formation à la direction associative ou à la gestion financière. Pour l'atelier de fabrication des jeux en bois certains usagers sont devenus des animateurs bénévoles. En trouvant un intérêt dans une activité, les usagers peuvent s'investir dans l'association et devenir bénévole.

Pour l'association de l'espace lecture, l'arrivée dans de nouveaux locaux a amené de nouveaux bénévoles. Là encore, les bénévoles étaient avant des utilisatrices de l'association, mais par la bibliothèque de rue. En changeant de local, et en trouvant un espace plus grand à réaménager, les utilisatrices ont senti qu'elles devaient aider. Le temps passé ensemble à informatiser des livres les a rapproché des salariés de l'association et les a poussé à s'investir durablement.

En associant les usagers à la construction des projets, ou à la mise en oeuvre des activités, on fidélise le public. À partir des orientations globales données, la programmation est adaptée aux habitants puisqu'elle est renseignée. L'équipe de la maison des Haubans constitue donc pas à pas une politique sociale ou les principaux concernés trouvent leur place. Les logiques d'animateurs et d'animés sont remplacées par des échanges concrets. Les activités qui correspondent au public sont suivies. Le rapprochement des associations et de leur public permet la création d'activités appropriées, et la fidélisation.

La confiance comme outil de proximité

La proximité, celle qui instaure de vrais liens sociaux, passe par la confiance. La démarche de proximité ne dépend pas des textes de lois ou des orientations publiques, elle dépend de la volonté des intervenants. Yasmine Siblot, dans sa description de la modernisation des services publics, interrogeait sévèrement cette notion. Que sous-entend-t-elle: une présence accrue de guichets qui donne l'impression qu'on fait jouer les relations humaines, le partenariat avec des associations comme écran à une confrontation directe? La proximité développée par la modernisation des services publics relèverait plus d'une démarche commerciale où le social servirait le rendement. Toutes ces descriptions n'ont rien à voir avec l'idéal de proximité, celui qui permet

les liens sociaux. Lorsqu'on sort quelques minutes discuter avec des animateurs sur le perron de la maison, on se rend compte que les jeunes leur font confiance. Ils viennent leur parler, les questionner. Les animateurs sont plus que des intermédiaires, ils conseillent, ils sont pris au sérieux. L'accompagnement ce n'est pas l'assistanat. En instaurant une relation de confiance, les animateurs peuvent conseiller et être entendu.

Dans la réalité, les animations sont suivies parce que les gens y trouvent un intérêt. Il peut être culturel, sportif, artistique ou social. Dans tous les cas, les conditions de réussite d'un projet dépendent de la perception de l'utilisateur. Un projet adapté ne se suffit pas à lui-même. Il est porté par une équipe. Si le public est mal à l'aise, ou s'il ressent une distance avec les animateurs, il ne reviendra pas.

On peut prendre l'exemple de l'antenne de la mission locale de Malakoff. L'animateur des 16-25 ans de l'ACCOORD, Amadou, se voit parfois y accompagner des jeunes. La mission locale n'est pas inadaptée aux besoins, mais les conseillers n'entretiennent pas les mêmes relations avec les jeunes que l'animateur. Il n'ont pas instauré une relation de confiance qui est rassurante. Les animateurs connaissent les rouages institutionnels, ils savent en quoi consiste la recherche d'emploi. Leur intervention est basée sur le conseil: pour faire un CV, pour se présenter... Ils ne font pas les choses à la place des gens, ils les aident. Pour que ces relations portent leurs fruits, que les animateurs soient écoutés, il y a un réel besoin de confiance. On écoute difficilement les remarques de quelqu'un qui ne nous touchent pas. Le but n'est pas l'affrontement. En constituant des équipes pérennes, les animateurs suivent les jeunes et construisent des relations privilégiées. Dans un quartier qui est considéré par ses habitants comme un "village", il faut du temps aux gens pour s'acclimater à une nouvelle personne. On ne laisse pas si facilement un étranger entrer dans notre intimité et le laisser nous donner des conseils. Le temps que les animateurs passent à s'intégrer auprès du public ressemble à une mise à l'épreuve. Le côté positif qui en ressort c'est que les équipes constituées sont motivées. Quand on met huit mois pour réussir à se faire entendre des jeunes, cela démontre non seulement un engagement fort mais aussi une envie réelle.

"Je l'ai dans le sang ce métier. Mais ça a été dur au début, pour me faire accepter au niveau des jeunes, en tout ça a mis 6 à 8 mois." Salvador, animateur jeunesse ACCOORD

"On est en lien avec la mission locale aussi. Il y a plein de jeunes qui dépendent de leurs services. Mais bon il n'ont pas l'affinité, enfin pas la même affinité que nous, donc des fois on est un peu obligé de les prendre par la main" Amadou, animateur ACCOORD 16-25 ans

“J’aide pour le CV, les lettres de motivation, aussi des aides pour des lettres aux services publics. Ce qu’on peut faire, c’est essayer de les aider, après on essaye de les accueillir, de les conseiller, de les former un peu.” Amadou, animateur ACCOORD 16-25 ans

La confiance et la connaissance du public par les animateurs leurs permettent de faire plus de choses. Les animateurs jeunesse du centre socioculturel constatent que le travail de l’équipe participe au changement des mentalités. L’installation durable des animateurs tisse des liens avec les familles qui leur permettent une plus grande liberté d’action. Le public touché par le centre culturel en est d’ailleurs changé: les filles décrites comme difficiles à atteindre d’habitude sont des assidues de la maison de quartier. C’est par la confiance que les parents donnent aux intervenants que l’évolution de la place des filles a pu se faire. Il y a 5 ans, le premier camp de vacances a été programmé. Pour ne pas essuyer le refus des parents, il a été présenté comme de camp distinct non mixte qui se faisait au même moment. De retour dans le quartier, la preuve était faite: la mixité garçon-fille n’était pas risquée. L’expérimentation de certaines pratiques est possible grâce à la confiance des parents, mais également à l’inverse à celle des animateurs. Mettre en relation des garçons et des filles qui n’ont pas l’habitude d’être ensemble est possible à partir du moment où l’animateur sait que ça l’est. En connaissant les jeunes, il peut planifier des activités qui leurs conviendront. Des jeunes qui ne se fréquentent pas n’iront pas chercher plus loin. C’est à une personne extérieure, à leurs codes de se rendre compte de ce qui fait évoluer. Ainsi, il peut les faire sortir de leurs quotidiens, de leur “territoire”.

“Avant les filles, elles s’arrêtaient dire bonjour, elle ne restaient pas. Comme dans les halls” Salvador, entretien réalisé par N. Le Beulze

Le quartier est relativement loin du centre ville. Il faut prendre des transports en communs pour y accéder. Quand des jeunes arrivent à l’âge où on commence à sortir le soir, ceux des quartiers n’ont pas les mêmes facilités que ceux des centres villes. Les parents sont peu enclins à les laisser faire. Les animateurs jouent alors un rôle rassurant, encadrant, auprès des parents. Leur présence devient un atout pour les jeunes de 16-17ans. Ils peuvent plus facilement sortir voir des spectacles, des concerts...

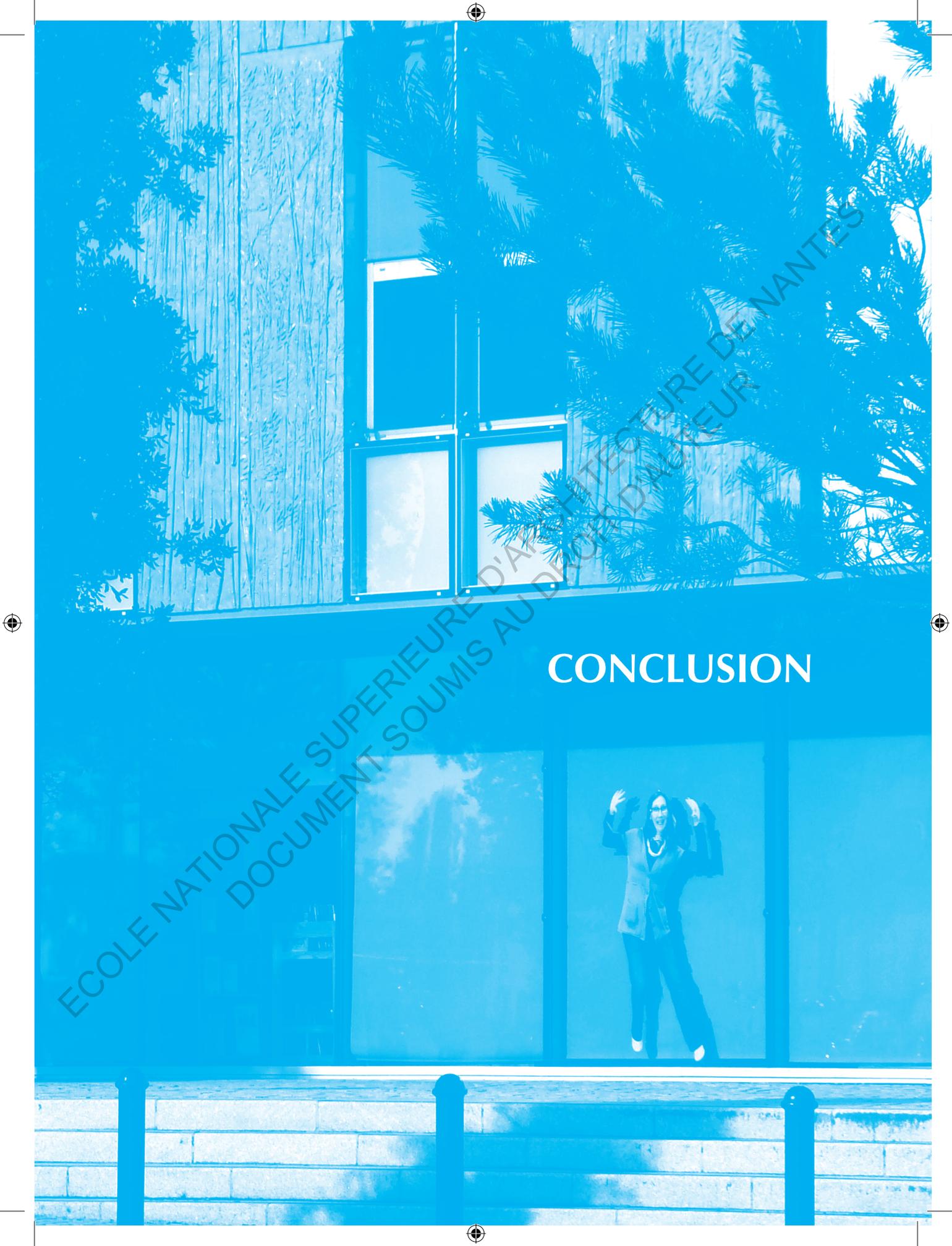
Pour des associations sportives, comme Bela Futsal, la construction du rapport de confiance s’est établi via le sport. Il véhicule des règles de savoir-vivre sur le terrain, les lois du sport, qui peuvent être transposables à la vie civile. L’association a également bien perçu l’enjeu de former les jeunes à un sport. Partant du constat que le sport mettait en lumière les talents des quartiers, la Bella Academy permet aux enfants de s’essayer à la pratique sportive, dès leurs plus jeune âge. Le sport devient un vecteur de savoir-vivre, de respect, de contrôle de soi qui préparent aux

codes établis dans la société. On ne peut pas évoluer dans la société en rejetant toutes les institutions qui l'organisent, de la même façon, on ne joue pas au Futsal en faisant l'impasse sur ses règles. Les réussites sportives des équipes qui sont emmenées en compétition valident d'autant plus ces valeurs. Elles prouvent que suivre des règles n'est pas réducteur. Mais surtout elles valorisent incroyablement l'équipe, en rassemblant autour d'elle des habitants fiers de leurs voisins.

(nantesbelafutsal.com)

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



CONCLUSION



CONCLUSION

Les quartiers d'habitats sociaux ont une histoire. Ils sont nés d'une situation d'urgence, d'un concept de constructions des villes, qui nous semblent éloignés. Ils ont été le laboratoire de politiques plus ou moins adaptées. Beaucoup se sont interrogés sur le devenir de ces quartiers, et peu ont trouvé des réponses. L'image dégradée des quartiers, leur mauvaise réputation, se construit peu à peu avec la médiatisation, et les mesures prises lui trouvent un nom. Les ZUP deviennent des ZRU, ZFU et autres zones urbaines sensibles. Les quartiers ne sont plus des lieux de vie, ce sont des territoires "sensibles". L'isolement des quartiers devient pour le reste de la ville l'isolement des habitants. La ville n'accepte plus ce qui menace sa "cohésion sociale", sa conception égalitaire. Au travers des quartiers, c'est la peur de la paupérisation et des ghettos qui transpire.

Pendant longtemps, malgré l'idée d'une approche globale, on cherche à réintégrer les quartiers à la ville en compensant leurs territoires. On y apportait des services publics qui s'adaptait aux populations, on poussait les entreprises à y venir en leur proposant des avantages financiers. Toutes ces mesures ont d'une certaine façon participé à une mise à distance des populations en les ciblant. L'application littérale du principe républicain d'égalité, qui ne reconnaît pas les disparités, trouvait ses limites. Et à vouloir trop aider les habitants, on a perdu de vue le fait que tous les quartiers étaient différents. En établissant des périmètres nommés, on pointe du doigt les manques du territoire considéré, mais pas forcément ceux de ce qui l'entoure.

Finalement, en ciblant l'action à l'intérieur des frontières d'un quartier, ne risquait-on pas de le réduire encore plus ? Est-ce au quartier de se réintégrer à la ville, ou à la ville de le réintégrer ? La question peut ressembler à un jeu de mot mais en réalité, avec l'exemple du quartier de Malakoff, on perçoit cette nuance. Le quartier a été considéré pendant toute son évolution par sa

forme singulière, contrainte par des voies ferrées, une zone naturelle classée, ou par la Loire. Au moment du GPV, le quartier est intégré à la redynamisation de la friche industrielle de la future ZAC du Pré-Gauchet. Tout l'intérieur de Malakoff est changé pour être compatible avec le nouvel ensemble. Considérer un territoire élargi, c'est prendre le risque de s'engager dans des programmes lourds.

L'introduction de la mixité sociale dans le langage politique a lancé des programmes de renouvellement urbain de grande ampleur. Les valeurs n'ont pas changé, les moyens si. Les grands projets de ville sont l'aboutissement d'une vision de la question sociale qui s'est construite au fil des expérimentations, de l'apparition d'acteurs politiques, de la législation, et de la reconsidération des services publics...

À la lutte contre l'exclusion, les orientations politiques répondent par la mixité. Dans sa dimension fonctionnelle, elle justifie l'implantation de services publics, l'invention d'infrastructures polyvalentes, et les mesures de relance économique. Dans son aspect social, elle justifie la diversification des parcs de logements, ouvre les quartiers, et pousse leurs milieux associatifs en les subventionnant.

En théorie la place de la participation habitante est primordiale pour agir justement. Elle prend du recul dans les années 90 et revient avec les opérations de GPV. Peut-être a-t-il été compris que les opérations de renouvellement urbain touchent le "cadre de vie" de personnes qui ont leur mot à dire. Son application varie cependant au gré des projets. Certaines villes, comme Nantes, ont donné de l'importance à la communication de l'opération de GPV, comme avec Malakoff Pré-gauchet.

La maison des Haubans est à l'image du projet. Elle porte les ambitions politiques de l'agglomération, et est un grand changement dans la vie des habitants. Ils étaient habitués à fréquenter des associations dans des appartements, ou dans l'ancien centre commercial où gravitaient toutes les énergies du quartier. À présent, la ville a mis à disposition du milieu associatif une de ces infrastructures polyvalentes, dont l'essence même interroge. Elles sont décrites par Yasmine Siblot comme un recul de l'action publique au profit du milieu associatif, et surtout ces structures adaptées seraient un vecteur d'assistantat et non pas de proximité.

La maison des Haubans ne répond pas de ce constat accablant. Elle s'est construite autour du tissu associatif, mais également

autour des habitants. La ville ne se désengage pas de son devoir de garant de la cohésion sociale. En plaçant une coordinatrice habituée du quartier et en subventionnant des équipes pérennes, elle suit l'évolution de la maison en accord avec ses valeurs. Les acteurs s'approprient alors les directives, autant que les lieux, pour programmer avec les habitants des activités qui les concernent. Dans ce type d'infrastructure, la connaissance du public par les animateurs est primordiale. Elle permet de savoir poser la limite entre le conseil et l'assistantat.

Ce sont les relations de proximité qui construisent le lieu et le font vivre. Les relations de confiance avec le public sont possibles parce qu'une équipe stable et soudée a été constituée. Les associations ont des objectifs communs: mettre en place des dynamiques porteuses de lien social, répondre aux attentes des usagers, et les accueillir dans les meilleures conditions. Elles ont vite compris l'intérêt qu'il y avait à s'entendre et à construire un esprit convivial.

Quand on entend des jeunes filles parler de la maison des Haubans comme une "deuxième maison", on se dit que quelque part la maison a réussi à devenir un vrai lieu de vie. En un an, les dynamiques se sont mises en place et ont parlé aux habitants. La mixité sociale s'installe grâce au mélange des générations, et à la fréquentation de la maison par les habitants des environs. Même si les familles du Pré-Gauchet et de Beaulieu ne viennent que sur des temps forts ou des animations précises. Du chemin a été parcouru. L'animateur des 16-25 ans de l'ACCOORD, le constatait d'ailleurs "Malakoff n'a plus si mauvaise réputation". Les gens hors quartier n'hésitent plus à partir une journée avec le centre socioculturel de Malakoff. La maison des Haubans n'est pas exclusive, elle est, comme le disait la revue de presse, un lieu pour tous.

Reste à savoir ce qu'elle va devenir. En s'ouvrant petit à petit sur l'extérieur, les équipes auront sûrement des opportunités de projets différentes. La maison n'a pas vocation à devenir un lieu exclusivement culturel, et doit rester un lieu d'animation. Ce qui fait sa force ce sont les habitants, ceux qui vivent près de l'équipement et qui l'occupent au quotidien. La maison est vivante, les enfants l'investissent, ils y viennent après l'école, pendant les vacances. Les habitants doivent toujours pouvoir y trouver leur place, même si de nouveaux utilisateurs arrivent. La coordinatrice de maison en a bien conscience et sait qu'elle doit veiller à ce que l'équilibre social soit préservé.

Après trente ans de politiques de la ville institutionnelles, et dix ans de projets de renouvellement urbains de grande ampleur, la question des quartiers est toujours actuelle. Entrer dans un équipement comme la maison des Haubans pour comprendre un quartier est une certaine approche. Il en existe bien d'autres, les quartiers, comme le reste de la ville sont des ressources inépuisables d'observations, et de questionnement. Nicolas Le Beulze, par exemple, s'est attelé à la question de l'image de la jeunesse des quartiers.

La chose qui m'aura probablement le plus marqué dans ce mémoire c'est qu'il ne faut jamais perdre de vue que l'urbain, le bâti est habité. La confiance que l'on place dans l'humain est primordiale. Sans l'investissement des équipes, sans la fréquentation des usagers, et sans leur participation, mon enquête de terrain n'aurait sûrement pas mis en avant les dynamiques qui se créent. La capacité des animateurs à créer une atmosphère conviviale autour de petits moments du quotidien, n'entre jamais en compte dans les orientations politiques, simplement parce qu'elle ne peut la contraindre. Pourtant c'est dans cette volonté d'animer que tout le monde trouve sa place ; c'est dans cette volonté de faire que réside l'évolution d'une maison de quartier en lieu de vie.

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE ET D'URBANISME
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES :

- ANDERSON, A. et VIEILLARD-BARON, H., *La politique de la ville: histoire et organisation*, éditions ASH, 2004.
- DE RUDDER Véronique, *Loi d'orientation pour la ville : séminaire, chercheurs, décideurs.*, Plan construction et architecture, 1991.
- DONZELOT Jacques, et ESTEBE Philippe, *L'état animateur, essai sur la politique de la ville*, édition ESPRIT, 1994.
- DONZELOT Jacques, avec MEVEL Catherine et WYVEKENS Anne , *Faire société: la politique de la ville aux Etats-Unis et en France*, éditions SEUIL, 2003.
- STEINEBACH Michel, sous la responsabilité d'Evelyne SAUVAGE, *La mixité urbaine dans les documents d'urbanisme*, ministère de l'équipement du logement et des transport, 1993

ARTICLES :

- BÉHARD Daniel, et ESTÈBE Philippe, "Le chef de projet et le sous-préfet à la ville: entre norme et projet", *Espace et société* n°84-85, 1996, p37-42
- DAVID Jérôme, « Politique de la ville : chronologie », *Revue française des affaires sociales*, 2001/3 n° 3, p. 15-22.
- DONZELOT Jacques , EPSTEIN Renaud , "Démocratie et participation: l'exemple de la rénovation urbaine." *revue Esprit* (dossier « forces et faiblesses de la participation »), n°326, 2006 pp. 5-34
- EME Bernard, "La généalogie des régies de quartier", *Ecologie et politique*, n°28, 2004
- HOUARD Noémie, "L'impératif participatif dans la politique de la ville en France et à l'étranger", *centre d'analyse stratégique*, 2011

- JAILLET-ROMAN Marie-Christine , « La mixité sociale : une chimère ? » Son impact dans les politiques urbaines, Informations sociales, 2005/3 n° 123, p 98-105

- SIBLOT Yasmine , « « Adapter » les services publics aux habitants des « quartiers difficiles » Diagnostics misérabilistes et réformes libérales », Actes de la recherche en sciences sociales, 2005/4 no 159, p. 70-87.

- TISSOT Sylvie , « Reconversions dans la politique de la ville : l'engagement pour les « quartiers » », Politix, 2005/2 n° 70, p. 71-88.

- PAQUOT Thierry, "Des quartiers à construire, Politique de la ville, Quarante ans d'actions publiques", CERAS recherche et action sociale, 2006

DOCUMENTS INSTITUTIONNELS :

- Loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville dite LOV, legifrance.gouv.fr

- Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains dite loi SRU, legifrance.gouv.fr

- Loi n° 2003-710 du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, "Titre I: principes généraux" legifrance.gouv.fr

DOCUMENTS RELATIFS AU GPV DE MALAKOFF PRÉ-GAUCHET :

- Convention de rénovation urbaine du Quartier de Malakoff, "Le nouveau Malakoff, à Nantes, un grand projet de ville", 18 décembre 2004

- LAUA, Laurent DEVISME, Pierre-Arnaud BARTHEL, Célia DÈBRE, Marc DUMONT, Elise ROY, "Fiche-projet du Nouveau Malakoff, Nantes", POPSU plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines, décembre 2007

BIBLIOGRAPHIE

- Plaquette, "Les réalisations du GPV", nantesmetropole.fr, 2012
- Plan local d'urbanisme, Nantes métropole, approbation du 09 mars 2007

DOCUMENTS RELATIFS À LA MAISON DES HAUBANS :

- Dossier de presse, "La Maison des Haubans, une maison de quartier au service de tous les habitants du quartier Malakoff-Pré Gauchet et de tous les Nantais" ville de Nantes, préfecture de Loire Atlantique, 7 avril 2011
- Plaquette, "La maison des Haubans" nantesmetropole.fr, 2011

SITES INTERNET :

- ACCCOORD:<http://www.accoornantes.info/>
- Association AHQM:<https://sites.google.com/site/ahqm44/>
- Association Bela Futsal:<http://nantesbelafutsal.com>
- Association Kenja:<http://kenja.hautetfort.com/>
- Association peuple et culture: <http://www.peupleetculture44.net/>
- Article ouest france relatif aux quartier Malakoff: http://www.ouest-france.fr/actu/actuLocale_-Le-centre-socioculturel-de-Malakoff-incendie-hier_-1491773-----44109-aud_actu.Htm
- Cartographie des quartiers Nantais: <http://www.nantes.fr/vie-quotidienne/cartographie-des-quartiers>
- Chronobus: <http://www.nantesmetropole.fr/decouverte/les-projets-phares/fiche-39677.kjsp>
- Histoire de Malakoff, de la prairie de Mauves à la construction de la cité, lenouveaumalakoff.com

- Le secrétariat général à la ville: <http://www.ville.gouv.fr/?le-secretaire-general-a-la-ville>

- Le conseil national des villes de France: <http://www.ville.gouv.fr/?presentation,141>

- Livre vert, géographie prioritaire de la politique de la ville et de la contractualisation: documents pour la concertation: <http://www.ville.gouv.fr/?livre-vert-geographie-prioritaire>

- Projet photographiques: <http://fotomexcabja.blogspot.fr/> , <http://www.kouakilariv.org/>

- Informations relatives Grand Projet de Ville de Nantes: <http://www.lenouveaumalakoff.com>

- Informations relatives à la maison des Haubans: <http://www.nantesmetropole.fr/decouverte/les-projets-phares/la-maison-des-haubans-50495.kjsp> , <http://nantes-actu.info/tags/maison-des-haubans> , <http://jmayrault.fr/la-maison-des-haubans-federe-les-energies-de-malakoff/>

- ZUP: archivefrance.culture.gouv.fr, Decret-n-58-1464-relatif-aux-zones-a-urbaniser-en-priorite

- ZUS Malakoff: <http://sig.ville.gouv.fr/Cartographie/5201030>

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUS LE DROIT D'AUTEUR